



Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010029396

TA 8161/1



PAUL DE RIVAZ

HISTOIRE  
CONTEMPORAINE  
DU VALAIS

IMPRIMERIE-LITHOGRAPHIE  
FIORINA & PELLET  
SION









# HISTOIRE CONTEMPORAINE DU VALAIS

PAR

PAUL DE RIVAZ



---

1946 - IMPRIMERIE-LITHOGRAPHIE FIORINA & PELLET - SION

TA 8161 / 1



## AVANT-PROPOS

---

Je ne prétends pas plus être historien qu'homme de lettres. Mais est-ce bien nécessaire pour compulser des archives, trier des documents, dépouiller des journaux locaux, confronter le tout avec les décisions du Gouvernement ou les délibérations du Grand Conseil afin d'en extraire les événements importants d'une époque, enfin, pour donner à tout cela la forme d'une chronique contemporaine ?

C'est ce que j'avais entrepris en 1939. Mais la guerre est venue ; les mobilisations successives ont entravé mes projets et retardé leur exécution ; puis, la pénurie de papier empêcha l'éditeur de m'imprimer. Aujourd'hui que tous ces obstacles sont surmontés, ce petit livre va courageusement affronter le public et suivre son destin.

Ami lecteur, accueille-le avec bienveillance. Songe qu'il contient un peu de ton passé, et que s'il évoque des passions encore mal refroidies puisque cette relation se poursuit jusqu'à la veille de la dernière guerre, tu dois néanmoins dépouiller tout esprit partisan pour le considérer avec autant de patriotisme que l'auteur en a mis à l'écrire.

Nous ne possédons rien sur l'histoire contemporaine du Valais. La période antérieure à 1844 avait pourtant donné lieu à un grand nombre de savants ouvrages. Ceux d'Hilaire Gay et du Chanoine Grenat sont devenus classiques. La série

de documents publiée par Louis Ribordy s'arrête en novembre 1843, au moment des pourparlers qui ont abouti au pacte du Sonderbund. M. Rilliet de Constant, un genevois, a relaté en détail la guerre civile de 1844 et les dissensions politiques qui l'ont provoquée. Mais depuis lors jusqu'à nos jours, l'histoire du Valais était encore à faire. Il y avait là une lacune manifeste, qu'il m'a paru intéressant de combler. D'ailleurs, les événements récents ne sont-ils pas aussi attachants que ceux des siècles anciens ? Leur histoire n'est-elle pas d'autant plus vivante que nous les sentons plus près de nous ? C'était un vaste champ d'étude à explorer, travail des plus instructifs et des plus captivants pour tout esprit curieux des choses de son passé. C'est pourquoi, si le lecteur trouve quelque plaisir à lire cette histoire, qu'il se dise bien qu'en l'exhumant de la poussière des documents pour la faire revivre dans cet ouvrage, l'auteur en éprouva bien davantage. Son but était de combler une lacune et par là, de contribuer, si peu que ce fût, à faire connaître et aimer ce petit coin de terre qu'on appelle le Valais, pays, comme l'a dit un poète, «arrêté à mi-chemin entre la terre et le ciel».

Si ce but est atteint, l'auteur s'estimera amplement récompensé de son travail.

Nous commençons notre récit en 1847, au moment de la guerre du Sonderbund, nous bornant à rappeler brièvement, en guise d'introduction, les événements survenus de 1830 à 1847.

\* \* \*

Après la révolution française de 1830, les apôtres des idées nouvelles cherchèrent à les faire triompher en Valais. La revision du pacte fédéral (projet Rossi), l'érection d'arbres de liberté, mais surtout, le vote proportionnel que le Bas-Valais réclamait pour les élections à la Diète, contribuaient à agiter les esprits. Malgré l'appui du Conseil d'Etat, le Haut-Valais temporisait. En 1839, les dizains inférieurs ayant délégué à la Diète un représentant par mille âmes, le

Grand baillif Maurice de Courten leva la séance en guise de protestation. Les députés bas-valaisans, auxquels se joignirent bientôt ceux de Sion et d'Hérens, se constituèrent alors en assemblée législative dans le dessein d'élaborer une constitution et de nommer un Conseil d'Etat. Pendant ce temps, le Gouvernement se transportait à Sierre et demandait, sans succès d'ailleurs, l'intervention du Vorort fédéral.

Les sanglantes échauffourées d'Evolène allumèrent la guerre civile. Après divers engagements, les bataillons bas-valaisans, sous les ordres de Maurice Barman, entrèrent à Sion et y imposèrent leur nouvelle constitution qui prévoyait le vote proportionnel pour le Grand Conseil, bouleversait les anciennes institutions et touchait aux immunités ecclésiastiques. Lorsqu'il s'agit de l'appliquer, les vainqueurs se divisèrent à leur tour. En 1843, on vit une «Vieille Suisse» se dresser en face de la Jeune Suisse de Mazzini. Les troubles, l'anarchie, les excès qui s'ensuivirent alarmèrent les populations. Aussi, en 1843, nommèrent-elles un Grand Conseil et un Conseil d'Etat à majorité conservatrice. Cependant, l'affaire des couvents d'Argovie faisait glisser la discorde sur le terrain religieux. Conscient du danger, le Conseil d'Etat convoqua le Grand Conseil. Mais devant la tournure que prenaient les débats, Maurice Barman et ses partisans quittèrent la séance du 17 mai 1844 pour appeler leurs partisans aux armes. Le lendemain, les bataillons haut-valaisans du colonel Kalbermatten occupaient Sion et poursuivaient leurs adversaires en retraite jusqu'au Trient. La «Jeune Suisse» valaisanne était battue. Le 24 mai, le Grand Conseil en prononça la déchéance tandis que le Conseil d'Etat nommait un tribunal pour rechercher et punir les coupables : les communes compromises furent frappées de contributions et les partisans du mouvement, condamnés à des peines allant jusqu'à l'exil.

Le calme était à peine rétabli que surgit l'affaire du Sonderbund.







Maurice BARMAN



**PREMIÈRE PARTIE**

---

**1847–1880**

**Régime Maurice Barman**

**et**

**Alexis Allet**



## CHAPITRE I

---

### La situation du Valais en 1847

---

L'année 1847 s'ouvrit en Suisse dans une atmosphère agitée. A la suite de la suppression des couvents d'Argovie et de l'expédition des corps francs à Lucerne, les cantons catholiques suisses, Lucerne, Uri, Schwytz, Unterwald, Zoug, Valais et Fribourg, avaient conclu en 1845 une alliance à laquelle leurs adversaires donnèrent le nom de Sonderbund (alliance séparée). Cette alliance avait un caractère exclusivement défensif. Elle se justifiait puisqu'en 1832 déjà, les cantons dits «radicaux» avaient eux aussi conclu une alliance séparée, dite «le concordat des sept». La Suisse était donc divisée en deux groupes fermement décidés à faire triompher leurs idées et leurs revendications.

L'alliance des catholiques avait été tenue secrète. Un débat au Grand Conseil de Fribourg, en 1846, fit connaître le Sonderbund à toute la Suisse.

Aussitôt, les cantons radicaux exigèrent-ils sa dissolution. Mais devant la Diète, cette proposition ne recueillit que 11

voix. Les esprits étaient surexcités et dans tous les cantons catholiques régnait l'angoisse. Une guerre civile menaçait la Suisse.

En Valais, l'agitation était d'autant plus grande que les blessures de la guerre civile de 1844 n'étaient pas fermées.

Malgré l'expulsion du canton, par ordre du gouvernement conservateur, des chefs radicaux, MM. Maurice et Joseph Barman, Alexis Joris, Casimir Dufour, Abbet, Alex. de Torrenté et Maurice Filliez, l'opposition n'avait pas désarmé. Aussi, pour se tenir prêt à toute éventualité, et maintenir dans les troupes la flamme sacrée, les chefs conservateurs organisèrent, dès le début de 1847, des revues, des bénédictions de drapeaux dans les districts. Le départ pour cette croisade fut donné par le district de Conthey. Environ 500 conservateurs se réunirent à Ardon pour entendre une harangue de leur chef, le commandant Evéquoz. Quelques jours plus tard, le jour de la fête de la Purification, les conservateurs du district de Martigny faisaient bénir leur drapeau. Le célèbre avocat Ganioz, le meilleur orateur de l'époque, leur adressait des paroles vibrantes pour les exhorter à rester fidèles à la cause de la religion. Un «Te Deum» solennel, véritable acte de foi, termina la cérémonie. La fête prit fin chez M. Mathey, président de Martigny-Croix, qui jouissait d'une grosse influence dans la région. Puis, à Sierre, le député Elie de Courten convoquait 1000 citoyens-soldats pour leur demander de jurer fidélité au gouvernement. Une messe fut célébrée par Mgr de Preux, évêque de Sion, et un sermon prononcé par l'abbé de St-Maurice.

Pendant que ces réunions politico-militaires avaient lieu, les électeurs valaisans étaient appelés aux urnes pour élire leurs conseillers communaux. Tout se passa dans le calme. Il n'y eut aucun changement. Un mois plus tard, le gouvernement, après avoir nommé l'avocat Alexis Allet de Loèche, secrétaire d'Etat, soumit au peuple différentes lois importantes, loi sur le notariat, loi sur les incompatibilités de certaines fonctions publiques, loi sur le cumul. Par 4000 voix contre 500, ces lois furent acceptées.

## Les élections du Grand Conseil et du Conseil d'Etat.

En mars 1847, eurent lieu les élections des députés au Grand Conseil. La campagne fut assez vive et le parti conservateur améliora ses positions. Furent élus 58 conservateurs, 13 radicaux et 13 libéraux indépendants. Ce parti libéral indépendant était le parti «du juste milieu» entre les excessives prétentions du clergé, et l'attitude trop anti-cléricale du parti radical. A ce parti se rattachaient l'ancien conseiller d'Etat Charles de Rivaz, Charles-Louis de Bons, François Kuntschen et Joseph Rion. Il fut dans la suite absorbé par le parti radical. Sur ces entrefaites, Ganioz mourut. Le décès de ce brillant avocat provoqua la consternation dans les milieux conservateurs bas-valaisans, dont il était le chef incontesté. Les radicaux en profitèrent pour attaquer le régime avec plus de violence.

En l'absence des chefs exilés, MM. Morand, Pignat, Torrent et Ducrey prirent la tête du mouvement. Ils avaient à leur disposition un journal, «l'Observateur», rédigé par une plume alerte et vive. Leurs attaques furent principalement dirigées contre le chanoine André de Rivaz, député au Grand Conseil, qui incarnait le cléricisme intransigeant et qui soutenait avec fougue les prérogatives du clergé.

Au Grand Conseil, réuni en mai, les radicaux demandèrent la suppression du Tribunal central. Ils alléguèrent que ce tribunal, siégeant en permanence, maintenait la discorde dans le pays mais qu'une fois supprimé, la paix reflleurirait, car il y aurait moins de procès. C'était dans les intérêts des finances du canton et des particuliers. Le Grand Conseil accéda partiellement à cette demande.

Les élections du Conseil d'Etat furent très mouvementées, car les magistrats élus refusèrent les uns après les autres d'accepter un mandat. Finalement, le gouvernement fut com-



posé de MM. Ignace Zen-Ruffinen, président et chef du Département des ponts et chaussées, du colonel Guillaume de Kalbermatten, vice-président et chef du Département militaire, de MM. François de Kalbermatten, Département de l'intérieur, J. Gross, Département de justice et police, et Ferdinand de Stockalper, Département des finances.

Puis, le Grand Conseil discuta l'alliance des sept cantons catholiques. Ce fut pour le chanoine de Rivaz l'occasion de prononcer un discours violent contre le radicalisme et en faveur du Sonderbund.

L'atmosphère était orageuse. M. Gard, député de Bagnes, attaqua le journal radical «l'Observateur» qui publiait des articles contre le Sonderbund. Une discussion s'éleva entre M. Gard et le député radical Ducrey et il appartient au Conseiller d'Etat Gross de trouver un terrain d'entente. Mais le chanoine de Rivaz, toujours plein d'ardeur et fidèle cerbère du gouvernement, demanda que tous les fonctionnaires dont les idées n'étaient pas conformes à celles de la majorité du pays fussent congédiés. Le gouvernement ne retint pas cette proposition.

Ces discussions provenaient de l'agitation qui, dans le pays, devenait de plus en plus vive. Le gouvernement s'en rendit compte. N'ayant pas confiance dans le Conseil communal de Sion, en majorité radicale, il fit amasser 40,000 cartouches à la Tour des Sorciers pour être prêt en cas de guerre civile.

## I a Diète fédérale

Le 5 juillet la Diète fédérale se réunissait ; le Valais y était représenté par MM. Adrien de Courten et Camille de Werra.

Dans son discours présidentiel, M. Ochsenbein, de Berne, chef radical, porta la question du Sonderbund sur le plan européen.

Il s'agit, déclara-t-il, de reconquérir la libre vie intellectuelle et de choisir entre le progrès et la stagnation. L'Europe est secouée sur ses fondements; c'est pour-quoi la Suisse doit mettre ses institutions en harmonie avec ses besoins nouveaux.

Il faut reviser le pacte fédéral de 1815, reviser la Constitution. La Suisse n'hésitera pas à sacrifier jusqu'à son dernier homme pour sauver l'indépendance acquise par ses pères.

A la proposition d'Ochsenbein, Muller Siegwart, le chef conservateur de Lucerne, répondit que les catholiques n'accepteraient la revision qu'à la condition que les couvents soient rétablis, les jésuites maintenus et qu'aucune atteinte ne soit portée à la souveraineté des cantons.

En même temps, Sigwart Muller envoyait à Vienne un plan pour le remaniement intérieur de la Suisse. Il proposait que la Suisse soit composée de 11 cantons catholiques et de 11 cantons protestants. L'Oberland bernois ainsi que Bex, Aigle et Vevey étaient rattachés au Valais.

Au vote, la proposition Ochsenbein eut la majorité. Les cantons de Genève et St-Gall, autrefois adversaires d'Ochsenbein, changèrent d'avis et votèrent avec la majorité radicale. Ainsi 12 cantons et deux demi-cantons votaient pour la dissolution du Sonderbund.

Lors de la discussion, MM. de Courten et de Werra firent entendre la voix du Valais. «Nos pères, s'écria de Werra, n'ont pas fléchi le genou devant Gessler, nous ne le fléchirons pas devant Ochsenbein».

Réunie à nouveau le 16 août, la Diète votait la revision de la Constitution et le 8 septembre, elle décidait de faire des démarches auprès des cantons catholiques pour les persuader que toute résistance était inutile. En outre, les cantons catholiques devaient renvoyer les jésuites.

Ces démarches n'eurent pas grand succès.

Devant le Grand Conseil valaisan, la question fut discutée avec vigueur. Le chanoine de Rivaz, toujours véhément, redoubla d'efforts pour que le Valais restât fidèle au Sonderbund.

La diète fédérale se réunit de nouveau le 18 octobre. Il fut décidé de faire de nouvelles démarches auprès des cantons catholiques afin d'éviter la guerre civile. MM. Stockmar et Lalancez furent délégués auprès des gouvernements des cantons du Sonderbund. Mais le gouvernement de Fribourg refusa de les recevoir.

Furieux, Ochsenbein proposa une levée de 50,000 hommes, ce qui fut accepté. Un incident survint lorsque fut discutée la nomination du capitaine Maurice Barman au grade de major de l'Etat-major général ; les députés valaisans protestèrent énergiquement contre cette proposition en faisant valoir que Barman avait été le chef des rebelles en 1844 et qu'en sa qualité de président du comité de Martigny, il avait lancé la fameuse proclamation du 12 mai. La nomination de cet officier à l'Etat-major général ne pouvait être considérée que comme un affront fait au Valais. Ochsenbein et d'autres chefs radicaux ripostèrent vivement et au vote, Barman fut élu.

Le conflit s'envenimait. MM. Merian et Sarrasin tentèrent un dernier effort pour calmer les esprits. De son côté Mgr Luquet, nonce apostolique, lança un appel en faveur de la concorde. Au nom des catholiques, M. Meyer déclara que le Sonderbund serait dissous à la condition que les troupes fédérales soient licenciées, que la revision de la Constitution soit ajournée et que toutes les questions religieuses, telles que le maintien des jésuites, soient soumises à l'arbitrage du pape.

Au cours de la discussion, le député valaisan Adrien de Courten prononça un discours qui fit sensation. « Notre langage sera calme, dit-il, et modéré, car il repose sur la vérité. Les passions seules trahissent les mauvaises causes. Le Valais attend sans pâlir le moment du danger. Puisse le ciel préserver la Suisse d'une guerre civile et de l'intervention étrangère. »

Luvini du Tessin et Calame de Neuchâtel enflammèrent le débat. Sur la proposition des députés de Genève, le major Barman fut nommé lt-colonel d'Etat-major général. C'était une riposte contre l'attitude du Valais.

Quelques jours après, les radicaux suisses profitèrent des fêtes des chanteurs suisses, à Glaris, pour fulminer contre l'alliance du Sonderbund. Les cantons catholiques pressentaient le danger. Ils firent des préparatifs. En Valais le gouvernement accumula des réserves de vivres, ce qui provoqua une réclamation des radicaux. Une rixe entre Bernois et Valaisans, sur l'alpage, fut portée devant la Diète et les députés Valaisans prièrent les Bernois de ne pas trop s'occuper de ces questions mesquines, mais de surveiller plutôt le secret postal dans la ville de Berne : en effet une lettre envoyée par les députés valaisans à leur gouvernement avait été ouverte.

Le débat dévia sur une question religieuse. On accusa le Valais d'être intolérant envers le culte réformé et l'on reprocha aux jésuites d'être les fauteurs du désordre.

C'est dans cette atmosphère que la diète vota, par 12 cantons et deux demi-cantons, la dissolution du Sonderbund. Dès que le vote fut connu, le chef catholique fit inscrire au protocole une protestation et déclara : « Que le Dieu Tout puissant décide entre vous et nous ». Tous les députés catholiques quittèrent la salle et les troupes stationnées devant le palais leur rendirent les honneurs.

La décision de la Diète provoqua en Valais une vive réaction. Le Conseil bourgeoisial de Monthey lança une proclamation pour protester contre l'attitude du parti radical et pour appeler les Valaisans à la résistance, afin de sauver la religion catholique et l'indépendance du pays ; le Sonderbund, disait cette proclamation, « est un être moral insaisissable qu'une balle ou une bayonnette ne peut percer ».

Le Grand Conseil valaisan se réunit le 3 octobre sous la présidence de M. Maurice de Courten. Dans un discours pertinent et direct, M. de Courten, fit le procès de la diète fédérale, reprocha aux radicaux leurs procédés, proclama la nécessité de l'Alliance et souleva l'enthousiasme de l'assemblée en demandant aux députés de rester fidèles à la parole donnée. Il termina son discours en invoquant la protection

de la divine Providence. A peine avait-il terminé sa harangue d'une voix émue, qu'il fut terrassé par une attaque d'apoplexie.

Cette mort tragique d'un homme qui avait tenu haut le drapeau du parti conservateur, consterna les députés. M. Bovier, vice-président, gravit les degrés de la présidence. Encore bouleversé par cet événement, le chanoine de Rivaz présenta un rapport sur la question du Sonderbund. Il conclut par ces mots : Nous répondrons à la force par la force et nous vaincrons. Il fut applaudi. Puis il proposa que la décision du Grand Conseil de rester fidèle au Sonderbund soit ratifiée par le peuple.

Par 12,565 voix contre 257, le peuple valaisan prit la résolution de lutter jusqu'au bout pour ses droits et sa religion.

Dans le district d'Entremont la votation coïncida avec une revue de troupes de la Landwehr.

Près de 1,500 hommes furent rassemblés au pré de l'Étières près de Sembrancher. Les compagnies formèrent un carré au milieu duquel fut installé le bureau de vote. L'un après l'autre, les hommes passèrent devant l'urne et déposèrent leur bulletin. Il y eut 42 non.

Ces résultats donnèrent l'impression que les adversaires valaisans du Sonderbund n'avaient fait aucune campagne. Ils savaient que la majorité du peuple suisse était contre l'alliance et ils avaient confiance dans le succès de leur cause. Par cette abstention, ou ce vote affirmatif, ils laissaient croire au gouvernement que le peuple valaisan restait fidèle au Sonderbund.

Le 14 octobre le Grand Conseil prit connaissance du résultat de la votation. Une acclamation le salua. Puis le gouvernement demanda au Grand Conseil les pleins pouvoirs.

Deux courants se manifestèrent dans l'assemblée ; l'un dirigé par le chanoine de Rivaz pour que les pleins pouvoirs soient donnés au colonel Guillaume de Kalbermatten et l'autre, venant des députés du Haut-Valais, pour qu'ils soient confiés au Conseil d'État. C'est ce point de vue qui triompha. On confia à de Kalbermatten le commandement des troupes avec le titre de général pour la défense du territoire, mais le gou-

vernement conserva le droit de disposer des effectifs. C'était ridicule.

Quatre jours plus tard, M. Fazy de Genève, délégué de la diète fédérale annonça son arrivée à Sion pour demander au gouvernement de suspendre les préparatifs de guerre. Il se heurta à un refus. D'ailleurs le gouvernement avait déjà levé les troupes, suspendu les termes probatoires devant les tribunaux et fermé l'école de droit. Un autre délégué de la Diète, l'ingénieur Buchwalder de Berne, se présenta protégé par une garde, au Conseil d'Etat mais essuya le même refus.

La guerre civile était imminente. Le 31 octobre, la Diète fédérale décréta la dissolution du Sonderbund par les armes et nomma le général Henri Dufour chef des troupes fédérales. Ochsenbein aurait voulu occuper cette fonction, mais on le savait trop sectaire, trop violent.

Le général Dufour était un conservateur genevois, un officier de grande valeur, un homme droit et loyal. Sa conduite prouva que la diète avait fait un bon choix. Il avait sous ses ordres une armée de 100,000 hommes bien équipée et munie de nombreux canons.

Que pouvait opposer le Sonderbund à cette puissante armée ? Au maximum 29,000 hommes d'élite, 40,000 landsturmiens mal équipés et 88 canons. D'autre part les troupes de Fribourg et du Valais étaient isolées du gros des contingents concentrés à Lucerne.

Et qui placer à la tête des troupes du Sonderbund ? Le colonel Sonnenberg était trop âgé, le général autrichien Schwarzenberger pressenti, refusa. Il aurait accepté si son pays avait été favorable à une intervention. On choisit alors le colonel grison Salis Soglio, de religion protestante et qui avait été officier en Hollande et en Allemagne. Il était capable, énergique. Malheureusement pour lui, on ne lui donna pas les pleins pouvoirs comme la Diète l'avait fait pour Dufour. Il dépendait d'un Conseil de guerre, incohérent, indécis. Salis Soglio était partisan de la défensive. Fortifier solidement la ville de Lucerne, Vorort du Sonderbund, contre qui les attaques de l'ennemi allaient être concentrées. Son chef

d'Etat-major Ziegler et le Conseil de guerre présidé par Siegwart Müller préconisaient une rapide offensive sur Berne pour pouvoir ensuite délivrer Fribourg et le Valais. Ces hésitations provoquèrent des pertes de temps et permirent à Dufour de réaliser son plan.

Le 14 novembre, Fribourg capitulait. Le général Dufour porta ses forces contre Lucerne et Zoug qui tombèrent également.

### Participation du Valais \*)

Pendant que ces événements se déroulaient dans la Suisse centrale, que faisait le gouvernement valaisan ?

M. Zen-Ruffinen, président du gouvernement, homme de grand bon sens, se rendait compte des difficultés qui se dressaient devant lui. Isolé du reste de la Suisse, comment le Valais pourrait-il supporter une lutte inégale ? Devait-il accéder à la demande de son collègue de Weck, président du gouvernement fribourgeois, qui lui demandait du secours pour délivrer Fribourg ? Il consulta de Kalbermatten qui élaborait un plan audacieux. Ses troupes devaient passer par le défilé de Morcles, envahir par surprise le canton de Vaud et de là gagner Fribourg. Le gouvernement valaisan hésita et nomma un Conseil de guerre composé du colonel Amacker, du capitaine Camille de Werra, du lieutenant Kuntschen, du lieutenant Meizoz, du fourrier P.-M. de Stockalper, du juge Aloys de Riedmatten et du rapporteur Bioley. Hélas ces tergiversations permirent au colonel Rilliet de Constant, commandant de la Ire Division des troupes fédérales, de prendre les devants et d'occuper la rive droite du Rhône, de Lavey à Villeneuve.

Mécontent du retard qui entravait l'exécution de son plan, de Kalbermatten et 27 de ses officiers envoyèrent au gouvernement une lettre de protestation dans laquelle ils l'accusaient d'avoir porté atteinte à la réputation du Valais. Ce-

---

\*) Voir annexe : « Les Valaisans du colonel de Courten au Gothard et à Gislikon ».



pendant, de Kalbermatten avait déjà, dès le début de la campagne, disposé ses troupes le long de la rive gauche du Rhône de St-Maurice à St-Gingolph et placé ses batteries sur le plateau de Vérossaz. Troupes fédérales et troupes valaisannes se trouvaient donc en face l'une de l'autre. Maurice Barman envoya de Bex une proclamation à ses compatriotes valaisans pour leur annoncer que bientôt le Valais serait occupé par les troupes fédérales, qu'ils devaient avoir confiance dans le triomphe de la cause libérale. Son frère Joseph, qui se trouvait à Paris, rentra en Suisse.

Nous sommes à la fin d'octobre. Les troupes de Kalbermatten manquent de vivres, les greniers de St-Maurice s'épuisent. En outre le gouvernement, faute d'argent, réduit la solde des officiers et des soldats. Ces deux facteurs démoralisent la troupe. Plusieurs soldats désertent et passent le Rhône pour s'enrôler dans l'armée fédérale. On les accueille avec joie et par ordre du commandant en chef, ils sont constitués en compagnie sous les ordres de Dufour, Joris, Besse et Filliez.

Lorsque de Kalbermatten apprend ces désertions, il envoie à tous ses soldats une proclamation énergique. Après avoir cité le nom des traîtres, il annonce des peines sévères pour toute insubordination.

Le 1er novembre, de Kalbermatten, avec tout son état-major et un grand nombre de soldats, assiste à la grand' messe à l'Abbaye de St-Maurice. L'office terminé, les officiers défilent devant les reliques des martyrs de la Légion thébéenne et les touchent de leur épée. Le lendemain, sur le plateau de Vérossaz, officiers et soldats reçoivent la sainte communion des mains de l'Abbé de St-Maurice.

La situation des troupes valaisannes devient de plus en plus difficile. Une émeute éclate dans les troupes cantonnées à Monthey. de Kalbermatten la réprime sévèrement.

Sur ces entrefaites, le Conseil de guerre du Sonderbund demande au Conseil d'Etat valaisan, par l'intermédiaire du représentant de la France, l'autorisation de se retirer en Valais. Malgré tous les efforts du chanoine de Rivaz pour que cette autorisation fût donnée, le gouvernement refuse.



Le chanoine de Rivaz proteste car il veut gagner du temps, il espère que la France se décidera à venir au secours du Sonderbund.

Pour être plus près de la troupe, le gouvernement valaisan se transporte à St-Maurice. Les nouvelles qui parviennent du canton de Vaud sont mauvaises. Le colonel Rilliet prépare l'attaque du Valais avec une armée bien supérieure en nombre. Aussi le Grand Conseil est convoqué en séance extraordinaire à St-Maurice. La discussion est vive, mais à une forte majorité l'assemblée décide de résister jusqu'au bout.

Aussitôt, les troupes fédérales se mettent en branle, l'ordre d'attaquer va être donné lorsqu'un revirement se produit au sein du Conseil d'Etat. M. Zen-Ruffinen, certain que toute résistance aurait des conséquences fâcheuses pour le pays, conseille à ses collègues de capituler. Le 28 novembre, la décision est prise. Les délégués du gouvernement valaisan MM. Tavernier, Ducrey et de Torrenté se présentent aux avant-postes des troupes fédérales et demandent à discuter avec le colonel Rilliet. Celui-ci se trouvait à Sousvent dans la propriété de M. Barman, il les reçoit, et la convention de capitulation est signée. Présentée devant le Grand Conseil elle est ratifiée. C'était un samedi. Le lendemain de Kalbermatten retirait ses troupes et lui-même, la mort dans l'âme, mais digne dans l'épreuve, déclara «ma carrière est terminée». Il quitta le Valais et mit son épée au service du Saint Siège dont il réorganisa l'armée, prit part aux guerres qui mirent aux prises le Souverain pontife et Garibaldi et se distingua en 1870 lors de l'occupation de Rome par les troupes du roi d'Italie.

La capitulation signée, le colonel Rilliet entreprit l'occupation du Valais. Les valaisans enrôlés sous les bannières fédérales jubilèrent. Alexis Joris, orateur bouillant, prononçait à Bex, un discours enflammé pour saluer la défaite des conservateurs valaisans. Puis Dufour et Joris demandèrent au colonel Rilliet de pouvoir entrer en Valais avant les troupes fédérales. Rilliet consentit, mais à la condition qu'ils déposassent l'uniforme et qu'ils ne fissent pas de politique.

Et tandis que Maurice Barman, monté sur un beau cheval noir, caracolait à côté de Rilliet pour l'entrée des troupes fédérales à St-Maurice, Alexis Joris, à la tête du détachement valaisan, arrivait déjà à Trient.

Ces lieux évoquent la triste journée de 1844. Joris fait défiler sa troupe, drapeaux encrêpés, tambours détendus, puis prononce une vibrante allocution pour rappeler le souvenir des radicaux tués par les conservateurs, à Trient, pour la défense de leur noble cause.

Le même jour, un comité d'action se forme à Monthey et lance une proclamation à tous les citoyens bas-valaisans pour leur demander de se grouper et de se trouver le 2 décembre sur la place de la Planta à Sion, car l'heure de la revanche a sonné.

Aussitôt des arcs de triomphe s'élèvent dans les localités radicales du Bas-Valais et les phalanges de citoyens se dirigent vers la capitale. Alexis Joris et Casimir Dufour arrivent les premiers à Sion. La population les accueille avec allégresse. En signe de ralliement, soldats et civils arborent la feuille de lierre, insigne de la Jeune Suisse. Mais Joris ne perd pas son temps. Il se dirige vers la maison de la Préfecture (maison de Kalbermatten à la rue de Lausanne), qui servait d'hôtel du gouvernement, l'encercle, et se présente au Conseil d'Etat pour demander qu'on lui remette le trésor. Le secrétaire d'Etat Alexis Allet proteste contre cet acte de force. Joris insiste. Le caissier Wolff s'exécute.

Puis les soldats de Dufour et Joris prennent leurs quartiers. Le couvent des capucins est occupé par les soldats de Casimir Dufour et les écoles par Joris.

Cependant le peuple se réunit à la Planta sous la présidence de MM. Barman, Pignat et Joris.

Plus de 2000 citoyens votent les décisions suivantes :

1. Les immunités ecclésiastiques sont abolies ;
2. Il y a incompatibilité entre les fonctions civiles et les fonctions ecclésiastiques ;

3. Les biens du clergé et des couvents sont placés sous la haute surveillance de l'Etat et, au besoin, régis par lui ;
4. La collature des bénéfices paroissiaux dont jouissent l'Abbaye de St-Maurice et le couvent du Grand-St-Bernard est retirée ;
5. Le gouvernement ordonnera une enquête sur la part qu'ont prise aux derniers événements les couvents et les corporations religieuses ;
6. Le Grand Conseil pourra ordonner la suppression des couvents et des corporations dont l'existence serait jugée incompatible avec la tranquillité publique ;
7. Les frais de guerre à partir de 1844 et la réparation des dommages qui s'en sont suivis seront, autant que possible, mis à la charge des couvents et des particuliers ecclésiastiques ou laïques qui les ont provoqués ;
9. L'Ordre des jésuites est supprimé.

Un gouvernement provisoire fut élu en lieu et place de l'ancien Conseil d'Etat, il était composé de Messieurs :

Maurice Barman, président, Antoine de Riedmatten, Alexandre de Torrenté, Hippolyte Pignat, Ignace Zen-Ruffinen, Maurice Filliez et Casimir Dufour.

MM. François Rey de Lens, Briguet de Lens et Dr Claivaz de Martigny furent désignés comme remplaçants.

Le lendemain de cette assemblée, le colonel Rilliet arriva à Sion avec sa troupe. Toute la ville était dans l'agitation, toutes les chambres étaient occupées. Il ne sut où cantonner ses officiers et ses soldats.

Ayant appris le coup de force de MM. Barman, Joris et Dufour, le colonel Rilliet leur adressa des reproches et exigea le licenciement immédiat des soldats valaisans.

Il voulut rendre visite à Mgr de Preux, Evêque de Sion, mais le chef du diocèse, craignant des actes de violence comme ceux qui étaient survenus à Fribourg, avait quitté le canton.

Rilliet entra alors en relation avec l'ancien Conseil d'Etat MM. Zen-Ruffinen, Gross et François de Kalbermatten qui

lui déclarèrent qu'ils avaient remis le pouvoir dans les mains du gouvernement provisoire.

Cependant M. Antoine de Riedmatten, qui n'avait pas assisté à l'assemblée de la Planta, fit savoir à M. Barman qu'il refusait de faire partie du gouvernement provisoire à raison des décisions par trop draconiennes prises à l'égard du clergé.

Le gouvernement provisoire entra en fonctions le 3 décembre. Immédiatement, il communiqua au peuple valaisan les décisions de l'assemblée populaire et décida d'abolir les décrets et jugements pour cause de délits politiques rendus depuis 1844, et convoqua les assemblées primaires pour l'élection des députés dont la mission serait d'élaborer une nouvelle constitution.

Les élections des députés à la Constituante eurent lieu le 16 décembre et donnèrent des résultats favorables au parti radical. Alors que le parti conservateur descendait à 36 sièges, le parti radical portait ses effectifs à 48 députés.

Un gouvernement définitif fut élu. Il était composé de MM. Barman, président, Hippolyte Pignat, Dr Claivaz, François Rey, Alexandre de Torrenté, Zen-Ruffinen Gaspard et Wellig Clemenz. M. Torrent fut désigné comme président du Grand Conseil et MM. Louis Ribordy et Alexis Allet comme secrétaires. En outre, MM. Barman et Zen-Ruffinen acceptèrent le mandat de députés à la Diète fédérale.

Au cours de la session, les délégués fédéraux Francini, Frey et Delarageaz se présentèrent au Grand Conseil et y prononcèrent des discours pour féliciter le gouvernement provisoire et le gouvernement actuel de leur patriotisme. M. Barman remercia la Confédération de son geste amical. Il profita de cette occasion pour développer son programme. Dans l'enthousiasme de son éloquence, il déclara que les deux principaux adversaires du pays étaient le Rhône dévastateur et l'ultramontanisme plus dévastateur que le fleuve.

Le Grand Conseil discuta les lois d'incamération des biens du clergé qui furent votées par 46 voix contre 35.

Barman s'opposa à la demande des députés de Martigny qui réclamaient la séparation du Valais en deux demi-cantons. Il voulait conserver un Valais uni. La demande d'obtenir la liberté du culte pour les protestants domiciliés en Valais donna lieu à une discussion byzantine, car, sous le régime antérieur, cette liberté avait déjà été accordée.

Le colonel Rilliet professait des sentiments nettement anticléricaux. Néanmoins, il fit preuve de tact, de courtoisie et de bon sens dans l'accomplissement de la mission qu'il avait reçue d'occuper le Valais. Ses soldats, conformément à ses ordres, se conduisirent de la façon la plus correcte. La récolte en vins avait été bonne. Nos confédérés vaudois s'en régalerent et des liens d'amitié furent tissés entre eux et les valaisans.

Dans le Val d'Illiez, le bataillon de landsturm commandé par le Cdt Pignat, avait été licencié, après avoir entendu une douce allocution de l'aumônier Jardinier, qui devait être plus tard évêque de Sion.

Tout était rentré dans le calme lorsque les troupes de Lavaux et d'Aigle, commandées par les colonels Visinand et Peter, s'emparèrent des villages de la vallée. Quelques habitants effrayés par le récit des excès commis à Fribourg transportèrent à Châtel tous les objets précieux ; le curé et le vicaire prirent la fuite.

Il appartint au chanoine Carraux de recevoir au presbytère de Troistorrents les officiers fédéraux. Bientôt soldats et civils fraternisèrent.

Toutefois, à Val d'Illiez, quelques soldats vaudois firent irruption dans la cave du vicaire Biselx. Le colonel Visinand punit les fautifs.

### Dans le Val d'Entremont

La maison du Grand St-Bernard avait à sa tête, en 1847, le prévôt Filliez. Originaire d'une famille très puissante dans le val d'Entremont, il avait dans sa jeunesse épousé les idées libérales. Proche parent de Maurice Filliez, chef des

radicaux de l'Entremont, le prévôt Eugène Filliez était, avant d'entrer dans les Ordres, turbulent, actif et intransigeant ; il fit preuve des mêmes défauts et des mêmes qualités lorsqu'il revêtit l'habit de moine du Grand St-Bernard. Les événements de 1847 et 1848 devaient affirmer sa personnalité.

Dès qu'il eut connaissance de la capitulation du Valais, le prévôt Filliez donna à ses religieux l'ordre de mettre en sûreté les vases sacrés, les antiquités romaines, la bibliothèque, etc. Puis, accompagné de deux religieux et d'Adrien Detorrenté, président de la bourgeoisie de Monthey, poursuivi par les radicaux, il prit de Martigny le chemin de Chamonix par Tête-Noire. En cours de route ils furent avisés qu'une bande de radicaux de Martigny les attendait à Tête-Noire pour leur faire un mauvais coup. Le prévôt Filliez et ses compagnons durent se résoudre à franchir le col de la Balmaz, ordinairement impraticable en hiver. Adrien Detorrenté souffrant de la poitrine ne pouvait supporter une course aussi fatigante. Les religieux le prirent sur leurs épaules et franchirent le col au moment même où les radicaux de Martigny, lancés à leur poursuite, allaient les rejoindre. Du col de Balmaz ils se rendirent à Aoste par la Tarentaise et le Petit St-Bernard.

A la suite de la décision du gouvernement provisoire de frapper d'une contribution les fauteurs du Sonderbund, des commissaires furent envoyés à Martigny pour faire l'inventaire de la fortune du couvent. En l'absence du prévôt, le recteur claustral protesta vivement et s'opposa à cette mesure. Les commissaires firent appeler le serrurier Spagnoli pour ouvrir les portes de l'appartement prévôtal. Toute la maison fut fouillée.

Pendant ce temps, d'autres commissaires, accompagnés de soldats vaudois, prenaient le chemin du Grand St-Bernard où ils arrivèrent le 15 décembre. Prévenu à 5 h. du matin de l'arrivée de cette troupe, le prieur claustral Hubert fit transporter sur le territoire d'Italie tous les objets de valeur.

A 11 heures, le commissaire Dufay, avec 12 soldats vaudois, se présenta au couvent pour faire l'inventaire. Au refus

des religieux, Dufay plaça des sentinelles aux portes de la maison et attendit le lendemain. Ce jour-là, 16 décembre, arriva un nouveau détachement de 20 valaisans. Dufay somma de nouveau les religieux de lui livrer les comptes de l'hospice, ce qui fut encore une fois refusé. Là-dessus Dufay envoya deux hommes auprès du gouvernement provisoire pour avoir des ordres, et fit maintenir la garde de la maison par des sentinelles.

Dans la nuit du 18 au 19, arrivèrent les commissaires fédéraux Franscini et Delarageaz, que le gouvernement provisoire avait engagés à remplacer les premiers commissaires afin d'en imposer davantage aux religieux.

Franscini, Frey de Bâle, et Delarageaz avaient, au mépris de leur vie, gravi la combe du Grand St-Bernard par une grosse neige.

Dès leur arrivée, ils rassemblèrent les religieux pour les engager à céder aux ordres du gouvernement. Ils essayèrent le même refus. Delarageaz donna l'ordre de faire les trois sommations juridiques, après quoi il procéderait par la force. C'est ce qui arriva. Dufay, aidé du serrurier Spagnoli et de son secrétaire Piotta, enfonça toutes les portes et fit l'inventaire.

Le couvent resta quinze jours sous la garde des baïonnettes. Les soldats entamèrent les réserves du couvent destinées aux voyageurs dans la détresse, menèrent joyeuse vie avec deux servantes introduites par eux pour faire la cuisine.

Un religieux ayant protesté contre les agissements de la troupe fut mis aux arrêts par le commissaire. Cet état de chose dura jusqu'au 19 janvier. Par ordre du commissaire, tous les moines furent chassés hors du couvent ; il faisait 16 degrés de froid. Les religieux ayant refusé de quitter la maison, les soldats les emmenèrent jusqu'à Bourg-St-Pierre d'où ils gagnèrent Martigny. Le lendemain, cette affaire, qui avait fait beaucoup de bruit, fut discutée devant le Grand Conseil.

## CHAPITRE II

---

### Le régime radical en Valais

---

Le 10 janvier 1848, le Grand Conseil, à majorité radicale, élabora une nouvelle constitution. Son idée était de créer une charte dont chaque disposition devait être unanimement reconnue comme progressive.

D'après la constitution de 1839, les membres du Grand Conseil étaient nommés au second degré à raison d'un par mille âmes de population ; cette élection était faite par un collège électoral désigné par l'assemblée primaire de chaque commune à raison d'un par cent habitants.

La première réforme de Maurice Barman fut de proposer, avec raison d'ailleurs, que les députés soient nommés par l'ensemble des citoyens. Sa proposition fut immédiatement acceptée.

Toujours d'après le système instauré en 1839, la constitution ne pouvait subir de changements pendant cinq ans, que si les deux tiers des membres du Grand Conseil le demandaient. Une fois ce laps de temps écoulé, la majorité faisait règle.



Apportant une première modification, la constitution de 1844 avait étendu le délai à 10 ans et maintenu qu'une révision éventuelle ne pouvait avoir lieu que si la majorité du Grand Conseil l'exigeait.

Le gouvernement de 1848 conféra le droit d'initiative au peuple pour pouvoir demander la révision de la constitution. Cette étape marquait un premier pas vers la démocratie. Par contre, le Grand Conseil de 1848 se montra rétrograde lorsqu'il décida de supprimer tout referendum. Il enlevait ainsi au peuple une marque de confiance et anéantissait toute vie active et tout désir d'activité dans les conseils de districts qui avaient joué, jusqu'alors, un rôle important dans les affaires d'état, par leur indépendance et leur compétence.

La suppression du referendum valaisan, droit séculaire accordé au peuple, facultatif sous le gouvernement de 1815 et rendu obligatoire par le Grand Conseil de 1839, était une erreur.

C'est là qu'il faut chercher l'origine de la désagrégation morale, puis des conseils de districts.

La constitution de 1844 avait donné trois sièges au clergé, dont un était accordé de droit à l'évêque et les deux autres aux représentants des deux parties du canton, nommés par le clergé lui-même.

La majorité du Grand Conseil de 1848, hostile au clergé, lui enleva ces droits et décréta l'incompatibilité des fonctions ecclésiastiques, non seulement avec les fonctions civiles, mais encore avec l'exercice des droits politiques accordés à tout citoyen.

En toute objectivité, si l'incompatibilité des fonctions ecclésiastiques avec les fonctions civiles était discutable, il était injuste d'enlever aux prêtres le droit de vote.

Enfin, pour garder une certaine harmonie avec la charte fédérale, la constitution de 1848 plaça sur un pied de quasi-égalité les municipalités et les bourgeoisies qui furent maintenues comme corporations de droit public, mais avec des droits et des obligations déterminées.

Jusqu'alors, la bourgeoisie groupait toute la commune. Par la décision de la Haute Assemblée, elle ne constitua plus qu'une corporation distincte, possédant ses biens propres et pouvant s'administrer elle-même, mais à laquelle on ne laissait plus aucune initiative dans la gérance des affaires publiques. L'idée du législateur qui élaborait cet article de la Constitution était que la bourgeoisie devait rester le noyau de la commune, autour duquel les éléments étrangers établis dans les localités valaisannes se grouperaient. De ce fait, la bourgeoisie devait agrandir le cercle des bourgeois en recevant dans sa communauté tous les Valaisans qui désiraient en faire partie et en consacrant ses revenus à leur bien-être. Actuellement, si l'on retrouve encore des traces caractéristiques de cette législation dans certaines communes de la montagne, on les perd totalement dans les agglomérations urbaines, où l'élément étranger à la commune ne tarda pas à majoriser l'élément bourgeois.

La municipalité reçut en partage les édifices publics, écoles, églises, etc., et la bourgeoisie les biens ruraux ; or, comme cette dernière devait subvenir aux constructions de bâtiments scolaires, à leur entretien, à leur chauffage, les fonds bourgeoisiaux ne tardèrent pas à fondre.

Sauf dans quelques communes, la bourgeoisie perdit rapidement son influence. Celle de Sion, par exemple, resta fidèle à son système car chaque bourgeois recevait un bien inaliénable dont il avait la jouissance sa vie durant. L'élaboration de cette loi sociale a une grande importance puisqu'elle marque les caractères d'un socialisme bien compris.

A Sion, un conflit s'éleva entre la commune et la bourgeoisie au sujet de l'hôpital.

D'après la nouvelle constitution, cet établissement devait revenir de droit à la commune. Mais les bourgeois protestèrent en alléguant qu'il s'agissait là d'une fondation due à leur communauté, puisque l'hôpital bourgeoisial sédunois provenait de la fusion de trois hôpitaux appartenant, le premier à l'évêché, le deuxième au chapitre et le troisième aux bourgeois eux-mêmes.

Il s'ensuivit un procès qui se termina par un arrangement.

L'hôpital de Sion devenait un hôpital communal-bourgeoisial. L'administration était confiée à un conseil composé en majorité de conseillers bourgeoisiaux, tandis que le conseil mixte, pouvoir législatif représentant le peuple souverain, était formé en majorité de conseillers municipaux.

### La question des biens ecclésiastiques

L'attitude du gouvernement à l'égard des biens du clergé peut aussi être examinée avec objectivité et impartialité par tout catholique pratiquant et respectueux des ministres de Dieu.

D'après la notion de l'Eglise concernant les biens temporels, les biens ecclésiastiques appartiennent à la personne morale qui les a acquis d'une manière légitime. En conséquence, la mense épiscopale, les prébendes des chanoines et les bénéfices paroissiaux des curés sont des biens temporels légitimes puisque les églises et les chapelles doivent être considérées comme des personnes morales ayant le droit de posséder de tels biens.

Cet état de choses était absolument logique car, en Valais, l'Eglise ne reçoit aucun subside de l'Etat et elle doit posséder une fortune personnelle pour la construction des édifices religieux, l'exercice du culte et l'entretien du clergé.

Pourtant, cette fortune ne devait pas dépasser les limites du nécessaire et devenir trop importante, soit qu'elle ait été acquise par des legs, soit qu'elle ait été donnée sous la pression du prêtre comme ce fut parfois le cas. Elle risquait ainsi de devenir une main-morte opposée au progrès et obligeait le pouvoir civil à lui imposer des limites.

L'Evangile dit clairement : Donnez aux pauvres le superflu.

Si l'Eglise possède ce superflu et qu'elle ne le donne pas aux pauvres, l'Etat doit avoir le droit d'intervenir et d'en

disposer purement et simplement dans un but d'utilité publique.

Avant 1847, il faut reconnaître que la mense épiscopale et la fortune du chapitre étaient considérables. Tous les biens qui entouraient la ville de Sion, vignes, champs, forêts, pâturages, fermes, etc., appartenaient au clergé. Un certain nombre de prêtres laissèrent après leur mort des fortunes acquises au cours de leur canonikat.

La justice humaine ne demandait-elle pas de rétablir l'équilibre ?

Il est indubitable qu'une église trop riche est un danger pour un pays. Plusieurs épisodes de la Révolution française et les événements de la guerre d'Espagne nous en apportent, entre autres, la preuve. C'est la richesse exagérée de l'Eglise qui amène les citoyens à se révolter contre elle.

Le paysan qui laboure durement son champ du matin au soir et qui entretient une famille nombreuse, l'ouvrier qui anémie sa santé dans une usine durant les pleines heures ensoleillées pour retrouver, le soir venu, sa femme et ses enfants dans un taudis, tous les gagne-petit ne peuvent admettre que le prêtre, qui ne fait vivre aucune famille, jouisse de l'opulence.

Il est évident que sous le gouvernement de 1848, l'Etat aurait pu agir autrement. Les passions sont mauvaises conseillères. Au lieu d'avoir le geste brutal dicté par une hostilité aveugle, il aurait fort bien pu entrer en relation avec le clergé et trouver avec lui un terrain d'entente.

Mais la majorité du Grand Conseil et du Conseil d'Etat, furieuse contre le clergé accusé d'avoir été l'artisan du Sonderbund, ne voyait dans la confiscation de ses biens et leur sécularisation qu'un mode de revanche.

Les gouvernants de 1848 donnèrent d'ailleurs une autre preuve de leur haine illogique en faisant supporter au clergé une amende de 200,000 francs, parce qu'il avait soit-disant été l'instigateur de la résistance du canton aux arrêtés fédéraux.

Un tel acte se passe de commentaires.

Cette contribution de 200,000 francs fut répartie comme suit :

La Maison du Grand St-Bernard	Fr. 80,000.—
L'Abbaye de St-Maurice d'Agaune	» 50,000.—
Les Conseillers d'Etat, les membres du Grand Conseil et les magistrats ou fonctionnaires publics qui ont excité à la révolte envers la Confédération	» 20,000.—
Le Révérendissime Evêque de Sion	» 20,000.—
Le Chanoine André de Rivaz	» 10,000.—
Le V. Chapitre de Sion	» 20,000.—

Non content de toucher cette contribution de 200,000 francs, le gouvernement publia un nouveau décret par lequel il fut statué que les membres du Vénérable Clergé séculier du diocèse de Sion, pour les mêmes motifs que précédemment, devrait également payer une amende de 50,000 francs pour le 15 janvier. Le clergé protesta violemment.

Finalement, après la réunion des biens meubles et immeubles du clergé au domaine de l'Etat, les membres de ce même clergé seraient rétribués d'après le barème suivant :

1. Le Rme Evêque de Sion, dont la nomination appartenait au Grand Conseil, percevait un traitement annuel de 6,000 francs, plus 1,000 francs pour ses secrétaires et aumôniers.
2. Le Vén. Chapitre de Sion était rémunéré comme suit :

Le Grand-Doyen	Fr. 1,300.—
Le doyen de Valère	» 1,200.—
Le grand-sacristain	» 1,100.—
Le grand-chantre	» 1,000.—
Les huit autres chanoines, chacun	» 900.—

Ces décisions du Grand Conseil ne prouvent pas que seul le clergé était responsable de la guerre civile. Chaque

parti avait sa part de responsabilité et il serait injuste de rejeter tous les torts d'un seul côté. C'est ce qui fut reconnu plus tard par MM. Barman et Pignat, chefs radicaux.

### Essai de médiation entre l'Etat et le Clergé

A l'assemblée du Grand Conseil M. Torrent, président, dans son discours d'ouverture, fit appel à la concorde, car des nuages se formaient à l'horizon, le canon grondait derrière les montagnes et des peuples étaient en lutte.

Après cette introduction, le rapporteur donna lecture d'une lettre de Mgr Luquet, nonce apostolique à Lucerne, qui s'adressait à la bonne volonté de tous pour trouver un terrain d'entente entre l'Etat et le Clergé.

Mais un obstacle empêcha cet arrangement désiré secrètement par la majorité.

Le 29 janvier, le Grand Conseil avait décrété la remise complète des biens ecclésiastiques au domaine de l'Etat. Par contre, il avait assuré que la dotation convenable, dont nous avons parlé, serait assurée aux membres du clergé. Le Saint-Siège accepta et conseilla même aux prêtres valaisans de faire le sacrifice d'une partie de leurs biens, mais il ne put admettre qu'ils fussent dépouillés complètement. Cette décision du Saint-Siège était à la base d'une entente possible.

Il faut reconnaître ici que la paix et la liberté fondées sur la violence ne durent jamais, tandis que la paix et la liberté établies sur la modération et la justice défient les attaques du temps.

A cette missive de Mgr Luquet, M. Barman répondit que le clergé avait offert 850,000 francs pour payer les dettes du canton et les frais occasionnés par le Sonderbund et que cette somme était insuffisante. C'est pourquoi l'Etat avait pris possession des biens ecclésiastiques pour les évaluer à leur juste valeur.

Cette évaluation permit de constater que l'évêché, le chapitre et les couvents possédaient une fortune sur laquelle on pouvait prélever 1,500,000 francs pour l'amortissement de la dette cantonale.

Il fallait donc absolument que le clergé se fasse une raison.

Mgr Luquet répondit en affirmant sa bonne volonté et en faisant de nouvelles propositions.

Une commission spéciale fut alors chargée d'examiner la situation.

Cependant, la majorité du Grand Conseil maintint le statu quo et continua à protester contre l'attitude du clergé qui devenait de plus en plus un Etat dans l'Etat.

Certains, par égard envers le Saint-Siège, proposèrent de continuer les pourparlers avec Mgr Luquet, tout en affirmant que l'Etat devait rester en possession des biens du clergé, et que l'évêque de Sion devait adhérer aux lois du pays s'il ne voulait pas être déposé de ses fonctions.

La minorité demandait que les pourparlers soient repris avec Mgr Luquet pour fixer définitivement la somme que le clergé devait payer et lui redonner ensuite la possession de ses biens meubles et immeubles.

Le Grand Conseil décida alors de reprendre ces relations, tout en ne fixant pas encore catégoriquement le chiffre de 1,500,000 francs comme base d'arrangement.

C'est à ce moment que Mgr Bagnoud, Evêque de Bethléem, fit la proposition, au nom du Saint-Siège, de réunir les deux évêchés de Sion et de St-Maurice en un seul diocèse. L'évêque siégerait six mois à Sion et six mois à St-Maurice, tandis que deux chapitres, formés d'un nombre égal de membres, se trouveraient en permanence dans l'une et l'autre de ces villes.

En ce qui concerne la contribution exigée par les autorités civiles, l'évêque de Sion fit savoir qu'il était d'accord de payer pour sa part le montant de fr. 850,000.— et celui de St-Maurice de fr. 175,000.—.

De son côté, le Saint-Siège autorisa le clergé à hypothéquer ses biens pour payer cette somme.

Barman, au nom de la majorité des membres du gouvernement, se déclara satisfait de l'offre financière et repoussa la proposition de Mgr Bagnoud de réunir en un seul diocèse les deux évêchés valaisans.

Pour donner immédiatement une preuve tangible de son désir de concorde, le gouvernement fit remettre en liberté le chanoine André de Rivaz, emprisonné depuis le mois de décembre.

### La Constitution fédérale de 1848.

La Diète avait confié la préparation de la nouvelle constitution fédérale à une commission de 22 membres, formée exclusivement de libéraux et de radicaux. Aucun conservateur ne participa à l'élaboration de cette œuvre de centralisation.

Confédération d'Etats jusqu'en 1848, la Suisse devint un Etat fédératif. De ce fait, la souveraineté cantonale fut subordonnée à la souveraineté fédérale.

La Diète fut supprimée. Deux chambres se partagèrent le pouvoir législatif : le Conseil national et le Conseil des Etats qui comprenait deux députés par canton.

Le pouvoir exécutif était exercé par un Conseil fédéral de 7 membres nommés par les deux premières chambres réunies.

Les différends entre cantons, entre les cantons et la Confédération ou entre la Confédération et les particuliers étaient jugés par un Tribunal fédéral formé de 11 membres.

Le droit de déclarer la guerre, de conclure des traités ou des alliances, de battre monnaie, de régler les droits de douane, de déterminer le système des poids et mesures ou d'exploiter les postes et télégraphes dépendait du pouvoir fédéral.

L'armée était composée d'éléments cantonaux, tandis que l'instruction de l'infanterie dépendait des cantons, l'or-



ganisation de l'armée était réglée par une loi fédérale. La formation des officiers ainsi que l'instruction de l'artillerie, de la cavalerie et du génie appartenaient à la Confédération.

Cette nouvelle constitution fut acceptée par 15 ½ cantons

### **A propos de la revision de la Constitution fédérale**

Le Grand Conseil valaisan appelé à donner son avis sur la constitution fédérale estima, en se basant sur une proposition du Conseil d'Etat, que les deux parlements fédéraux, le Conseil national et le Conseil des Etats, devaient fusionner et travailler ensemble.

Ce point de vue ne fut pas accepté à Berne.

Puis, l'on remit en discussion l'ensemble des textes de la Constitution fédérale.

Barman reconnut que cette constitution n'était pas parfaite mais que les cantons devaient l'accepter par esprit de paix et pour éviter une nouvelle agitation. Sa façon de voir était appuyée par Antoine de Riedmatten et le conseiller d'Etat Rey, tandis que le député radical Louis Ribordy la combattait. Néanmoins, elle fut acceptée par le Grand Conseil et ne trouva que 7 voix pour la condamner.

Il en fut autrement en Valais. Le peuple valaisan, en effet, la refusa par 4171 voix contre 2751. Tout le Haut-Valais la rejeta à l'unanimité.

A la séance du Grand Conseil, le député Cretton de Martigny protesta contre l'attitude du Haut-Valais et proposa purement et simplement d'éliminer la partie allemande du canton dans la représentation du Valais aux Chambres fédérales. Barman s'y opposa énergiquement.

### **L'œuvre radicale et le développement du Valais**

En février 1848, la dette du pays se montait à un million de francs. Aux dires des radicaux, il y avait exactement 45 francs en caisse.

Dès lors, le gouvernement valaisan prit la décision de réorganiser à fond le pays.

Des troubles se manifestant en France et en Italie, pays limitrophes, la première transformation apportée fut l'organisation du service militaire. Un projet fut mis sur pied comprenant la formation d'un état-major, d'un corps de génie, de 2 batteries d'artillerie, de 6 compagnies de carabini-  
niers et de 6 bataillons d'infanterie.

*a) Les nominations militaires et préfectorales :*

En février, le colonel Casimir Dufour fut nommé commandant en chef des troupes valaisannes.

Dans les différents dizains, les préfets suivants furent appelés à la tête des préfectures :

A Monthey, Torrent, président du Grand Conseil ;

A St-Maurice, le commandant Amacker ;

A Martigny, Antoine Cretton ;

A Entremont, le major Crettez ;

A Conthey, Paul Udry ;

A Sion, P. de Riedmatten ;

A Hérémenche, Zermatten, avocat ;

A Sierre, Elie de Courten ;

A Loèche, Julier ;

A Rarogne, Edouard Roten ;

A Brigue, Hildebrand Steffen ;

A Viège, Adolphe Burgener ;

A Mœrel, Tenisch ;

A Conches, Clément Burcher.

A cette période, la République fut proclamée en France et l'incendie révolutionnaire était à la veille de mettre à feu et à sang l'Europe entière.

Le moment n'était pas aux indécisions et aux émeutes intestines.

Malgré le danger, le Bas-Valais resta calme tandis que le Haut discutait fermement les prescriptions gouvernementales et l'on y incitait le peuple à la révolte contre les ordres de Barman.

Sur le plan cantonal, une nouvelle organisation de l'instruction publique fut également élaborée. Elle comprenait la création d'un collège, d'un pensionnat et d'une école permanente à Sion. Il s'agissait aussi et surtout de réformer la méthode d'enseignement des Jésuites qui imposaient le latin.

Ceci peut être considéré comme un symbole de la paix renaissante en Suisse et spécialement en Valais : au milieu des événements qui agitaient le monde, au milieu des bruits de guerre et d'une agitation convulsive qui faisait frémir les peuples, en présence de cette formidable explosion de colère populaire qui renversait des trônes, dispersait des débris de couronnes royales et mettait en fuite des monarques la veille tout-puissants, au milieu de ce cataclysme social et de cette refonte politique de l'humanité, M. de Bons, poète délicat et futur conseiller d'Etat, ouvrait un cours de littérature au Collège de Sion.

Dans le domaine de l'Instruction publique, le Docteur Claivaz proposa de créer un lycée cantonal à Sion et deux gymnases, l'un à St-Maurice et l'autre à Sion. De son côté, la Ville de Sion prévoyait l'ouverture d'un gymnase à ses frais.

Le Rhône ayant inondé toute la plaine, M. Maurice Barman, chef du gouvernement et du département des Travaux publics étudia à fond le problème de l'endiguement du fleuve.

Enfin, le Docteur Claivaz mit à l'étude le moyen d'orienter les étudiants vers l'industrie et le commerce, car jusque là trois carrières seulement leur étaient ouvertes : la prêtrise, le barreau et le métier des armes.

#### *b) La suppression d'un tribunal :*

Lorsqu'en 1814, le Roi Louis XVIII rentra à Paris, son frère, le comte d'Artois, annonça son arrivée par ce mot heureux et demeuré célèbre : « Il n'y a rien de changé en France, il n'y a qu'un Français de plus. » C'est ainsi que, reprenant cette phrase, l'organe radical « Le Journal du Valais » écrivait à cette époque : « Il n'y a rien de changé en Valais, il n'y a qu'un tribunal de moins. »

Cette administration judiciaire était le tribunal central que le gouvernement radical venait de supprimer parce qu'il le jugeait trop enclin à faire de la politique et parce qu'il incitait les citoyens à échafauder des procès.

*c) Divers projets :*

Le Grand Conseil discuta à ce moment d'un projet de loi déposé par le gouvernement concernant les auberges et la danse. Ainsi ce gouvernement, accusé par ses adversaires de manifester des sentiments irrégieux, a pu élaborer une loi inspirée justement par des sentiments purement chrétiens, car le respect de la religion est manifeste dans tout ce texte. Pour témoigner son respect de la Religion, le Conseil d'Etat assista «in corpore» à la cérémonie de la Fête-Dieu.

La question de la production du vin figura également dans le programme gouvernemental. Pendant les mobilisations du Sonderbund et au cours de l'occupation du Valais par les troupes fédérales, on fit couler beaucoup de vin. Toute la production cantonale fut consommée. Ce fait ne devait plus se reproduire. Comme la récolte de l'année suivante s'annonçait abondante, il fallait que les vigneronns puissent encaver leur vendange. Le gouvernement estima qu'il y avait lieu de construire une grande cave et de charger des agents intelligents de se rendre dans toute la Suisse pour préparer la vente du vin valaisan, le meilleur et le moins cher de toute la Confédération.

Si ce problème de l'encavage était compliqué pour le vigneron, il l'était plus encore pour l'Etat, propriétaire des vignes du clergé, qui se trouvait dans l'obligation d'encaver une importante récolte.

## La période des vendanges et des élections fédérales

En cette année 1848 où le Valais commençait à retrouver cette unanimité qui permet à un canton de se développer, la récolte des vendanges fut d'une quantité moyenne, mais

d'une qualité excellente. Le prix de la brante variait entre 4 et 6 francs. L'Etat lança alors les premières ramifications d'un commerce de vente avec la Suisse allemande.

Les élections fédérales virent les résultats suivants :

Arrondissement du Haut-Valais : M. Cléménz ; Centre : M. Antoine de Riedmatten ; Martigny : M. Maurice Barman ; région de Monthey : M. l'avocat Pottier.

A la même période, MM. Henri Ducrey et Charles de Bons furent nommés conseillers aux Etats.

### Entente partielle entre l'Etat et le Clergé

Conformément à la décision du Grand Conseil, le gouvernement entra à nouveau en relations avec le clergé pour trouver un terrain d'entente.

L'Evêque se fit représenter par M. de Riedmatten, président de la Ville ; le Chapitre délégua M. Rion, avocat, et le Conseil d'Etat MM. les Conseillers d'Etat Torrent et Rey.

A la réunion qui groupa ces différents délégués, les représentants de l'Etat déclarèrent que la proposition du clergé de payer un million était irrecevable, car la dette publique s'élevait à 1,800,000 francs. Pour continuer la discussion, ils demandèrent au clergé de prendre comme point de départ la somme de 1,200,000 francs. De cette façon, la dette ne serait plus que de 600,000 francs et comme l'Etat avait l'intention de demander aux communes une somme de 300,000 francs pour les avantages qu'elles avaient retirés lors de l'occupation par les troupes fédérales, la dette publique serait réduite ainsi à 300,000 francs.

Mais la grande difficulté se trouvait en principe dans la suppression des décrets votés les 11 et 29 janvier prévoyant la remise des biens du clergé au domaine de l'Etat.

Le 19 décembre, une convention fut signée entre l'évêque, le clergé et l'Etat.

Les traitements des ecclésiastiques furent élaborés de la façon suivante :

L'évêque recevait 7,000 francs, soit 1,000 francs de plus que ne le prévoyait le premier projet ; le Chapitre et le curé de la ville se voyaient allouer une somme annuelle de 10,000 frs et les vicaires de 2,000. En outre, une somme était prévue pour l'entretien des églises de Sion.

En tout, l'Etat s'engageait à verser au clergé une somme de 23,500 fr. Pour former une rente de 23,500 fr., 387 fr. de créances et 24,000 fr. d'immeubles étaient choisis de gré à gré sur ceux réunis au domaine de l'Etat.

L'Evêque conservait son palais épiscopal et le Chapitre ses bâtiments qui entouraient la cathédrale. De son côté, l'Abbaye de St-Maurice signa une convention et s'engagea à remettre au gouvernement la somme de 175,000 francs. Seul le Grand St-Bernard refusa d'accepter ces conditions. Le prévôt de l'hospice avait déjà quitté le Valais et s'était installé à Aoste. Il s'adressa au Conseil fédéral pour demander un appui contre les revendications gouvernementales qui ruinaient une maison dont le dévouement et les mérites avaient toujours été reconnus.

Mécontent, le gouvernement décide de prendre possession de tous les biens appartenant au Grand St-Bernard situés en Valais et dans le canton de Vaud.

Mais une nouvelle agitation se faisait sentir : les communes refusaient de déboursier la somme de 300,000 francs. Le district d'Entremont envoya une pétition au Grand Conseil pour protester contre cette décision.

L'argent manquait partout.

La Diète avait en effet, dans sa séance du 2 décembre, chargé les cantons du Sonderbund d'une contribution de guerre qui se chiffrait à 6,179,626 francs.

Il s'agissait donc en premier lieu de trouver de l'argent. Et le moyen utilisé ne fut naturellement pas un emprunt forcé, mais la confiscation des biens des anciens hommes d'Etat du Sonderbund et la sécularisation des biens du clergé.

Des radicaux tels que MM. Rion, Pignat, Claivaz, de Torrenté et Barman eurent la partie facile malgré les protestations des conservateurs Allet, de Sépibus et Taffiner.

Ils soutenaient que le clergé étant riche, il devait donner l'excédent de ses richesses aux pauvres. Or, de là à prouver que l'Etat était pauvre et qu'il devait profiter de ce superflu, il n'y eut qu'un pas aisé à franchir.

Après un débat passionnant, la sécularisation des biens du clergé fut votée et acceptée par 48 voix contre 36.

### Affaires administratives

Pendant les années 1848 et 1849, le gouvernement présidé et inspiré par Maurice Barman avait abattu un gros travail, jeté les bases d'un programme économique intéressant, pris des initiatives heureuses.

Le peuple le reconnut aux élections de 1850.

Certes, les conservateurs continuaient à protester contre les lois qui spoliaient le clergé, mais ils n'attaquèrent pas le gouvernement au sujet du programme économique.

Les élections furent favorables au parti radical qui conserva sa majorité dans l'assemblée législative. Celle-ci se réunit en mai pour constituer son nouveau gouvernement et discuter de la loi des finances préparée par M. le conseiller d'Etat Rey.

Tout laissait supposer que M. Barman resterait au poste de commandement. A l'étonnement général, le chef incontesté du pays, fatigué par une tâche très lourde, refusa une réélection. Le Dr Grillet qui était son brillant adjudant fit de même. Pour les remplacer, le parti radical désigna MM. Cretton et Rion qui furent élus sans opposition.

Mais alors que MM. Rey, Claivaz, de Torrenté, Pignat et Zen-Ruffinen étaient confirmés dans leurs fonctions, un incident survint pour l'élection de M. Wellig, démissionnaire. Les conservateurs ne présentaient pas de candidat. Les ra-

dicaux arrêterent leur choix sur M. Alexis Allet dont l'intelligence et le jugement avaient attiré leur attention.

Malgré les nombreuses instances de M. Barman, Alexis Allet refusa catégoriquement. Tour à tour élus, MM. Th. de Stockalper, Jos. Lorétan, Clemenz refusèrent également. C'est un parti pris, s'écria M. Pignat. Puisque le Haut-Valais refuse de prendre sa part aux responsabilités, il ne reste plus qu'à partager le canton en deux. Très émus, MM. Allet et Zen-Ruffinen répliquèrent vertement. Finalement M. Léopold de Sépibus, de Moerel, accepta la charge par esprit de paix.

Puis M. Claivaz fut élu président du Conseil d'Etat, M. Zen-Ruffinen vice-président, tandis que MM. Charles de Rivaz, ancien conseiller d'Etat et Rion, conseiller d'Etat, furent élus à la quasi unanimité conseillers aux Etats.

La répartition des départements fut assez laborieuse. Il y avait 7 conseillers d'Etat pour 5 départements. Finalement on arrêta la répartition suivante :

Instruction publique : MM. Dr Claivaz et Rion ;

Justice et Police : M. Rey ;

Ponts et chaussées : M. Zen-Ruffinen ;

Finances : MM. Cretton et Pignat ;

Intérieur : MM. Alex. de Torrenté et Léopold de Sépibus.

La première tâche du gouvernement fut d'assainir les finances. Le projet de loi déposé par le conseiller d'Etat Rey donna lieu à de longs débats. Fallait-il introduire l'impôt progressif ? MM. Rey, Pignat, Cretton et Allet prirent une part active à la discussion, et la loi sortie des débats du Grand Conseil fut ratifiée par 11,000 voix contre 8,000. Elle devint immédiatement exécutoire.

Dans le domaine des travaux publics, le gouvernement étudia le projet de construction d'une route carrossable à travers le Sanetsch pour relier le Valais au canton de Berne. Conseillers d'Etat et ingénieurs valaisans se rencontrèrent au Sanetsch, mais ce projet échoua.



Une des œuvre importantes de Maurice Barman, est la remise en état du canal Stockalper de la Tour, grand Baillif du Valais.

Cet homme riche et puissant avait le monopole en Valais de la vente du sel. Par mesure d'économie, il s'avisa de remplacer le roulage par la voie fluviale en construisant un canal depuis le Léman jusqu'à Collombey. Après de nombreuses démarches, il obtint de la Diète, du Grand Baillif et de l'évêque l'autorisation d'aménager ce canal, et se mit à l'œuvre.

En 1659 le canal était construit, mais il ne put remplir longtemps le but que son constructeur s'était proposé, car Stockalper fut victime des intrigues politiques et dut s'exiler.

Dès lors le canal fut délaissé.

En 1853, lorsque l'Etat du Valais accorda à M. de Lavallette, de Paris, la concession d'un chemin de fer du Bouveret à Sion. Maurice Barman se rendit immédiatement compte du développement que la voie ferrée apportait à la région. L'assainissement de la plaine du Rhône devait se réaliser parallèlement à la construction du chemin de fer qu'il traversait. L'endiguement du Rhône et l'amélioration du canal Stockalper s'imposaient.

Avec le concours de son ami Hippolyte Pignat, président de Vouvry, homme actif et intelligent, Barman se mit à l'œuvre et en 1877 son programme était réalisé.

Le Valais était un des seuls pays d'Europe où les impôts directs n'étaient pas connus. Les droits régaliens sur les tabacs et les sels, ceux des douanes et des postes suffisaient. Malheureusement, la Constitution fédérale de 1848 fit tarir cette source de revenus et le gouvernement dut créer de nouveaux impôts pour faire face aux besoins toujours croissants des services publics.

La question du partage des biens bourgeoisiaux entre communes et bourgeoisies provoqua un assez long débat qui se termina par une proposition de M. Allet, tendant à re-

connaître aux bourgeoisies la propriété exclusive des biens n'ayant pas une destination publique.

Avant de se séparer, les députés accédèrent à une requête de Son Excellence Mgr de Preux concernant l'empiétement du pouvoir civil dans l'administration des fonds destinés au culte. La majorité radicale était déjà moins ostensiblement opposée au clergé.

Néanmoins, le peuple valaisan était mécontent de la Constitution de 1848. L'histoire prouve que lorsque le législateur a élaboré une nouvelle constitution il croit avoir fait une œuvre durable et assuré pour un temps assez long le bonheur du peuple. Et pourtant, celle de 1848 contenait des principes excellents, et d'autres qui froissaient la conscience populaire. Le parti conservateur profita du mécontentement qui régnait pour demander la révision de la charte de 1848. Les radicaux se récrièrent en affirmant que grâce à l'œuvre du législateur, le pays avait connu deux ans de paix ; malgré les passions qui fermentaient encore, les partis avaient mis fin aux querelles, bien que les éléments cléricaux n'aient pas admis les décrets d'incamération.

« Si certains conservateurs veulent, par la révision, renverser le régime, affirma l'organe radical, ils se trompent. Le parti radical résistera farouchement. »

Devant ce mouvement populaire, le gouvernement ne pouvait rester impassible. Il fit afficher dans toutes les communes une proclamation pour appeler les citoyens au calme et pour les convaincre que toute révision était une erreur ; la proclamation se terminait par ces mots : « Puisse le Tout-puissant vous éclairer ».

Puis, pour détourner l'attention du peuple, il fit annoncer que le referendum en matière financière serait soumis prochainement au peuple. Tout fut inutile. L'initiative pour la révision de la constitution aboutit. Elle demandait la révocation de la loi des finances, la réduction du nombre des députés du 50 %, la réduction du nombre des fonctionnaires, une nouvelle organisation militaire, l'abolition de la section cantonale de chant, etc.

A ce texte, le gouvernement opposa un contre-projet. Devant le peuple, ce contre-projet ne recueillit que 784 voix, tandis que la proposition de faire reviser la charte par une constituante était acceptée par 9578 voix.

Cette votation prouvait éloquemment que les radicaux avaient perdu du terrain et que la faveur populaire est une feuille sèche que le moindre vent emporte.

Pendant que le peuple était préoccupé par cette question de revision, le gouvernement, présidé depuis 1851 par Alexandre de Torrenté, se penchait avec sollicitude et dévouement sur toutes les questions susceptibles de développer le canton. Il créa une école pour apprendre aux jeunes filles à tresser la paille, modifia la loi électorale, prit l'initiative d'ouvrir une souscription pour payer les dettes du Sonderbund, initiative qui aurait permis plus facilement de liquider le conflit avec le clergé.

Les élections de 1851 furent assez disputées. Pour le Conseil national, M. Clemenz fut élu dans le Haut-Valais. Dans le Centre M. Antoine de Riedmatten, conservateur, battit M. Rion, mais dans le Bas-Valais MM. Barman et Pottier, radicaux, remportèrent une grande victoire contre MM. Luder et de Werra, candidats conservateurs. A Evolène des bagarres éclatèrent aux élections communales.

Quant à l'élection du Grand Conseil qui se déroula dans le calme, elle eut comme résultat une forte avance du parti conservateur, dont l'effectif fut presque égal à celui du parti radical.

### La Constituante de 1855

Elle se réunit le 9 décembre sous la présidence de M. Romailleur, doyen d'âge. Elle assiste à 10 heures à un Office divin et défile dans les rues, précédée d'un détachement de gendarmes. Un nombreux public est réuni devant l'Hôtel de Ville pour voir passer les représentants du peuple qui vont forger la nouvelle charte.

MM. Allet Alexis et Louis Ribordy sont désignés comme secrétaires. Un débat s'engage au sujet du terme Constituant. Plusieurs députés estiment que le terme exact est Grand Conseil constituant. Ce n'est pas l'avis de tous et la question est renvoyée jusqu'à la nomination du bureau. Le lendemain M. Ch.-Louis de Bons est élu président du bureau avec MM. Clemenz et Zermatten comme 1er et 2me vice-présidents.

Les conseillers d'Etat en charge siègent comme membres de la Constituante et une commission est désignée pour élaborer le projet de Constitution. Elle est composée de MM. Maurice Barman, Clemenz, Zermatten, Amacker, Stockalper, Torrent, de Courten, Udry, Léon Roten, Filliez et Rion, soit de six libéraux et de cinq conservateurs.

MM. Léon Roten et Rion sont nommés rapporteurs.

Le lendemain déjà, le projet était prêt. Prenant pour base la Constitution de 1848, la commission énuméra les modifications qu'elle avait jugées utiles. La plupart des articles sont adoptés sans discussion, mais l'article 36 donne lieu à un débat. Il s'agit des préfets. La minorité de la commission proposait que les conseils de district auraient le droit de désigner les candidats aux fonctions de préfet. M. Barlatay appuie cette manière de voir qui est une garantie pour la souveraineté populaire. «Les préfets sont actuellement des agents du gouvernement, des cerbères, qui sont là pour dire au peuple : Si tu bouges gare à toi.»

M. Torrent, préfet de Monthey, s'indigne : depuis 1848 les préfets ont fait preuve de douceur et de modération, ils ont contribué à la paix dans le pays. Il reproche aux conservateurs de faire du battage électoral sur cette question. M. Allet vient au secours de M. Barlatay. M. Pottier abonde dans les idées de M. Torrent et par 42 voix contre 40, M. Torrent gagne la bataille. Les conseils de district n'auront aucune voix au chapitre pour la désignation des préfets. Puis l'on discute de la question des tribunaux, des compétences des conseils de district et l'on arrive à l'article 69 qui donne lieu à une très vive discussion.

La majorité de la commission proposait d'accorder aux ecclésiastiques les droits politiques mais de rendre incompatibles les fonctions civiles et les fonctions ecclésiastiques. Par conséquent elle proposait de rayer les mots «exercice des droits politiques».

MM. Allet, Roten, Zermatten, de Courten défendirent les droits du clergé. Mais M. Maurice Filliez prononça un discours éloquent et bien construit.

Cette question le fait beaucoup réfléchir. Respectueux de la religion, M. Filliez estime que le prêtre doit rester à son poste : son devoir est à l'église, il ne devait en sortir que pour porter la paix parmi ses ouailles. Ses fonctions sont toutes divines et ses attributions sont au-dessus de la société civile. S'il s'immisce dans les affaires temporelles, il perd son prestige. D'autre part, le prêtre valaisan ne veut pas reconnaître la loi de l'Etat comme règle. Il n'est donc pas naturel de le faire participer à un acte dont il ne veut pas supporter les conséquences. Les ecclésiastiques vraiment pénétrés de la sainteté de leur ministère ne cherchent point à se mêler aux affaires politiques. Quant aux mauvais prêtres, M. Filliez n'est pas soucieux de leur accorder ce droit.

Ce discours ébranla les esprits. Mais M. Maurice Barman rappelle que l'Etat et le clergé ont des difficultés à aplanir pour arriver au concordat. Il sait que l'attitude du clergé à l'égard de l'Etat n'est pas une attitude de sympathie. Néanmoins, pour prouver les bonnes intentions du législateur et par esprit de paix, il combat la proposition Filliez et demande que l'on accorde aux prêtres le droit de voter et que l'on rende les fonctions civiles et ecclésiastiques incompatibles. L'assemblée se range à l'opinion de M. Barman, mais en second débat M. Filliez obtient la majorité.

En ce qui concerne le droit du gouvernement de lever la troupe sans convoquer le Grand Conseil, la commission estimait que le chiffre de 200 hommes était suffisant. M. Barman proposa de porter ce chiffre à 600, ce qui fut accepté.

M. Torrent déposa une motion tendant à admettre le scrutin secret par boules blanches et noires pour les votations des

députés dans les questions difficiles où il arrive souvent que le vote n'est pas assez indépendant s'il doit être émis publiquement.

M. Léon Roten estime que cette motion est une injure. Le député doit voter d'après sa conscience. Il ne peut être assez lâche pour voter contre sa conviction.

Tour à tour MM. Luder, de Sépibus, de Courten appuyent M. Roten.

M. Torrent réplique avec amertume et maintient sa proposition.

MM. Rion et Barman viennent à son secours.

M. Allet intervient énergiquement en affirmant que dans tous les pays, on donne de la publicité au vote du député afin que l'électeur sache comment son mandataire a voté.

Le rapporteur Grillet expose l'idée de la commission qui estime que dans les votations ordinaires, on se servirait du mode actuel, mais que dans des cas spéciaux 20 membres pourront demander l'appel nominal.

La motion Torrent fut rejetée par 45 voix contre 39.

Avant de passer au vote sur l'ensemble du projet de Constitution, l'assemblée, après une discussion entre MM. Antoine de Riedmatten, Pignat et Zen-Ruffinen, décide que cette assemblée siégerait comme Grand Conseil constituant et qu'en conséquence, les députés seraient élus pour une législature, contrairement à certains députés qui estimaient que l'assemblée était une constituante et que de nouvelles élections devaient avoir lieu, une fois la Constitution adoptée.

Le projet de Constitution fut discuté en seconds débats. MM. Maurice Barman, Alexis Allet se rapprochent et trouvent les formules de paix et de conciliation.

Aussi, c'est à la quasi unanimité que la Constitution fut acceptée par la Haute assemblée puis soumise au peuple souverain qui l'adopta par 8991 voix contre 832.

Ce succès du parti conservateur eut ses répercussions.

Le 17 janvier, le Grand Conseil se réunissait sous la présidence de Ch.-Louis de Bons. Son premier acte fut de constituer le gouvernement.

Les partis politique étant presque d'égale force, un déplacement de quelques voix pouvait changer la majorité du pouvoir exécutif. Comme la nouvelle Constitution ne prévoyait que 5 conseillers d'Etat au lieu de 9 comme précédemment, cette réduction rendait la situation encore plus compliquée.

Assez perspicace pour voir le danger, la direction du parti radical supplia M. Maurice Barman de rentrer au gouvernement. Seul il avait l'autorité suffisante pour résister aux attaques de l'opposition. Après des hésitations, il accepta.

Les élections du Conseil d'Etat furent mouvementées.

Les candidats radicaux du Bas-Valais furent élus sans opposition. Par contre, M. Rion, candidat radical du Centre, ne put franchir le cap qu'après quatre tours de scrutin. Alors qu'il obtenait 44 voix dans la dernière manche, son adversaire, le candidat conservateur Ant. de Riedmatten en recueillait 40.

Il en fut de même pour les représentants du Haut-Valais. Le candidat du parti conservateur, M. Clemenz, était trop clérical aux yeux des radicaux qui lui opposèrent M. Zen-Ruffinen. Il fallut cinq tours de scrutin pour obtenir un résultat. Par 43 voix contre 40, Zen-Ruffinen fut élu. Quant au second siège attribué au Haut-Valais, les conservateurs désiraient élire M. Alexis Allet, l'homme le plus marquant de sa députation. Mais les radicaux lui barrèrent la route en lui opposant M. Léopold de Sépibus, moins bouillant politicien. Le vent avait tourné.

A l'unanimité des députés, M. Barman fut désigné président du Conseil d'Etat et Gaspard Zen-Ruffinen vice-président. Au célèbre Dr Crompt, le plus éminent juriste du canton, fut confié l'honneur de présider le Tribunal d'appel.

Avant de clore la session, le Grand Conseil siégea encore deux jours à huis-clos pour discuter de la demande de concession pour la construction d'un chemin de fer, reliant la Savoie au Valais.

Le gouvernement élu pour la période de 1853 à 1857 se mit résolument au travail. Son programme économique reçut



l'appui du parti conservateur ; celui-ci, par contre, maintint son opposition dans toutes les questions relatives aux relations entre l'Etat et le clergé.

Cet état d'esprit a son écho dans le peuple. Les élections communales sont assez mouvementées. A Sion, pour enlever aux radicaux la majorité qu'ils détiennent à la municipalité, les conservateurs élaborent une liste sur laquelle figurent plus d'habitants que de bourgeois et la font triompher contre celles des radicaux ne portant que des candidats bourgeois.

M. Ferdinand de Torrenté est élu président de la commune. Mais le bureau électoral ayant refusé le droit de vote aux ecclésiastiques, M. Antoine Roten dépose au Grand Conseil du mois de mai une interpellation à ce sujet.

La commission chargée de présenter un rapport se divise en une majorité de trois membres contre deux. Au nom du gouvernement M. Maurice Barman refusa catégoriquement d'inscrire les prêtres sur les registres électoraux aussi longtemps que l'accusation d'avoir violé la constitution n'aurait pas été retirée. Son collègue Zen-Ruffinen, conservateur indépendant, fut du même avis. Les députés Ducrey Henri et Maurice Filliez partagèrent cette opinion en affirmant solennellement que les prêtres devaient rester en dehors de la politique. Cependant Antoine Roten et Alexis Allet, avec ardeur, défendent les droits du clergé qui n'est pas un paria.

La discussion dura 5 heures. Pour y mettre un point final, Maurice Barman proposa que le clergé n'ait pas le droit de vote tant que les rapports entre l'Eglise et l'Etat ne seraient pas réglés par un concordat. Au vote, cette proposition fut acceptée par 42 voix contre 41.

La proposition Barman était motivée par le fait que le Conseil fédéral n'avait pas sanctionné la Constitution valaisanne de 1852, précisément parce que les rapports entre l'Etat et l'Eglise n'avaient pas été réglés.

Quittant le domaine électoral, le Grand Conseil aborda les questions militaires. Par mesures d'économie, le groupe conservateur proposait de supprimer le poste d'inspecteur des milices. Stupéfaction au banc du gouvernement. Le chef du



département M. de Bons, secondé par des officiers distingués comme Louis Barman et Filliez, plaida en faveur du maintien de ce poste. A l'étonnement général, le vœu émis par l'opposition fut accepté.

De l'inspectorat des milices, on passe à la vente de quatre pièces d'artillerie devenues inutilisables à raison de leur volume. M. de Bons estima qu'avec le produit de cette vente, le gouvernement pourrait acheter des armes nouvelles conformément aux prescriptions fédérales. Ce sont des souvenirs historiques, affirmèrent les conservateurs. C'était un cadeau fait en son temps par l'Autriche. L'aile droite du parti radical était imprégnée de conservatisme. A quelques voix de majorité, on décida de conserver ces canons.

C'est dans cette atmosphère que se déroule l'élection du président du Grand Conseil et des conseillers aux Etats. Par trois voix de majorité, le candidat radical Alexandre de Torrenté bat son concurrent conservateur Clemenz. Puis, une lutte épique s'engage entre Elie de Courten, Alphonse Morand et M. Zermatten pour savoir lequel des trois représenterait le canton au Sénat helvétique. Pendant quatre tours de scrutin, de Courten et Morand se tiennent de près. Au cinquième tour, de Courten obtient 42 voix et Morand 40. Il est élu. Mais Morand ne se déclare pas battu. Il se représente contre Zermatten pour le second siège et au sixième round, il gagne la bataille.

Le calme renaît et la Haute assemblée entreprend de mettre sur pied un nouveau code civil. Inéluctablement, des heurts devaient se produire lorsque l'article 592 vint en discussion. Cet article disait : les corporations religieuses ne peuvent acquérir par testament. Les interprètes des couvents au sein du Grand Conseil attaquèrent vivement cette disposition qui fut néanmoins maintenue.

Puis, d'un commun accord, les députés conservateurs et radicaux élaborèrent une nouvelle loi électorale pour assurer le secret du vote, un règlement enseignant au clergé la manière de tenir en ordre les registres d'état civil ; ils prirent des mesures pour que les hôpitaux soient mieux entretenus,

étudièrent de nombreux projets pour la construction de nouvelles routes, etc.

Le vent était à la concorde, à l'harmonie.

Epoque propice pour la Société fédérale de chant de tenir ses assises à Sion. Aussitôt, un comité d'organisation composé de MM. de Rivaz, préfet de Sion, Zen-Ruffinen, conseiller d'Etat, Calpini et de Nucé, se constitue pour recevoir comme il se doit, en juillet 1854, les chanteurs suisses. Un magnifique programme est élaboré. Les grands maîtres Wagner et Mehl-fessel sont annoncés. La ville se pare de ses plus beaux atours, des arcs de triomphe ornés de verdure s'élèvent. Toute la ville est dans l'allégresse. Dès qu'elles apprennent l'arrivée de Wagner, les autorités se portent à sa rencontre jusqu'à Vétroz. Les cuivres des fanfares éclatent, les canons tonnent et la fête commence. Au théâtre, Mehl-fessel dirige devant un auditoire nombreux et distingué, un magnifique concert. Wagner doit lui succéder le lendemain. Un grand concert est prévu à la Cathédrale. Malheureusement un incident surgit : Wagner furieux que l'on n'ait pas porté sa composition au programme, quitte Sion sans tambours ni trompettes. La fête se déroula néanmoins splendidement.

Les flots d'harmonie versés sur la capitale n'étaient pas dissipés que le peuple valaisan retrouva son tempérament batailleur pour les élections au Conseil national.

Le Haut-Valais se groupe compact autour de son chef Alexis Allet qui est élu sans opposition.

Dans le Centre, une lutte violente se déroule entre Maurice Barman et Antoine de Riedmatten. Ce dernier est vainqueur. La situation se complique dans le Bas-Valais. Maurice Barman, porté également dans le Bas-Valais, passe haut la main, mais les trois autres candidats radicaux, Pottier, Claivaz et de Bons s'entre-déchirent. Les conservateurs appuient les candidatures Claivaz et de Bons, mais le bloc radical fait face et Pottier est élu. Toute la lutte dans le Centre et le Bas-Valais eut comme objectif : centralisation ou fédéralisme.

Ces luttes politiques n'empêchaient pas le chef du gouvernement de veiller au progrès du pays. Accompagné de

l'ingénieur de Quartéry il se rend au Grand St-Bernard pour discuter avec le représentant sarde Gaulini de la construction d'une route carrossable reliant l'Italie au Valais. Quelque temps auparavant, des inondations avaient causé de graves dégâts dans le pays et principalement à Bagnes. Maurice Barman prend des mesures pour venir au secours de la population sinistrée et pour prévenir le retour d'une catastrophe. Puis il se rend à Evolène étudier comment on pourrait relier ce village à la plaine.

Rien ne le laisse indifférent. Connaissant la nécessité d'instruire les sage-femmes, il ouvre un cours à Sion. Les soucis du canton ne l'empêchent pas de prendre une part active aux discussions des Chambres fédérales et avec son collègue Allet, il intervint énergiquement pour défendre les intérêts valaisans.

Maurice Barman est maître de la situation. Son équipe gouvernementale le soutient dans tout ce qu'il réalise dans l'intérêt du canton. Il y a cependant quelque chose qui ne marche pas dans l'administration cantonale. Des conflits éclatent souvent au sujet de l'interprétation des lois fiscales ou autres. Pour y mettre ordre, Barman propose au Grand Conseil de créer un poste spécial pour instruire la procédure. C'est le contentieux de l'administration.

Sa proposition est acceptée en principe, mais lorsqu'il estime que l'on doit adjoindre un greffier au fonctionnaire chargé du contentieux, le Grand Conseil, par esprit d'économie, refuse ces nouveaux postes.

Qui placer à la tête de cet important service ? Maurice Barman propose M. Charles de Rivaz, les conservateurs du Haut-Valais lancent la candidature du conseiller d'Etat Zen-Ruffinen qui accepte.

Au Grand Conseil les deux candidats sont présentés, mais Zen-Ruffinen est élu par 40 voix contre 39.

Avant de procéder à l'élection du remplaçant de Zen-Ruffinen, M. Barman doit s'occuper de choses plus pressantes. Un tremblement de terre cause à Viège et à St-Nicolas de gros dégâts. Dans un moment de desarroi, les autorités de

Viège, à la suite de dissensions dans le sein de la commune, quittent la localité. Barman leur donne l'ordre de réintégrer leurs pénates. Puis le Conseiller national Pottier meurt. Sa succession provoque une grosse lutte. Ne pouvant s'entendre, les radicaux présentent trois candidats MM. Maurice Filliez, H. Pignat et Dr Claivaz. Au premier tour, Filliez obtint 930 voix, Pignat 860 et Claivaz 714. Au second tour Claivaz ne se présente pas et le combat se livre entre Pignat et Filliez. Par 3,000 voix contre 2,300 Filliez est élu.

L'année 1855 se termine par un événement important. Quel sera le successeur du conseiller d'Etat Zen-Ruffinen. Dans le Haut-Valais, il n'y a qu'une voix pour proposer l'avocat Alexis Allet, que les radicaux ont évincé en 1853. Hélas, Allet n'est plus disposé à quitter Loèche où son bureau d'avocat est très couru. C'est la meilleure étude du canton. A côté des affaires judiciaires, il est déjà intéressé à différentes entreprises financières. Mais Maurice Barman, qui deux ans auparavant avait combattu sa candidature, intervint. Il persuade Alexis Allet qu'il doit accepter dans l'intérêt du canton. Le gouvernement a besoin de ses lumières de juriste au moment où la voie ferrée va être construite. Allet fléchit et accepte pour deux ans.

Le Grand Conseil l'élit à la quasi unanimité des voix.

Il prit la direction du département des finances et dès la session suivante il prononçait un discours important pour proposer aux députés de créer une banque cantonale. Dès que le chemin de fer sera construit, dit-il, le pays entrera dans une ère de développement. Nous devons fournir à l'industrie, au commerce, à l'agriculture les moyens pécuniaires qui leur sont nécessaires. Dans tous les cantons suisses, des banques analogues ont été créées et ont contribué à la prospérité du pays. Marchons hardiment dans cette voie. Laissons rentrer les capitaux étrangers qu'une loi fiscale trop dure a chassés du pays.

En attendant que son vœu se réalise, Allet éplucha les comptes de l'Etat depuis 1848 et constata du désordre dans

la comptabilité ; il exigea un rapport précis sur la situation financière exacte de la fortune de l'Etat.

Malgré la vente des biens du clergé, l'Etat était écrasé par une dette d'un million et demi. Immédiatement, Allet demanda au Conseil d'Etat de nommer un fonctionnaire pour organiser une comptabilité sérieuse. Ses collègues reconnurent les erreurs et les négligences commises et admirèrent son projet.

L'examen consciencieux de la situation auquel il se livra, convainquit Allet que la loi des finances de 1850 ne correspondait pas aux besoins du moment ; il annonça au Grand Conseil son intention de réformer le régime fiscal en prenant comme principe la répartition graduée selon la fortune des individus.

L'attitude énergique d'Allet eut comme conséquence d'apaiser momentanément les passions politiques. Avoir renoncé au barreau dont il était la gloire, à ses amis, à sa ville de Loèche, pour faire généreusement sur l'autel de la patrie le sacrifice d'une situation magnifique, donnait à Allet un prestige incontesté.

Sur ces entrefaites, la Suisse fut menacée d'une guerre avec la Prusse à la suite des émeutes de Neuchâtel. Par la voix de M. de Bons, chef du département militaire, un appel fut lancé aux milices valaisannes. 10,000 hommes répondirent à l'ordre de marche. A Sion, des défilés militaires se succèdent aux sons des fanfares, la municipalité offrit à boire à tous les soldats. Ce ne fut heureusement qu'une alarme.

Mais à peine les citoyens avaient-ils déposé les armes qu'une autre campagne s'ouvrait. C'était l'élection du Grand Conseil le 2 mars 1857. Tout se passa très dignement. La presse radicale fit des appels à la concorde ; la presse conservatrice décocha quelques flèches contre l'anticléricisme du régime, mais n'attaqua pas la politique économique de Barman. Personne n'aurait pu dire de quel côté pencherait la balance. Ce fut en faveur du parti conservateur, qui obtint une majorité de 10 voix au sein de la Haute assemblée.

Comme de bien entendu, la presse conservatrice jubila. Quant au «*Courrier*», organe radical, rédigé par M. Calpini, il eut une attitude très digne. «Plus de luttes de partis écrivit-il. Plaçons l'intérêt du pays au-dessus des intérêts des partis.»

«Fort bien lui rétorqua le rédacteur de la «*Gazette*», M. Aebischer, que les passions s'effacent, que se crée une conciliation fondée sur l'entente entre les citoyens dévoués à la prospérité du pays. Mais, désormais, la moralité et les capacités doivent être seules appelées à la direction des affaires.»

Le Grand Conseil se réunit en mai 1857.

L'élection du Conseil d'Etat donna lieu à une lutte. Les conservateurs présentèrent une liste composée de MM. Allet, de Riedmatten, de Sépibus, Luder et de Bons. Les radicaux remplacèrent la candidature de Luder par celle de Claivaz. Le vote donna les résultats suivants : Allet 79, de Sépibus 72, de Riedmatten 68, Luder 60 et de Bons 48.

Le même jour, le capitaine Amacker, qui avait défilé avec brio à la tête de sa compagnie dans la ville de Berne quelques temps auparavant, libéral très modéré, et Léon Roten, conservateur de Rarogne, furent élus conseillers aux Etats contre les candidats du parti radical.

L'ancien régime était renversé. Le parti radical en fut humilié. Le «*Courrier*» écrivit : «L'occasion était trouvée d'effacer les derniers restes de nos luttes d'autrefois, de constituer un groupement national éloigné des extrêmes et de gouverner avec l'opinion du pays. Au lieu de cela le parti conservateur s'est confié aux frêles avirons d'une majorité qu'un souffle peut dissiper comme un souffle l'a formée.

Les vainqueurs n'ont pas voulu cette entente. Ils porteront la responsabilité de leurs actes. Quant à nous, les vaincus, nous ne désertions pas le champ de bataille des idées. Nous affronterons le combat.»

Ce fut hélas le chant du cygne. Les chefs radicaux, mécontents de la conduite du «*Courrier*», laissèrent tomber les rédacteurs qui firent leurs adieux en des termes mélancoliques : «Nous avons toujours déclaré que la question des biens du clergé devait être liquidée. S'il y a une injustice

commise, un vol opéré, il faut restituer le bien mal acquis en sauvegardant les droits de la nation. Par contre si l'acte était légitime il faut le défendre jusqu'au bout. Notre but était la paix religieuse et la prospérité du pays. L'attitude du «Courrier» a été jugée insuffisante. Nous nous retirons.

Le «Courrier» ne parut plus et le parti radical resta sans journal.

## CHAPITRE III

---

### Le régime Allet

---

#### La composition du Conseil d'Etat

Au mois de mai 1857, M. Alexis Allet prit la direction du pouvoir.

Le rôle qu'il avait joué, soit comme secrétaire d'Etat sous le régime de 1847, soit comme député de Loèche, l'avait placé au premier plan de la politique valaisanne.

Issu d'une famille originaire de St-Malo, l'antique Aleth romaine, en Bretagne, établie depuis le XIII<sup>me</sup> siècle en Valais, M. Alexis Allet avait toutes les qualités d'un chef d'état.

Homme de belle taille et de belle prestance, M. Allet était un orateur de grand talent. Sa vaste culture et sa brillante intelligence s'imposaient dans les discours remarquables auxquels sa voix grave et son geste expressif donnaient tout l'éclat de l'éloquence parlementaire.

Qu'il parlât au Grand Conseil, au Conseil national, ou devant les foules, il savait s'adapter à son auditoire et le conquérir. Aux Chambres fédérales il laissa le souvenir d'un homme supérieur. Son influence, à Berne, était devenue si



grande, que si la droite avait eu un siège à revendiquer au sein du Conseil fédéral, il aurait obtenu tous les suffrages.

Pendant dix ans, il représenta le Valais au Tribunal fédéral, alors que les fonctions de juge fédéral n'étaient pas encore fixées. Au Grand Conseil valaisan, M. Allet régnait en chef incontesté. Dès qu'il avait pris la parole, la cause était entendue. Ses discours écrits, soit en français, soit en allemand, révèlent une étonnante puissance de travail, une connaissance approfondie de toutes les questions économiques, ainsi qu'un profond sentiment du devoir et un attachement sincère à la cause de la religion catholique.

Chef du gouvernement pendant 14 ans, ses collaborateurs, MM. les Conseillers d'Etat de Bons, de Sépibus, Luder, de Riedmatten et Ribordy le secondèrent avec dévouement dans sa tâche difficile, acceptant son incontestable autorité.

Jamais la désunion ne vint troubler les délibérations du Conseil d'Etat pendant une époque où tant de questions ardues furent traitées par le gouvernement valaisan. Ses aptitudes pour les questions financières l'appelèrent à diriger le Département des Finances.

*M. Ch.-Louis de Bons* conserva le portefeuille de l'Instruction publique, qu'il avait dirigée sous le régime radical.

Rattaché, par tradition, au parti libéral, M. Ch.-Louis de Bons était un modéré qui devait maintenir l'union entre les partis. Nul mieux que lui n'était désigné pour assumer la direction du Département de l'Instruction publique. Fin lettré, auteur de plusieurs ouvrages poétiques, il consacra sa plus grande activité à développer l'instruction dans les collèges. D'aucuns lui reprochèrent d'avoir négligé la situation financière des instituteurs qui, comme sous les précédents régimes, n'étaient payés que par le fonds des écoles et par les parents des élèves. Il est d'ailleurs surprenant que, malgré cette situation désavantageuse, l'instruction se développa, ce qui nous engage à conclure que les valaisans ont toujours aimé s'instruire.

La loi de 1849 ayant prévu l'établissement des deux collèges de Brigue et St-Maurice et d'un lycée cantonal à Sion,

la ville de Sion s'estima prétéritée, car les élèves du lycée étaient peu nombreux et souvent les étudiants finissaient leurs études hors du canton. C'est pourquoi les districts du Centre adressèrent une pétition au Grand Conseil pour qu'un collège cantonal soit ouvert à Sion. M. de Bons accéda à cette requête et eut le mérite de mettre tous les collèges cantonaux sur un pied d'égalité.

De 1856 à 1864, *M. Luder*, de Sembrancher, fut le représentant conservateur du Bas-Valais au sein du gouvernement.

Originaire du canton de Vaud, la famille Luder s'était établie à Sembrancher au XVIII<sup>me</sup> siècle et eut l'honneur de fournir plusieurs magistrats très en vue.

Le Conseiller d'Etat Antoine Luder, excellent juriste, était en outre un orateur enthousiaste. Ardent défenseur des idées conservatrices, il fut l'âme du district d'Entremont dans les luttes politiques de cette époque. Il se distingua par sa loyauté et son indépendance. Placé à la direction du Département des Travaux publics, il fut secondé dans sa tâche par l'ingénieur Venetz, dont la réputation s'étendait bien au-delà des frontières du canton. Les premiers travaux de la construction du chemin de fer s'effectuèrent sous leurs surveillance et direction.

M. Luder ne resta que six ans au gouvernement et fut remplacé par l'avocat *Antoine Ribordy*, député de Sembrancher, établi à Sion comme membre du barreau.

Bourgeois de Bagnes, les membres de la famille Ribordy jouissaient de la considération de tous les citoyens de l'Entremont. Le jeune Conseiller d'Etat avait fait d'excellentes études juridiques, mais il avait une prédilection marquée pour le service militaire, aussi fut-il appelé à diriger le Département Militaire auquel était adjoint celui de Justice et Police.

En 1870, il reçut les félicitations du Gouvernement pour les heureuses initiatives qu'il avait été amené à prendre au cours des événements de la guerre franco-allemande.

*M. Antoine de Riedmatten* représentait la région du Centre. Issu d'une famille qui avait joué un rôle actif dans la politique valaisanne, M. de Riedmatten était doué d'un sens

politique très avisé. C'était un homme fin et distingué, avantage par une remarquable mémoire, il fut un orateur très apprécié dans les deux langues du canton. Très attaché à la religion de ses pères, il n'admettait pas que l'autorité politique soit sous la férule du clergé. Il appuya M. Allet dans la réalisation de son programme, avec l'espoir de jouer un rôle prépondérant lorsque l'occasion se présenterait. Chef du Département de l'Intérieur, il s'employa à développer l'agriculture, prenant des mesures énergiques contre les autorités communales trop négligentes et exigea d'elles une comptabilité parfaitement en ordre.

M. *Léopold de Sépibus* fut appelé à la tête du Département de Justice et s'appliqua à réorganiser les tribunaux.

Petit-fils du Grand Baillif de Sépibus, qui avait signé l'acte d'entrée du Valais dans la Confédération, il sut gagner l'estime de tout le canton. Très grand, d'une allure aristocratique incontestable, il ne connut pas d'ennemi, car il sut se faire respecter par sa droiture et sa pondération.

Les premières années du régime Allet furent marquées par un effort constant dans l'assainissement de la situation financière. En sa qualité de chef du Département des Finances, M. Allet trouva les capitaux nécessaires pour la création de la Banque cantonale. Il convoqua les actionnaires et fit nommer un Conseil d'administration au sein duquel siégeaient, sans distinction de partis, les personnalités valaisannes versées dans les questions financières : MM. Ferdinand de Torrenté, Germain Aymon, Pierre Dénériaz, Ignace Zen-Ruffinen, Dr Claivaz, Jos. Bioley, Louis de Courten, Antoine de Riedmatten. Pour assurer la direction de l'établissement M. Allet s'adressa au chef du Département fédéral des finances qui lui recommanda M. Stucky, chef de service fort apprécié.

M. Stucky fut élu et dirigea avec compétence et dévouement les premiers pas de la Banque cantonale. Après onze mois d'activité, il présenta un rapport au Conseil d'Etat et au Conseil d'administration attestant un roulement d'affaires pour plus de 10 millions de francs, ce qui permettait de dis-



Alexis ALLET



tribuer aux actionnaires un dividende de 7 % et de constituer un fond de réserve de 4,000 francs.

Au nom de tous, M. Allet adressa au directeur de la Banque de vives félicitations.

### Les biens de Clergé

Comme chef d'un canton catholique, M. Allet prit la résolution de liquider les conflits existants entre l'Eglise et l'Etat.

Il estima que le décret de janvier 1848, concernant la réunion au domaine de l'Etat des biens de l'Evêché, du Chapitre, des rectorats, des couvents et des congrégations religieuses, devait être rapporté et que l'Eglise devait être réintégrée dans la possession des immeubles et des droits qui n'avaient pas été aliénés par l'Etat.

Ayant acquis la preuve que l'Evêché, le Chapitre, l'Abbaye de St-Maurice et la Maison du Grand St-Bernard n'avaient plus les ressources suffisantes pour s'assurer une existence honorable selon le rang que ces corporations devaient occuper dans l'Eglise et la société, il estima que les décrets de janvier étaient incompatibles avec les droits de l'Eglise et qu'il était de son devoir de réparer le tort qui avait été causé.

Une convention fut passée entre le Clergé et l'Etat.

Elle fut présentée aux délibérations du Grand Conseil en mai 1859. MM. les députés Joris et Zimmermann proclamèrent hautement que les décrets de 1848 «étaient attentatoires aux droits de l'Eglise et ne pouvaient être maintenus dans un pays dont la population demeurerait fidèlement attachée à la religion catholique.» En conséquence, ils proposèrent d'approuver la convention et le décret y relatif.

M. Pignat, membre de la minorité de la commission, déclara ne pouvoir adhérer à ce décret qui, sans motifs et sans correspectifs, abrogeait une loi sanctionnée par la votation populaire. Il proposa donc l'ajournement de la question, puisque, d'ailleurs, un projet de concordat avec l'Eglise était

à l'étude. Il fit également observer que les conventions passées avec le Clergé en 1848 avaient été acceptées par ce dernier sous réserve de ratification par le Souverain Pontife. Rome, il est vrai, ne les avait pas ratifiées, mais Rome n'est pas toute l'Eglise, car dans les questions matérielles, celle-ci est composée des fidèles intéressés, le Pape n'étant pas compétent pour intervenir dans ce domaine.

Le député Cretton appuya M. Pignat en affirmant que le Vén. Chapitre de Sion était encore un des plus richement rétribué du monde ; aussi se réservait-il le droit de recourir aux Chambres fédérales si le Grand Conseil votait ce décret qui supprimerait les droits acquis par les décrets de 1848.

Devant cette menace, M. Allet répondit par un des plus beaux discours de sa carrière. Il fit ressortir combien le gouvernement de 1848 avait rompu la bonne harmonie qui doit exister entre l'Eglise et l'Etat. Le décret que l'on proposait à l'assemblée pouvait seul rendre possible le concordat, puisque ceux de 1848 déniaient tout droit à l'Eglise.

Au nom du gouvernement de 1848, M. Alexandre de Torrenté prit la défense des décrets votés par le peuple, et s'adressant aux députés de la majorité, il les somma de mettre en accusation les membres du gouvernement dont il avait fait partie, s'ils estimaient que ceux-ci avaient prévarié.

Devant cette attitude, M. Rion se détacha du groupe minoritaire pour proposer d'accepter les propositions du gouvernement actuel qui reconnaissait que le traitement du Clergé était insuffisant.

M. Zen-Ruffinen entreprit à son tour la défense du projet gouvernemental, mais M. Barman s'éleva contre le rapport de la commission prétendant que les décrets de 1848 avaient jeté le trouble et l'anxiété dans la conscience des citoyens restés attachés à la foi catholique.

Après avoir entendu M. Adrien de Courten, qui fit un appel à la concorde, M. le député Claivaz prit la parole pour féliciter le gouvernement de ses bonnes intentions, bien que lui-même ne pouvait approuver la suppression des décrets de 1848. « L'arrangement, dit-il, n'est pas complet et la dis-

sension continuera. Pendant des siècles le peuple a lutté contre les abus du clergé et les décrets de 1848 ne sont que l'expression de cette lutte».

Après ces vives délibérations, l'Assemblée vota le décret qui fut approuvé par 53 membres contre 20.

M. Allet put se féliciter d'avoir fait prévaloir son point de vue et réparé une injustice que condamnaient sa conscience et ses convictions religieuses.

### La séparation de la commune de Conthey (1860)

Le fait qui marqua le régime de M. Allet en 1860, fut la séparation des villages de la plaine et de la montagne dans la commune de Conthey.

Une pétition fut effectivement adressée au Conseil d'Etat pour demander cette séparation que les intéressés estimaient indispensable.

Le gouvernement décida de faire voter les communiens bourgeois des quatre villages de la plaine, réunis en assemblée générale, en présence des commissaires du gouvernement, pour qu'ils se prononcent, encore une fois au scrutin secret, sur la demande de séparation. Si le résultat du vote devait être favorable à la séparation, le Conseil d'Etat ferait alors immédiatement procéder au règlement des questions territoriales.

Portée devant une commission du Grand Conseil, cette proposition fut acceptée sous la condition, toutefois, que les commissaires désignés fussent des personnes au courant des difficultés qui divisaient la commune de Conthey.

M. Udry demanda que le projet de division territoriale fut élaboré avant la votation, car suivant la teneur du projet plusieurs citoyens pourraient renoncer à la séparation.

M. de Riedmatten, estima que la séparation devait être votée avant le projet, car, dit-il, si la population de Conthey est une des plus laborieuses et des plus populeuses du canton,



elle n'en est pas moins administrée d'une façon déplorable, par suite des intérêts divergents qui opposent les villages.

M. Evéquoz, par contre, s'opposa à la séparation. Le peuple de la plaine, à son avis, ne voulait pas la séparation, mais il y était poussé par des manœuvres et des intrigues. Les promoteurs du projet séparatiste se trouvaient être le président de Conthey, lui-même, et le Curé de Vétroz qui n'hésitait pas à abrégier l'office divin afin de disposer de plus de temps pour parcourir la campagne à la recherche des signataires.

M. de Courten protesta contre cette accusation contraire à la dignité de l'Assemblée. A son avis l'administration de Conthey se complaisait dans son «douce far niente», aussi convenait-il d'approuver la proposition du gouvernement.

Celle-ci fut adoptée.

### La route de la Furka (1861)

En 1861, M. Allet prit l'initiative de construire la route de la Furka afin de relier le Valais à la Suisse Centrale.

Le Gouvernement fédéral, après avoir étudié la proposition du chef du gouvernement valaisan, se rallia à son projet qui réaliserait ainsi celui de l'Etat-major de l'Armée. Le canton d'Uri ayant été pressenti, une conférence eu lieu à Berne, où M. Allet représenta le canton du Valais. Il y fut décidé que la Confédération accorderait une subvention de 800,000 francs à répartir entre les cantons au prorata de la longueur de la route sur leur territoire respectif.

### La loi des finances de 1862

M. Allet avait élaboré un vaste programme pour le développement du pays. Malheureusement la situation financière du canton compromettait sérieusement la réalisation de ses projets.

Depuis la réorganisation politique de la Suisse, les finances cantonales avaient subi de nombreuses fluctuations, tant par la suppression des péages, la centralisation des postes, que par l'extension donnée par les pouvoirs fédéraux au système militaire.

La balance des comptes administratifs présentait un déficit de fr. 111,600.—, provenant principalement des dépenses engagées dans la construction des routes et de celles exigées par l'organisation militaire. En 1861, le passif était de fr. 2,400,000.—. En 1856, il se montait à fr. 2,900,000.—.

D'autre part, la suppression des péages représentait un sacrifice annuel de fr. 60,000.—, celle des patentes et des visas des passeports une perte de fr. 20,000.— à laquelle venait s'ajouter une somme égale provenant de la diminution de l'impôt sur le bois.

Et les dépenses augmentaient à un rythme accéléré :

De fr. 44,000.— qu'elles étaient en 1848, les dépenses militaires étaient montées à fr. 200,000.—. L'endiguement du Rhône et l'assèchement de la plaine absorbaient également de fortes sommes.

Or, en Valais, l'impôt n'était que de fr. 3.— par habitant, alors que dans les autres cantons il était de fr. 7.30.

Il était donc indispensable de trouver de nouvelles ressources pour poursuivre la voie du progrès dans laquelle le pays devait s'engager. Le programme était vaste : Il fallait relier la montagne à la plaine par des routes pénétrant jusqu'au fond des vallées ; construire le chemin de fer, corriger et endiguer le Rhône afin de rendre la plaine riche et fertile.

Devant ces nécessités, M. Allet proposa un programme financier qui devait apporter au canton les ressources qui lui faisaient défaut.

Ce programme comprenait :

- 1) L'élévation du droit de pêche.
- 2) L'augmentation de la taxe pour la chasse.
- 3) Un impôt de fr. 1.— par ménage.

- 4) La perception de taxes sur les casinos et cercles ayant un caractère spéculatif.
- 5) La création d'un droit de timbre.
- 6) Une taxe sur les grosses entreprises.
- 7) L'augmentation de la taxe sur les auberges.

Présentée devant le Grand Conseil, la nouvelle loi des finances de M. Allet fut acceptée par 45 voix contre 33.

### Le régime Allet en 1869

Comme les élections pour le renouvellement du Conseil d'Etat et du Grand Conseil approchaient, les chefs radicaux, pressant la situation délicate de la Banque cantonale, en profitèrent pour déclencher contre M. Allet une vigoureuse campagne.

Le «Confédéré» s'empara des critiques adressées par un ancien Conseiller d'Etat sur l'endiguement du Rhône, pour attaquer le Chef du Département des Travaux publics.

L'organe radical proclamait l'incurie et la mauvaise compréhension du travail technique dans la construction des digues de la partie inférieure du pays, dont la rupture avait provoqué des inondations.

Le Gouvernement répondit que les ingénieurs valaisans avaient exécuté ces travaux conformément aux plans arrêtés par les ingénieurs fédéraux, et que la rupture des digues anciennes, en amont de Rarogne, avait provoqué celle des digues du Bas-Valais.

«Que faites-vous des subsides accordé par la Société des forestiers suisses pour le reboisement des terrains? demandait le «Confédéré».

Ils ont été utilisés pour la construction du barrage, répondait la «Gazette du Valais».

Pourquoi construisez-vous sur le Rhône des ponts en fer d'origine américaine, alors que les ponts en pierre sont plus solides et plus esthétiques?

«Erreur, rétorquait l'organe conservateur, il est prouvé que dans tous les pays du monde les ponts en fer sont adoptés. Si ce système avait été appliqué plus tôt, nous n'aurions pas eu de tels désastres à déplorer.

Et la «Gazette» de continuer :

«Les tabliers métalliques se font à Berne et ce sont des ouvriers étrangers au canton qui viennent chez nous pour le montage, laissant ainsi de l'argent dans le pays.

Après ces premières escarmouches, la grosse artillerie entra en action : Notre situation financière est déplorable. En 12 ans notre dette a augmenté d'un million, déclarait le «Confédéré».

C'est exact, reconnaissait le journal conservateur, mais cette augmentation se justifie par les dépenses suivantes :

Restitution au Clergé fr. 270,000.—. Perte de fr. 250,000.— sur les actions de la Compagnie de la Ligne d'Italie. Construction de la route de la Furka fr. 300,000.—. Correction du Rhône fr. 140,000.—. Augmentation des dépenses militaires fr. 140,000.—.

D'ailleurs le Gouvernement était à même de justifier ces dépenses : La restitution de la somme de fr. 270,000.— au Clergé avait ramené la paix religieuse. Ce n'était point là une dette gouvernementale, ce n'était que la réparation d'une injustice.

En ce qui concernait les dépenses militaires, l'augmentation provenait de l'acquisition du matériel de guerre imposé par la Confédération, ainsi que l'organisation et l'équipement de la Landwehr.

Nul ne saurait reprocher au Valais d'avoir obtenu une voie ferrée au prix d'un minime sacrifice alors que des cantons voisins ont dépensé plus de 30 millions pour la construction de leurs chemins de fer. Il ne pouvait pas y avoir un seul Valaisan qui puisse regretter cette dépense faite pour doter le pays d'un moyen de prospérité des plus efficace.

Quant à la construction de la route de la Furka, elle reçut l'assentiment du Grand Conseil. Destinée à relier plus étroitement le Valais avec les Etats confédérés, cette route

terminée avait développé non seulement le tourisme, mais elle réalisait également les buts stratégiques poursuivis par les autorités militaires.

Le Conseil fédéral avait mis 800,000 francs à la disposition des cantons intéressés, il importait donc que ces travaux fussent exécutés dans les délais prévus par la Confédération.

La route de la Furka restera une œuvre qui fait honneur au canton et en particulier à M. Allet qui en fut l'initiateur.

Il en est de même de la correction du Rhône dont la plaine, il y a cinquante ans, était périodiquement dévastée par les inondations du fleuve. De perpétuels conflits éclataient entre les riverains qui, lorsque leurs terrains se trouvaient menacés, se contentaient de rejeter le cours du Rhône sur la rive opposée.

L'institution de la Commission rhodanique mit fin à ces conflits en proposant l'endiguement du Rhône.

Le plan des travaux fut dressé par l'ingénieur Venetz et une demande de subside fut adressée aux pouvoirs fédéraux.

La Confédération décréta, sur la base des devis présentés, de participer à cette entreprise pour un tiers de la dépense, en fixant à 12 ans la durée et le terme des travaux.

Le choix du moment pour les commencer ne dépendait point du gouvernement, car la lutte contre les eaux s'imposait. Confiant dans l'avenir l'Etat se mit à l'œuvre et déjà la plaine de Sion était transformée en un vaste verger. Si la terrible inondation de 1868 est venue anéantir nos efforts dans la région de Rarogne et de Fully, nos populations gardent leur pleine confiance en voyant les marais assainis par le colmatage et fécondés par les eaux des torrents qui apportent le limon fertilisateur. Dans un avenir prochain, la plaine du Rhône deviendra fertile et féconde.

La campagne électorale pour les élections des députés fut ardente. L'organe radical attaqua avec force les actes gouvernementaux et M. Allet répondit non moins vivement dans les journaux dévoués au parti conservateur.

L'issue de la lutte fut favorable à M. Allet. Tous les districts, à l'exception de Martigny, Monthey et du cercle de Sion, accusèrent une grosse avance des conservateurs.

Tous les conseillers d'Etat en charge furent brillamment élus députés et les chefs de la droite MM. Barlatay, de Werra, de Chastonay, Evéquoz et Roten sortirent triomphalement de l'urne le 7 mars 1869.

### L'affaire de la Banque cantonale

Lorsque M. Allet prit l'initiative de créer une banque cantonale, tout le canton s'accorda pour reconnaître que cette idée était excellente.

Cet établissement, fondé avec un capital de fr. 1,500,000, n'était cependant pas autonome. Il dépendait indirectement de l'Etat. Son directeur M. Stucky, venant de Berne et vivement recommandé par le Conseil fédéral, était, certes, un homme habile et intelligent, mais à côté de ses fonctions directoriales, il dirigeait la comptabilité de l'Etat.

Poursuivant sa politique de progrès, M. Allet engagea l'Etat à emprunter des sommes importantes à la banque.

En 1861, il emprunta pour effectuer les travaux de correction du Rhône, pour ceux de la route de la Furka, si bien qu'en 1865, l'Etat était débiteur d'une somme de fr. 900,000.—. Afin de s'acquitter de cette dette, il contracta un nouvel emprunt de fr. 1,200,000.—, ce qui permit de poursuivre les travaux d'utilité publique. La banque était un facteur de progrès.

Mais en 1868, après la mort de M. Stucky, Urbain Schaller fut appelé à prendre la direction de l'établissement bancaire. Il constata des irrégularités dans les comptes de son prédécesseur et, lors d'une assemblée des actionnaires, au début de 1870, MM. Ch.-Louis de Torrenté, Ed. Wolff et Alexandre Dénériaz adressèrent de violentes critiques à l'administration.

M. Allet et M. Ferdinand de Torrenté, président du Conseil, s'employèrent à calmer les esprits en promettant que le règlement serait observé strictement.

Il était déjà trop tard, car le mal était fait et la crise financière que provoqua la guerre franco-allemande mit la banque dans l'impossibilité de faire face aux exigences des créanciers alarmés et surtout dans l'incapacité de payer les échéances d'un nombre considérable de rescriptions portant la signature du chef du Département des finances. Ces rescriptions étaient des billets à ordre signés par M. Allet, au profit de la banque, à 3 ou 4 mois d'échéance, payables aux établissements de banques suisses et étrangers.

Le 27 décembre 1870, M. Allet faisait convoquer d'urgence le Grand Conseil pour lui exposer la situation de la Banque cantonale. Dans un message très détaillé le chef du Département des finances donnait l'exposé des comptes de l'Etat et de la Banque. Ces comptes remontaient à 1861.

En 1864, l'Etat devait près d'un million de francs pour avance faite aux communes et au chemin de fer.

Comme la banque était elle-même créancière pour un million et demi de francs, elle mit en circulation ces rescriptions qu'elle pouvait négocier afin de rentrer dans ses fonds.

Plus tard, d'autres avances ayant été faites à l'Etat et aux communes, la banque se trouva dans une tragique situation lorsque ses emprunts et son capital se trouvèrent immobilisés par la guerre franco-allemande. Les rescriptions restèrent en souffrance, si bien que l'Etat fut menacé d'exécution judiciaire.

Les rescriptions se montaient à 2 millions et demi de francs, mais comme la banque avait dans son portefeuille plus de 3 millions, M. Allet proposa de lui permettre de contracter un emprunt de 2 millions pour liquider sa situation.

La Banque commerciale de Bâle, la Banque commerciale de Berne, ainsi que M. Hahn, banquier à Francfort, s'offraient à prêter cette somme à l'Etat contre des obligations cantonales d'un chiffre supérieur. Le service de l'intérêt et des amortissements exigeait la somme de fr. 87,000.— par semestre : la dette devant être éteinte en 1907.

M. Allet termina son exposé en déclarant que le temps



pressait, car la réponse devait être donnée pour le 31 décembre. Le message du Conseil d'Etat fut suivi de la lecture d'un exposé de M. Schaller, directeur de la banque, exposant la situation de l'établissement.

Une commission composée de MM. Chapelet, Barman, Ant. Roten, Pignat, Joris, In Albon, Victor de Chastonay, Rion et Walther fut nommée pour rapporter sur la question de l'emprunt.

Trois jours plus tard, soit le 30 décembre, le Grand Conseil entendit le rapport de la commission qui présentait les conclusions suivantes :

1) Les conditions de l'emprunt sont trop onéreuses et inadmissibles.

2) L'assemblée des actionnaires doit être immédiatement convoquée.

3) Le Conseil d'Etat est autorisé à pourvoir aux exigences de la situation par la voie d'un emprunt ne devant pas excéder la somme de fr. 2,500,000.— et les intérêts le 15 %. L'emprunt sera garanti par la banque au moyen de titres valables donnés en nantissement à l'Etat.

La situation semblait devoir s'améliorer, mais un incident survint aussitôt après la lecture des conclusions.

M. Pignat refusa de développer les arguments de la commission, sous prétexte qu'il s'était trouvé en minorité dans le sein de cette commission. Le président M. Chapelet s'en indigna et prie M. In Albon de le faire dans les deux langues.

Très objectif, ce dernier expose l'activité de la commission qui s'est mise immédiatement en rapport avec le directeur de la banque. M. Schaller leur ayant dressé un tableau bien sombre de la situation, M. In Albon estime que la responsabilité de cette catastrophe repose sur l'ancien directeur Stucky. Il conclut en affirmant qu'il y va de l'honneur du pays de venir en aide à la banque de l'Etat.

La Commission envisageait un emprunt garanti par des titres valables, et puisque la direction de la banque déclarait pouvoir couvrir cette garantie, cette opération devait être effectuée avant que les actionnaires et les porteurs d'obliga-



tions ne soient ruinés et les débiteurs poursuivis pour la totalité de leurs dettes par les créanciers étrangers.

Devant la nécessité de sauver la situation, la plupart des députés estimèrent devoir appuyer les propositions de la commission et la discussion resta calme.

C'est alors que le leader radical, M. Alexandre Dénériaz, prit la parole. Avec le sens politique qui le caractérisait, il sentit que ce scandale financier atteindrait le prestige du parti conservateur. Aussi avec sa fougue habituelle il se lança dans une attaque violente contre le parti conservateur. Avec habileté, il sut présenter la situation désastreuse de la banque. Il releva les sommes dues par certains gros débiteurs, tels que la Verrerie de Monthey qui devait à l'établissement cantonal plus de fr. 500,000.—, soit vingt fois plus que le maximum autorisé par les règlements de la banque. Il reprocha à M. Allet d'avoir apposé sa signature au bas des rescriptions sans en avoir avisé ses collègues du Conseil d'Etat. Après avoir atténué la responsabilité de M. Stucky, il conclut en déclarant qu'un emprunt ne pouvait sauver la situation de la banque et rendrait d'autre part une augmentation d'impôt inévitable. Il demandait, en outre, une révision totale des comptes de l'Etat, car les mêmes personnes se trouvaient responsables des finances de la Banque et de l'Etat.

Pour répondre à cette attaque du député radical, cinq représentants de la droite demandèrent la parole pour soutenir les propositions de la commission, rendant le Grand Conseil attentif aux graves conséquences que pourrait entraîner le refus de contracter un emprunt.

Dans une magnifique envolée oratoire M. Barlatay prit la défense de M. Allet dont il releva les mérites et exhorta le Grand Conseil à se rallier aux propositions présentées par la commission.

Finalement, il fut donné lecture d'un rapport du Comité de liquidation qui déclara que seul M. Stucky était responsable.

Le Grand Conseil se divise en deux camps. Une partie des députés haut-valaisans abandonnent M. Allet pour voter

avec les radicaux contre l'emprunt, qui fut refusé à quelques voix. M. Allet démissionne.

Une commission composée de MM. Alex. Dénériaz, Louis Barman, Pignat et J.-B. Graven fut alors désignée pour chercher une issue satisfaisante. On proposa de transformer la banque en Caisse hypothécaire pour faciliter l'arrivée des capitaux, de déclarer la mise en liquidation provisoire de la banque et d'en confier la direction à une commission composée de MM. Wolff, Chapelet et Ducrey.

M. Zen-Ruffinen fut élu conseiller d'Etat.

Ces événements se déroulèrent en décembre 1870. A partir de cette date, jusqu'à la session de mai 1871, la presse s'empara de cette affaire pour engager de violentes polémiques où la «Gazette du Valais» et le «Confédéré» se distinguèrent par des articles qui ne furent pas sans jeter le trouble dans tout le canton.

Le «Confédéré» révéla que la Verrerie de Monthey avait emprunté à la banque une somme de 500,000 francs sans que le Conseil d'administration en fut averti ; il déclara que M. Charles Fama était débiteur d'une forte somme investie dans les Jeux de Saxon, dont M. Stucky avait été un habitué.

Devant ces attaques M. Fama reconnut être débiteur de la banque, mais il ajouta qu'il avait émis pour 800,000 francs d'obligations pour rembourser sa dette.

En mai 1871 le Grand Conseil se réunit. Dès que la gestion administrative fut approuvée, les quatre conseillers d'Etat de Sépibus, de Riedmatten, Ribordy et de Bons, qui avaient fait partie du régime Allet, donnèrent leur démission pour permettre à l'assemblée d'agir plus librement.

La constitution du nouveau gouvernement fut laborieuse. M. Zen-Ruffinen ayant remplacé M. Allet, les quatre autres membres devaient être choisis, un dans le Haut-Valais, un dans le Centre et deux dans le Bas-Valais. Le parti conservateur se rendait compte que pour le redressement du pays, pour rétablir la confiance, il fallait faire la paix avec le parti radical. Il offrit au parti minoritaire deux sièges, mais

laissa entendre qu'il désirait des hommes décidés à collaborer et non des adversaires systématiquement opposés au programme du gouvernement. Cette proposition créa des divergences dans le parti radical. L'aile droite l'accueillant avec faveur, l'aile gauche exigeait le libre choix de ses candidats. De nombreux conciliabules eurent lieu et, finalement, le parti conservateur présenta MM. Henri Bioley pour le Bas-Valais, Jos. Clemenz pour le Haut, laissant ainsi deux sièges au parti minoritaire. Le parti radical présenta MM. Barman et Dénériaz. M. Barman fut élu mais refusa ; M. Dénériaz ne pouvait être accepté par le parti majoritaire à raison de ses attaques violentes contre le régime. En-dessous, le parti conservateur fit appel à MM. Rion et Claivaz qui furent élus, mais la majorité du parti radical obligea les élus à donner leur démission sous peine d'exclusion du parti. Il ne pouvait accepter des représentants imposés par le parti conservateur.

Le parti conservateur se trouvait dans une impasse. Les représentants libéraux qu'il estimait avoir les qualités pour collaborer refusaient par ordre du parti, et ceux que le parti radical choisissait ne pouvaient être agréés par lui. Il se fit alors un groupement de l'aile droite du parti radical et de quelques chefs conservateurs qui désigna MM. Chappex, ingénieur, et Charles de Rivaz, commandant. Ces deux hommes ne se rattachaient à aucun parti. M. Chappex se disait indépendant mais sympathique au parti conservateur. Cependant il n'avait pas des relations très amicales avec certains chefs du parti majoritaire qui le tenaient pour suspect. Quant à M. de Rivaz, il appartenait à une famille libérale qui évoluait vers la droite.

M. Chappex était un ingénieur de renom. Aux Chambres fédérales, il avait joué un rôle dans l'affaire du Simplon. Ce n'était pas un orateur mais il avait de l'influence dans les coulisses. C'est à lui qu'est due la formule développée aux Chambres fédérales par M. de Weck-Reynold au sujet des subventions aux cantons pour la création des chemins de fer de montagne.

MM. de Rivaz et Chappex furent élus contre MM. Dénériaz et Claivaz, candidats de la gauche.

Le parti radical fut furieux de l'échec de ses candidats, et sous l'impulsion de MM. Dénériaz, Calpini et Pignat, il redoubla ses attaques contre le régime.

Pendant 10 ans, son leit-motiv fut celui-ci : Prouver qu'Allet et ses collègues étaient responsables des pertes faites par la banque, leur faire payer les sommes perdues, entraver toutes les initiatives du Conseil d'Etat, faire échouer la loi des finances destinée à rétablir l'équilibre du budget, subordonner tous leurs actes à l'affaire de la banque. Tous les débats qui se déroulèrent au Grand Conseil furent dominés par ce souci : compromettre la majorité.

### La question des rescriptions

Parmi les nombreuses difficultés que le gouvernement eut à résoudre, la question des rescriptions fut une des plus ardues. Au moment de l'affaire de la Banque cantonale, la caisse de l'Etat devait fr. 2,600,000.—, représentant des rescriptions signées par M. Allet.

La question se posait : fallait-il les reconnaître ? Après une étude approfondie, le Conseil d'Etat estima que cette dette devait être payée, mais que l'on devait obtenir des conditions avantageuses, permettant de régler cette situation sans créer de nouvelles difficultés. Malgré l'âpreté avec lesquelles ces conditions furent discutées, on arriva, néanmoins, à une entente satisfaisante.

Lorsque cette convention fut soumise à la ratification du Grand Conseil, les radicaux se soulevèrent contre le gouvernement.

Ce dernier se trouvait dans une position délicate. Effectivement, en 1870, le parti conservateur s'était divisé en deux clans, dont l'un se déclarait favorable à la souscription de l'emprunt de fr. 2,500,000.— à la Banque commerciale de Berne, et l'autre qui s'était uni au parti radical pour refuser ce crédit à M. Allet.

Le parti conservateur risquait ainsi de ne pouvoir constituer un bloc majoritaire. Il fallut toute l'autorité de M. de Chastonay pour grouper tous les députés conservateurs autour du gouvernement, et tout le bloc de droite réussit à faire accepter la reconnaissance des rescriptions, malgré la vive opposition du parti radical.

Ce dernier ne se tint pas pour battu.

Les leaders de gauche montèrent des tréteaux sur la place publique, haranguerent le peuple pour soulever les citoyens contre les responsables du krach financier et lancèrent une pétition qui fut couverte de 9,000 signatures et envoyée à Berne, par les soins de M. Torrent.

Les radicaux étaient déjà certains de leur succès.

Sur ces entrefaites, une élection partielle pour élire un conseiller national vint mettre en compétition deux rivaux : M. Alexandre Dénériaz de Sion et M. Louis Gross de Martigny.

La campagne électorale roula du commencement à la fin sur l'affaire des rescriptions. Elle fut d'une violence inouïe. La presse radicale reprocha au gouvernement de faire perdre des millions au canton, et le gouvernement, pour mettre les choses au point, exposa la situation en déclarant que la perte totale de la caisse de l'Etat, n'était que de fr. 300,000.—, grâce aux conditions avantageuses que l'on avait pu obtenir.

Le mécontentement assura l'élection de M. Dénériaz, qui fut élu avec 42 voix de majorité.

Le parti radical exultait et nourrissait tous les espoirs de voir sa cause triompher aux Chambres fédérales.

Il dut déchanter ! Malgré le discours agressif de M. Dénériaz, le Conseil des Etats et le Conseil National repoussèrent la pétition des 9,000 citoyens.

Dans une réponse digne, le gouvernement valaisan déclara que jamais les rescriptions n'avaient été reconnues et que jamais le Conseil d'Etat ne s'était engagé à payer les 5 millions représentant la valeur des billets à ordre signés, soit par M. Allet, soit par un autre membre du gouvernement. Par contre, il affirma que le Grand Conseil avait fait la promesse, dans un sentiment d'honneur et de concorde, de payer les

rescriptions si les porteurs consentaient à un intérêt modeste et à des termes de paiements raisonnables.

D'autre part, en ce qui concernait l'augmentation des impôts, le gouvernement valaisan s'en reportait au texte de la Constitution qui prévoyait qu'une telle mesure devait être soumise à la sanction du peuple souverain.

Lorsque le Conseil fédéral eut pris connaissance de la réponse du Gouvernement valaisan, il rejeta le recours. Les radicaux durent s'incliner.

Dans le courant de la même année, la «Gazette du Valais» publiait une brochure contenant tous les articles que M. Allet avait publiés comme démentis et justifications, après la violente polémique dont son activité de chef du Département des finances avait été l'objet. Cette brochure concluait en disant que puisque la crise était passée sans trop d'encombres, on pouvait se demander ce qu'il y avait réellement eu de si effrayant dans une situation que le souvenir des œuvres accomplies par M. Allet rétablissait en donnant les preuves de ses capacités administratives, avec l'appui du Conseil fédéral habilement acquis, malgré les dissidences politiques.

Cette fois c'était le parti conservateur qui triomphait !

Pendant tout n'était pas terminé.

Comme certaines clauses de la convention restaient sujettes à caution, l'affaire rebondit devant le Grand Conseil où le parti radical attaqua à nouveau la proposition du gouvernement.

M. Pignat profita de la circonstance pour faire une allusion ironique à la douceur des bernois à l'égard des valaisans.

M. J.-B. Calpini se déclara contre les rescriptions tout en déclarant qu'il préférerait s'abstenir de voter.

Alors le député radical, M. Alphonse Morand, demandant la parole et reprocha à M. Calpini de manquer de logique : «Vous êtes contre les rescriptions, lui dit-il, et vous refusez de voter contre la convention.» Et se tournant vers M. Pignat, il lui lança cette cinglante réponse : «Vous vous permettez de critiquer les Bernois en affirmant qu'ils n'aiment guère les

Valaisans ? Alors pourquoi êtes-vous partisan acharné de la centralisation ? »

Ce duel parlementaire se termina au milieu des rires et des applaudissements.

M. Alph. Morand, fervent adversaire de la centralisation avait trouvé le mot juste !

Mise aux voix, la convention fut acceptée à l'unanimité des conservateurs, les représentants de la fraction radicale ayant déserté la salle.

L'assemblée fut de nouveau au grand complet lorsque le président aborda la question de l'enquête administrative sur les rapports de l'Etat et de la Banque cantonale.

Dans son rapport, la commission concluait en demandant à l'Etat de veiller à la conservation de ses intérêts, en recourant en temps utile contre qui de droit au sujet des rescriptions.

Profitant de cette occasion, M. Calpini demanda la parole pour attaquer M. Allet.

Sans perdre leur sang-froid, les rapporteurs, MM. Roten et Walther, réfutèrent les allégations de M. Calpini, mais celui-ci revenant à la charge, demanda l'application de la loi de 1840 relative à la responsabilité des Conseillers d'Etat.

« Très bien, s'écria M. Morand avec ironie, il faut donc appliquer cette loi inapplicable ! »

Cependant MM. Cyprien Barlatay et Antoine Ribordy, amis sûrs et fidèles de M. Allet, indignés de l'attitude de M. Calpini, répliquèrent avec vivacité :

« Les Chambres fédérales ont écarté la pétition des 9,000 citoyens, déclara M. Barlatay, l'affaire des rescriptions est donc liquidée. Pourquoi vous acharner alors sur M. le Conseiller d'Etat Allet ? »

« Lorsque M. Allet était présent, dit encore M. Ribordy, vous n'avez pas osé l'attaquer, aujourd'hui qu'il est absent, vous en profitez pour le salir. C'est lâche ! »

Sentant que l'atmosphère devenait houleuse, le député Briguet de Sierre, homme de bon jugement, intervint pour clore le débat :



«On a introduit dans le temple d'indignes trafiquants, dit-il sentencieusement, le Seigneur les en a chassés.»

Cette allusion à M. Stucky fut comprise de toute l'assemblée, et lorsque M. Briguey proposa un texte pour demander que justice soit faite, il fut adopté à l'unanimité.

Toutefois la situation financière du canton restait critique. L'Etat avait un découvert de fr. 3,300,000.—, abstraction faite des pertes provenant des rescriptions.

L'augmentation de la dette provenait principalement de l'achat du matériel militaire qui prenait des proportions astronomiques pour l'époque. Ne pouvant amortir la dette avec les simples recettes budgétaires, le gouvernement se trouva dans l'obligation de faire appel au patriotisme du peuple pour trouver de nouvelles ressources. Une nouvelle loi fiscale s'imposait.

Pour équilibrer le budget, l'Etat devait trouver 200,000 francs par an. Le chef du Département des finances, après mûre réflexion, proposa d'augmenter de 1 pour mille l'impôt direct, de reviser la loi sur le timbre et d'envisager un impôt sur l'industrie.

Il fallait également envisager la révision de la Constitution valaisanne pour y introduire des principes nouveaux destinés à fixer d'une façon définitive le taux d'impôt, avec l'obligation d'en affecter une certaine part à l'amortissement de la dette publique.

Si l'idée était juste, il n'était pas sûr que le peuple accepterait de gaité de cœur une augmentation des impôts. Il était à craindre que les agriculteurs, formant la grosse majorité, ne fassent front contre la loi.

Très habilement, le Conseil d'Etat proposa une mesure de nature à apaiser les paysans. C'était la diminution du prix du sel, comme correctif nécessaire à l'augmentation de l'impôt foncier.

Présenté au Grand Conseil, ce projet fut âprement discuté. Entraînés par MM. Dénériaz et Barman, les radicaux firent de l'opposition systématique. On revint encore sur l'affaire de la banque et M. Zen-Ruffinen dut réfuter les argu-



ments de l'opposition en donnant les preuves que les pertes subies avaient été exagérées intentionnellement par les adversaires du gouvernement.

M. Chapelet, député de St-Maurice, se faisant l'interprète de nombreux députés, déclara que la diminution du prix du sel n'était qu'un expédient propre à favoriser le Haut-Valais.

MM. Zen-Ruffinen et Roten protestèrent contre cette accusation tendant à diviser les Valaisans par de stériles rancunes ; ils déclarèrent que si le Haut-Valais payait moins, c'était parce qu'il était moins riche que les autres parties du canton.

L'atmosphère était tendue, lorsque le président estima qu'il fallait passer au vote. Par 57 voix contre 26 la loi fut votée.

On passa alors à l'élaboration d'une loi sur le timbre. Après délibération, cette deuxième loi fiscale fut mise sur pied.

Toujours prêt à l'attaque, M. Dénériaz se leva pour demander que ces lois ne soient pas mises en vigueur aussi longtemps que les responsables de la déconfiture de la Banque cantonale soient jugés.

Il était trop évident que la nouvelle offensive du leader radical ne visait qu'à créer des embarras au gouvernement.

La réponse de ce dernier ne devait pas tarder à venir.

M. Henri Bioley, président du Conseil d'Etat, d'habitude courtois et affable, prit la parole et sa voix était amère, sourde de colère contenue :

« Je repousse vos reproches, dit-il, car le gouvernement a fait son devoir, tout son devoir. Conformément à la décision du Grand Conseil, nous avons confié à un avocat valaisan les intérêts de l'Etat pour actionner les responsables. Or cet avocat a refusé. Nous nous sommes alors adressé aux avocats radicaux du pays. Aucun d'entre eux n'a accepté cette tâche. Pourquoi ? Parce qu'ils savent que les responsables ne se trouvaient pas au sein du gouvernement. Il y a donc un singulier contraste entre l'attitude des chefs de l'opposition

qui, dans cette assemblée réclament la justice, et leurs avocats qui refusent de défendre leur cause !»

Attaqué à son tour par M. Dénériaz, l'ancien Conseiller d'Etat Ribordy se lève : « Plus que personne je réclame la lumière, car je ne crains pas les tribunaux. Ma conscience est en ordre. »

Devant la riposte énergique du gouvernement, le leader radical dut battre en retraite et sa proposition fut rejetée.

Les nouvelles lois fiscales furent mises en vigueur et, quelques années plus tard, le gouvernement put équilibrer son budget et marcher vers l'assainissement de sa situation financière.



## CHAPITRE IV

---

### La période de 1871 à 1881

---

La période qui s'étend de 1871 à 1881 fut une des plus mouvementée, de l'histoire valaisanne depuis 1848.

Il faut en voir la raison dans les événements internationaux qui ne manquèrent pas de l'influencer.

En 1870, Rome fut occupée par les soldats du Roi d'Italie. Le monde catholique s'émut en voyant le Souverain Pontife, privé de son pouvoir temporel, devenu prisonnier dans la Ville éternelle. Cependant les adversaires de la papauté se réjouirent de cette victoire de l'anticléricalisme et les partisans suisses en profitèrent pour affirmer la nécessité de limiter, sur le territoire helvétique, les prérogatives du clergé. Ils déclenchèrent dans ce but une campagne de presse, afin d'obtenir la révision de certains articles de la Constitution fédérale. Leur tâche fut facilitée par l'attitude du Chancelier Bismarck, adversaire du St-Siège.

Le cri : «Le cléricalisme voilà l'ennemi !» devait trouver un écho favorable en Valais où le prestige du parti conservateur se trouvait fort compromis depuis la catastrophe fi-

nancière. Aussi toute la politique valaisanne fut-elle dominée durant cette période par la question religieuse.

La liquidation de la Banque cantonale et la faillite de la Ligne d'Italie, contribuèrent à aggraver la situation du Gouvernement valaisan. En lisant les débats passionnés qui se déroulèrent au sein du Grand Conseil et les articles violents de la presse de l'époque, on se demande comment le parti conservateur n'a pas sombré dans cette tourmente.

En effet, pendant ces dix années, le Conseil d'Etat fut en butte aux attaques incessantes d'une équipe de chefs radicaux résolus à porter le coup de grâce au parti conservateur.

Parmi ces chefs de l'opposition se distinguèrent : M. *Alexandre Dénériaz*, député de Sion, tribun de race et de talent, qui fonçait sur l'adversaire avec une fougue passionnée pour essayer de l'abattre ;

M. *Hippolyte Pignat*, député de Vouvry, ancien Conseiller d'Etat, habile à disséquer les textes pour y trouver matière à discussion et à mettre le gouvernement en contradiction avec lui-même ;

Le *Colonel Barman*, dont l'éloquence militaire était souvent intransigeante ;

M. le *Dr Beck*, d'une vaste érudition et farouchement centralisateur ;

M. *J.-B. Calpini*, député de Sion, vigoureux polémiste.

Certes, le champ de bataille était vaste et propice à la lutte. Le gouvernement voulait-il prendre des mesures fiscales pour rétablir la confiance et équilibrer le budget ? L'opposition accusait le gouvernement conservateur d'être responsable de cette situation désastreuse, et demandait aux hommes du régime Allet de payer les sommes perdues par la mauvaise gestion de la Banque cantonale. Un emprunt était-il nécessaire ? L'opposition élevait la voix pour clamer que le gouvernement conduisait le pays à la ruine. Le fédéralisme était-il en danger ? Les chefs radicaux accusaient le Conseil d'Etat de ne pas savoir mettre à profit la manne fédérale. L'Etat voulait-il améliorer l'instruction publique en introduisant le clergé dans les commissions scolaires ? L'op-

position affirmait que les chefs conservateurs étaient sous la férule de la prêtraille qui n'avait rien à voir dans les questions politiques.

Ce fut un combat de tous les jours, un combat serré et dangereux, mais le parti conservateur avait à sa tête, en ces heures critiques, des hommes de valeur.

Au sein du Grand Conseil, le gouvernement opposait à ses farouches adversaires :

M. *Henri Bioley*, jeune avocat de 28 ans, fort habile dans ses répliques où ses connaissances juridiques déroutaient les attaques les plus adroites ;

M. *Ignace Zen-Ruffinen*, homme d'intelligence supérieure et financier avisé, dirigeant le département des finances d'une main sûre et énergique ;

M. *Jos. Chappex*, chef des Travaux publics, ingénieur capable, qui eut la tâche ingrate de liquider l'affaire de la ligne d'Italie ;

M. *Charles de Rivaz*, issu d'une famille libérale du Bas-Valais, qui joua le rôle de pacificateur auquel les hautes fonctions militaires qu'il avait occupées donnèrent un prestige fort utile.

Parmi les députés ardents à défendre la cause conservatrice, toute une phalange d'orateurs se distingua :

M. *Victor de Chastonay*, un des plus brillants députés, qui assura les destinées du parti par son intelligence et sa parole éloquente. Une mort prématurée mit fin à une carrière qui l'eût certes conduit au Conseil fédéral ;

M. *Ferdinand de Montheys*, surnommé le Démosthène valaisan, remuait l'auditoire par son éloquence de tribun ;

M. *Maurice Evéquoz*, homme pratique, objectif et direct qui ne se laissait jamais démonter par ses adversaires ;

M. *Cyprien Barlatay*, député de Monthey, orateur bouillant et pathétique ;

M. *Dumoulin*, dont l'ardeur juvénile faisait vibrer la corde de l'idéal et de l'enthousiasme.

Parmi les hauts-valaisans figuraient :

MM. *Antoine* et *Léon de Roten*, tous deux issus d'une famille illustre et ardents défenseurs des principes conservateurs ;

M. *J.-B. Graven* qui désorientait ses adversaires par ses discours incisifs, parsemés d'interrogations.

Entourés de cette phalange de citoyens éminents, M. Alexis Allet et Antoine Ribordy, anciens conseillers d'Etat, continuèrent à siéger au sein du Grand Conseil. Malgré les rudes attaques dont ils étaient l'objet, ils affrontèrent le combat avec sérénité. Appelés à présider des commissions importantes, ils apportèrent leur compétence dans tous les débats. Le procès en responsabilité civile que leur avait intenté le gouvernement ayant tourné en leur faveur grâce à la solide argumentation de leur avocat, les anciens membres du Conseil d'Etat de 1870 furent réhabilités et les électeurs leur témoignèrent leur ancienne confiance. C'est ainsi que M. Antoine de Riedmatten fut nommé préfet du district de Sion ; M. Léopold de Sépibus, juge cantonal ; Antoine Ribordy, député et vice-président de Sion et M. Allet, député de Loèche. Tous quatre moururent en fonctions.

## La question religieuse

### Le Kulturkampf et l'affaire de Genève

Après sa victoire sur la France en 1871, Bismarck, appuyé par le puissant parti national libéral, déclencha une lutte violente contre le clergé catholique. Ce fut le Kulturkampf.

Le pape Pie IX, dans son Syllabus, condamna les doctrines de Bismarck et un nouveau parti, le «Centrum» se fonda en Prusse pour résister au Chancelier de fer.

Pour dompter les catholiques et les protestants qui ne voulaient pas se soumettre, Bismarck recourut à l'emprison-

nement, à la confiscation des biens du clergé et à des mesures légales tendant à contraindre le clergé à se soumettre au contrôle de l'Etat.

Un tel mouvement ne pouvait manquer d'avoir ses répercussions en Suisse. Au Congrès radical de Soleure, Augustin Keller, d'Argovie, et Vigier de Soleure donnèrent le signal de la lutte. Suivant le mot d'ordre, Carteret à Genève décida d'entreprendre contre les catholiques suisses une campagne féroce et d'introduire dans la nouvelle Constitution fédérale des articles dirigés contre l'Eglise.

Carteret, successeur de James Fazy, devint chef du parti radical et fit preuve d'un sectarisme incroyable.

Les catholiques avaient à leur tête un enfant de Carouge, Mgr Mermillod, orateur éloquent et homme d'initiative. Le pape l'ayant nommé coadjuteur de Mgr Marilley, évêque de Lausanne et Genève, Carteret refusa de le reconnaître et lui interdit d'exercer ses fonctions épiscopales et de Curé de Notre-Dame. Un recours fut alors adressé au Pape qui nomma Mgr Mermillod vicaire apostolique de Genève. Furieux, Carteret s'adressa à M. Cérésolle, président de la Confédération, qui déclara la décision du Pape nulle et non avenue et prononça l'expulsion du citoyen Mermillod.

Carteret n'en resta pas là. Il constitua, par voie constitutionnelle et par législation ordinaire, une église qui devait être une extension du régime démocratique. Les vicaires et les curés devaient être élus par les électeurs et les prêtres ainsi nommés devaient prêter serment de fidélité à cette loi, qui fut, au sein du Grand Conseil, votée par 77 voix contre 11.

Parmi les opposants figuraient James Fazy et Gustave Ador ainsi qu'un grand philosophe protestant, Ernest Naville.

Dès qu'il apprit que la loi était mise en vigueur, le père Hyacinthe Loyson, excommunié par le Pape, arriva à Genève et se fit élire Curé de Notre-Dame.

Poursuivant son offensive, Carteret ordonna que les églises et presbytères fussent mis à la disposition des curés salariés par l'Etat. C'était la confiscation.



Alarmés, les catholiques genevois s'adressèrent aux Chambres fédérales. La Commission du Conseil national, chargée de rapporter sur cette loi, était composée de quatre radicaux et d'un conservateur, représenté par M. Gross, conseiller national valaisan. Les quatre radicaux, malgré l'opposition de M. Gross, proposèrent d'accorder la sanction fédérale à la loi Carteret.

Devant l'Assemblée, MM. Rœmer et Joly, rapporteurs de la Commission, estimèrent que les catholiques genevois devaient rendre à Dieu ce qui est à Dieu et à César ce qui est à César. En conséquence, ils devaient se soumettre aux lois constitutionnelles de leur canton. M. Gross, prenant la parole, présenta un rapport éloquent pour prouver que la loi Carteret n'était qu'une violation de la Constitution genevoise et de la Constitution fédérale.

« Vous voulez, s'écria-t-il, remplacer une religion existante par une religion d'Etat ? Vous voulez créer un schisme et cet attentat inouï à la liberté religieuse serait sanctionné par le Conseil fédéral ? N'est-il pas extraordinaire d'entendre le Grand Conseil d'un des cantons les plus éclairé de la Suisse discuter du droit canon, de théologie, de cultes, de sacrements et de le voir s'ériger en Concile ? Messieurs, que l'on vote cette loi, que l'on dépouille nos temples, qu'on les remette à des dissidents qui n'ont plus de catholique que le nom, vous verrez ces temples devenir déserts, les prêtres devenir apostats, mais la foi, en présence de ces attentats à la liberté, se réfugiera au fond des cœurs plus inébranlable que jamais. Qu'on aille même jusqu'à la persécution, les catholiques ne se soumettront pas.

« Vous voulez, s'écria-t-il, remplacer une religion existante pour organiser chez lui le culte protestant. Ne crierait-on pas à la violation de la Constitution fédérale et à la violation de la plus précieuse de nos libertés, celle de croire à celle que nous estimons être la vérité. Les protestants ne sentiraient-ils point leur conscience se révolter, si un canton en majorité catholique voulait instaurer chez lui le culte protestant ? Nous, députés catholiques, serions les

premiers à défendre la cause du protestantisme au nom de la liberté religieuse.»

L'intervention de M. Gross fit une profonde impression au sein de l'Assemblée fédérale, mais M. Carteret réagit en répliquant :

«Vous parlez de traités en faveur des catholiques ? Mais en Suisse, il n'y a plus de traités pour les catholiques.»

Cette déclaration indigna les députés conservateurs et MM. de Weck, Vuilleret et Gross relevèrent ce qu'il y avait d'offensant dans l'attitude du représentant de Genève dont la thèse ne reposait sur rien d'équitable.

Pour ne point prolonger le débat, le Conseiller fédéral Welti intervint alors en faveur de la constitution de Genève, et l'Assemblée fédérale sanctionna la loi Carteret par un vote de 90 voix contre 20. Au Conseil des Etats M. de Montheys, dans un discours vibrant, protesta contre la loi et l'expulsion de Mgr Mermillod. Il fut appuyé par M. Graven qui contesta le bien fondé des arguments du Conseil d'Etat genevois en se basant sur les traités et les documents historiques.

L'énergique intervention des représentants du Valais fut, hélas ! sans résultat, et le recours des catholiques genevois fut repoussé comme au Conseil national.

La courageuse attitude des députés valaisans leur valut une lettre de Mgr Mermillod, exilé à Fernex, qui tint à leur exprimer les sentiments de sa profonde gratitude.

Comme le «Journal de Genève», commentant la décision fédérale, félicitait M. Cérésolé, président de la Confédération, d'avoir laissé entendre que Mgr Marmillot s'était adressé au Gouvernement français pour demander protection et secours, M. de Montheys profita de ce qu'il avait été pris à partie à raison du discours qu'il avait prononcé, pour publier, dans le «Courrier de Genève», une lettre ouverte adressée au président de la Confédération. Cette lettre était un modèle du genre. Tour à tour ironique, persifleur et habile, M. de Montheys démolit les arguments de M. Cérésolé. Il termina cette lettre sur cette phrase :

«Je crois avoir passé en revue tous les arguments de votre brillant discours concernant les mesures d'ostracisme prises contre Mgr Mermillod. Néanmoins, je me suis permis de remplacer la qualité de Monsieur que vous affectez d'employer, par celle de Monseigneur. Que cela vous déplaie : la politesse n'est jamais une offense.»

M. Cérésole devait encore être violemment critiqué par la presse conservatrice lorsqu'il écrivit à Mgr Agnozzi, chargé d'affaires du St-Siège en Suisse, pour lui signifier que le Conseil fédéral ne le reconnaissait plus comme représentant diplomatique et qu'il l'enjoignait à quitter le territoire de la Confédération.

Les raisons de cette exclusion étaient motivées par les accusations graves prononcées contre les autorités fédérales par le Pape Pie IX dans son encyclique «Etsi multa luctuosa». Les autorités étaient accusées d'avoir violé la foi publique et d'avoir, par l'expulsion de Mgr Mermillod, commis un acte honteux et plein d'ignominie.

Les cantons radicaux ne désarmèrent point pour autant. M. Arnold, représentant d'Uri, interpella le Conseil national au sujet de la proclamation du Gouvernement bernois à l'occasion du Jeune fédéral. Par l'organe du Conseiller fédéral Schenk, le Gouvernement helvétique répondit que cette question ne relevait pas du pouvoir exécutif. Néanmoins M. Antoine Roten, au nom du Valais, prononça un discours énergique pour protester contre l'attitude des cantons radicaux à l'égard des catholiques.

Dans cette période agitée, les questions religieuses restaient à l'ordre du jour. La nouvelle Constitution pouvait seule y mettre fin.

## Les répercussions de la question religieuse en Valais

Les débats qui se déroulèrent aux Chambres fédérales ne pouvaient manquer d'avoir leur répercussion en Valais.

L'organe du parti radical s'en empara et chercha à prouver que sur un million de catholiques suisses, la moitié seulement restaient attachés aux enseignements de l'Eglise.

La presse conservatrice riposta en déclarant que si les députés catholiques siégeant au Parlement fédéral n'étaient qu'au nombre de 21, on pouvait facilement en voir la raison dans la manœuvre radicale qui avait combiné les arrondissements fédéraux. Elle fit ressortir que si l'on n'avait formé qu'un seul cercle de la partie française du canton du Valais, jamais un seul de ses représentants radicaux ne serait allé à Berne. La représentation des partis au sein des Chambres fédérales n'était donc pas l'image exacte de la force des partis politiques.

Cette polémique devait engager les catholiques valaisans à organiser une grande manifestation religieuse à St-Maurice. Sur la terre arrosée du sang des martyrs de la Légion thébénienne, les catholiques renouvelèrent leur serment de fidélité à l'Eglise. Plus de 25,000 personnes répondirent à l'appel des chefs et défilèrent, fanfares en tête, drapeaux déployés, dans l'antique Agaune, pour se rendre ensuite à Vérollez où se dressait un arc de triomphe avec cette inscription :

«Thebeorum sanctum legionem colimus hodie.»

Mgr Marilley, Mgr Lachat, Mgr de Preux prononcèrent tour à tour de vibrantes allocutions. Aux acclamations de la foule on donna lecture d'un télégramme, envoyé par Pie IX, et d'un autre envoyé par Mgr Mermillod, à Fernex.

Cependant la polémique reprit de plus belle au sujet du mariage civil ainsi qu'au sujet de la centralisation scolaire et de la nomination de l'Evêque par le Grand Conseil.

Les questions religieuses étaient devenues le champ de bataille de la politique valaisanne, et ce fut dans cette atmosphère de lutte que se déroulèrent les élections au Grand Conseil.

MM. Victor de Chastonay, Bioley et Antoine Roten prirent la tête du mouvement. La «Gazette du Valais», dirigée par M. Aebischer, mena une campagne vigoureuse. L'histoire du pays, les libertés helvétiques, le nom des fondateurs de

la Confédération furent évoqués ; mais, dans son zèle à défendre la cause conservatrice, le dévoué rédacteur commit des maladresses. Ne déclara-t-il pas qu'en 1844 les députés valaisans avaient voté à la Diète la suppression des couvents d'Argovie !

Ainsi mis en cause, les députés Ch. de Rivaz et Maurice Barman qui, en 1844, siégeait à la Diète, ripostèrent avec énergie en exhibant un compte rendu des séances qui prouvait qu'ils avaient alors fait inscrire leur protestation contre la suppression des couvents, parce qu'elle était contraire à la Constitution de 1815.

Les attaques radicales redoublèrent de violence :

« Vous allez chercher votre mot d'ordre à Rome, disaient les radicaux ». « Vous allez chercher le vôtre à Berlin, répliquaient les conservateurs ».

Cette lutte ardente se termina par un vote disputé. Le parti conservateur emporta la victoire.

Comme la Constitution fédérale de 1874 avait été acceptée, les radicaux se calmèrent. Ils se rendaient d'ailleurs bien compte que la violence des attaques sur le terrain religieux irait à fin contraire.

### La question des chemins de fer

Si la science progressa au XVIII<sup>me</sup>, au XIX<sup>me</sup> et pendant les premières années du XX<sup>me</sup> siècle, elle ne put, néanmoins, obtenir de résultats tangibles, car la paix de Westphalie (1648) et le Traité de Vienne (1815) avaient constamment mis les grandes puissances en conflit.

Le développement de l'esprit scientifique ne pouvait s'opérer que dans le milieu restreint des élites intellectuelles ; aussi ce ne fut qu'au moment où la pensée scientifique et philosophique prit contact avec les esprits indépendants que l'héritage des savants permit de vastes progrès dans le domaine de la science appliquée. L'industrie métallurgique se développa peu à peu et de nouvelles machines allaient révolutionner le monde moderne.

Il est intéressant de noter qu'en 1800, un citoyen valaisan, M. de Rivaz, obtenait un brevet pour l'invention d'une machine à vapeur.

En 1804, Trévithick construisit la première locomotive et, en 1825, le premier chemin de fer entre Stockton et Darlington (Angleterre) fut inauguré. A partir de 1830, les chemins de fer se multiplièrent et vers le milieu du XIX<sup>me</sup> siècle, l'Europe était sillonnée par un réseau de voies ferrées.

Pour ce qui concernait notre pays, sa situation géographique, son morcellement en 22 cantons, républiques souveraines et indépendantes, mirent un obstacle sérieux à l'établissement des voies ferrées. Ce ne fut qu'en 1844 que fut établie la petite ligne de Bâle à St-Louis et que plus tard, en 1847, fut construite celle de Zurich à Baden.

La constitution centralisatrice de 1848 devait permettre d'envisager la question sur un plan général et de lui donner un intérêt national.

C'est dans cet ordre d'idée que le conseiller national, Alfred Escher, de Zurich, déposa une motion devant le Conseil fédéral, pour l'étude d'un plan d'ensemble.

Le Conseil fédéral fit alors appel à deux ingénieurs anglais, qui proposèrent une ligne devant relier le Rhône au Rhin, en passant par Genève-Neuchâtel-Bâle et une ligne Bâle-Lucerne-St-Gothard, avec embranchement sur Zurich-Berne-St-Gall-Coire.

Le devis de ces travaux s'élevait à 114 millions de francs, dont la Confédération devait assumer le tiers et les cantons un autre tiers.

Naturellement, devant les Chambres fédérales, ce projet fut vivement critiqué par les cantons préteritis. Une divergence d'idée s'éleva entre la Suisse romande et la Suisse alémanique, à laquelle devait s'ajouter une lutte de prestige entre Zurich et Berne.

Puis la question se posa de savoir si cette entreprise serait une affaire d'Etat ou une affaire privée. Après une discussion mémorable entre les deux Chambres, une loi fut votée qui abandonnait aux cantons la construction des che-

mins de fer dont l'exploitation pouvait, toutefois, être concédée à des compagnies privées. La Confédération se réservait simplement le droit de ratifier les éventuelles concessions.

Aussitôt de nombreuses compagnies se constituèrent.

La *Compagnie Centrale* construisit la ligne Bâle-Olten-Berne ; la *Compagnie du Nord* s'occupa de la ligne Baden-Zurich-Constance, et la *Société de l'Ouest-Suisse* entreprit la construction de la ligne Morges-Yverdon, avec un projet de ligne Genève-Lausanne-Berne avec embranchement éventuel sur le Valais.

Les capitaux furent fournis par la France et les travaux commencèrent.

L'établissement de ces différentes lignes s'effectua sans grandes difficultés, mais lorsqu'il s'agit de passer à la réalisation du raccordement de ces tronçons, un violent antagonisme opposa les « barons ferroviaires » ainsi que l'on surnommait les hommes politiques, tels que Escher et Stämpfli, qui se trouvaient à la tête de ces compagnies.

Un autre conflit éclata entre les cantons de Fribourg et Vaud, au sujet du tracé de la ligne qui devait relier Genève et Berne. Finalement le projet de la ligne actuelle fut adopté et réalisé par la Société de l'Ouest-Suisse.

Vers 1850, les grandes lignes du réseau central étaient en voie d'achèvement et avec elles les principales lignes du territoire helvétique.

C'est alors que le grand problème des liaisons transalpines s'imposa aux différents Etats intéressés.

Pour aller, par terre, de France en Italie, on pouvait alors suivre trois routes : la route du Mont Cenis, celle du St-Gothard et celle du Simplon.

La route du Mont-Cenis était la plus fréquentée, celle du St-Gothard la plus pittoresque, mais si l'on traçait une ligne droite de Londres à Brindisi, c'est-à-dire au port le plus rapproché de l'Isthme de Suez et des Indes, cette ligne droite passait par Paris et le Simplon.

En 1850, lorsque le Conseil fédéral fut chargé par les Chambres de leur soumettre un plan d'ensemble sur l'établis-



sement des chemins de fer en Suisse, il songea au raccordement de la ligne Coire à Biasca par le Lukmanier, mais il n'en put préciser le mode d'exécution, car de l'avis des experts, eux-mêmes, à l'approche de la région des Alpes, il n'y avait plus de probabilité que les locomotives puissent servir.

L'opinion des ingénieurs sur le projet du Lukmanier n'était guère encourageante :

«Au-delà de Disentis, disaient-ils, il serait impossible d'établir le chemin autrement que par des plans inclinés desservis par des appareils fixes.»

Non seulement les experts techniques et les ingénieurs, mais également les représentants de l'industrie et du commerce prétendaient qu'il était impossible de vaincre cet obstacle gigantesque et de réunir le tronçon du Nord à celui du Midi.

Le 7 avril 1851, le Conseil fédéral adressa un message dont voici la teneur :

«L'obstacle que les hautes montagnes opposent aux chemins de fer n'est que trop réel. Le cirque des Alpes de Marseille à Trieste, présente partout les mêmes difficultés. Il est probable que le temps en viendra à bout ; en attendant notre situation n'est pas pire que celle de nos voisins.»

C'était dire par là combien la solution de ce problème s'avérait compliquée et délicate.

Néanmoins, en 1856, sur l'initiative de Escher, le percement du St-Gothard fut envisagé de préférence à celui du Simplon, car pendant longtemps on avait considéré comme une utopie l'idée de relier par une voie ferrée la Suisse occidentale au Valais. D'ailleurs, Escher, par son influence et ses intrigues avait réussi à obtenir l'appui de Bismark.

Bien que la France fut favorable au percement du tunnel du Simplon, le projet Escher l'emporta et le 15 octobre 1869, une convention internationale fut conclue, écartant les projets concernant le Lukmanier, le Splügen et le Simplon et décidant le percement du St-Gothard dont le devis s'élevait à 85 millions.



Mais revenons au projet d'établissement d'une voie ferrée dans le Valais.

Nous venons de dire que pendant longtemps, on avait considéré comme une utopie l'idée d'établir une liaison ferroviaire entre la Suisse occidentale et le canton du Valais.

Le Conseil fédéral en avait écarté la réalisation, lorsqu'en 1852, la loi vint consacrer le principe de l'abandon des voies ferrées à l'initiative privée.

Les cantons y trouvèrent un raffermissement de leur souveraineté ; mais, par contre, ils furent réduits à attendre le bon vouloir des financiers, quand ils ne furent pas livrés aux entreprises mercantiles de certains brocanteurs de concessions. Le canton du Valais fut le premier à en faire l'expérience.

A cette époque, le Valais ne disposait pas des mêmes ressources que de nos jours. Son agriculture était fort négligée et son industrie quasi inexistante. On comprend que l'Etat valaisan n'ait pas réussi à convaincre les capitalistes suisses de la nécessité de construire une voie ferrée devant relier St-Gingolph à Brigue, sur un parcours de 122 km.

Devant ces échecs successifs, l'Etat du Valais orienta ses recherches à l'étranger.

C'est alors que M. J. Barman, ministre suisse à Paris, rencontra l'homme qui devait permettre la réalisation du projet que l'on considérait, au sein même du Grand Conseil vaudois, comme une entreprise sans avenir.

Ayant entendu parler d'un certain Pierre-Adrien de La Valette, ancien rédacteur de «l'Assemblée nationale», promoteur d'une ligne de chemin de fer dans le sud-ouest, M. Barman se mit en rapport avec cet homme d'affaires qui, à coup sûr, devait avoir une conception bien originale et fantaisiste de la construction d'une ligne de chemin de fer en Suisse, si l'on doit en juger par le projet de contrat qu'il tenta de faire adopter par le gouvernement valaisan.

Aux termes de ce contrat, Pierre-Adrien de La Valette réclamait, à titre de subvention, 2000 hectares de terrains cultivables, 10,000 hectares de terrains déboisés, la propriété des chutes d'eau et carrières non exploitées, en outre, le sol et

les abords de diverses curiosités naturelles, telles que le Monte-Rosa, le Cervin, le Monte-Leone, l'Eggishorn, le Gornergrat, la Pierre-à-Voir, les Dents du Midi, cinq glaciers y compris celui du Rhône, les lacs d'Orsières, en toute propriété et avec le droit d'y régler un tarif de visites, etc., etc. ...

L'aplomb imperturbable de cet étrange homme d'affaires ne fut pas sans dérouter les autorités valaisannes, peu familiarisées dans le commerce de ces aventuriers d'un nouveau genre, nés du capitalisme naissant.

Aussi, sans donner entière satisfaction aux exigences extravagantes de M. de La Valette, le Conseil d'Etat valaisan s'engagea, néanmoins, à reconnaître une subvention gratuite de terrains, dont la qualité et la quantité feraient l'objet d'une nouvelle négociation, et le droit pour 99 ans d'établir un service de visite aux abords des curiosités naturelles, telles que montagnes, lacs et glaciers. Cependant, dans sa séance du 21 janvier 1853, le Grand Conseil délibéra sur l'acceptation du premier projet de concession pour l'établissement d'une ligne de chemin de fer, depuis le lac de Genève au port du Bouveret, jusqu'à Sion.

Les débats furent ardues, ils durèrent de une heure de l'après-midi jusqu'à 9 heures du soir.

Cette séance, présidée par M. Ch.-L. de Bons débuta par la lecture du rapport, présenté par MM. Clementz et Antoine de Riedmatten, sur la demande en concession de chemin de fer.

Le préambule étant adopté, M. de Stockalper, député de Brigue, formula une proposition tendant à assurer la continuité du chemin de fer jusqu'au Simplon, soit à décider si le chemin de fer passerait par le Simplon ou par le St-Bernard.

M. Ant. de Riedmatten fit alors observer que la Haute Assemblée devait, avant tout, assurer au Valais une ligne de chemin de fer qui, aboutissant à Sion, serait une corne d'abondance pour la partie occidentale du pays, puisque les voyageurs arrivant à Sion mettraient plus de temps à traverser le pays que si la voie ferrée était prolongée jusqu'au-delà de la frontière.

Plusieurs membres regardèrent la proposition de M. de Stockalper comme tendant à l'ajournement de la question, puisqu'elle était entièrement étrangère au projet de convention alors en discussion.

Après avoir entendu l'avis de différents orateurs, M. Al. Allet invita l'assemblée à se rallier au projet de la ligne la plus longue possible, soit jusqu'à Sion. Quant à celle passant par le St-Bernard, il se déclara convaincu qu'elle avait moins de chance de réussir que celle du Simplon, attendu que le gouvernement sarde n'était pas disposé à faire des sacrifices pour le tunnel du Menouve, qui dès lors serait trop onéreux pour le canton du Valais.

D'un autre côté, il estima que le passage avec des chemins de fer à travers les Alpes était impossible et qu'il n'y avait pas lieu de prendre une décision sur la proposition de M. de Stockalper, mais que pour obtenir le plus possible, il fallait réserver un terme assez court, pendant lequel la préférence serait accordée à la société qui offrirait la ligne la plus longue à travers le pays.

Après avoir entendu la lecture d'une lettre de la légation sarde en Suisse, annonçant que le gouvernement sarde insistait vivement pour l'établissement d'une route à char par le Grand St-Bernard, et pour le percement du Mont Menouve, M. de Stockalper retira sa proposition et l'Assemblée adopta le point de vue de M. Allet.

Entrant en discussion en second débat, M. Claivaz développa les moyens dont il s'était servi à Paris et les difficultés qu'il y avait rencontrées pour tâcher de faire prolonger la ligne jusqu'à Brigue. Il exposa l'impossibilité où il a été d'obtenir ce prolongement, qui du reste n'était pas dans l'intérêt du Haut-Valais. On avait, effectivement, fait remarquer que les plus grands intérêts du pays demandaient que la voie ferrée s'arrêtât au centre du Valais. «Ce projet était si beau, cette entreprise si attrayante, déclara M. Claivaz, que si j'éprouve une crainte de ne pas la voir se réaliser, cette crainte viendrait de ce qu'elle est trop belle.» Il serait donc bon, ajouta-t-il, de ne pas apporter trop de changements à la convention, afin de

ne pas nous exposer à voir la société revenir de la convention parce qu'elle aura été trop modifiée.

Après quelques discussions de détails, le 22 janvier 1853, le Grand Conseil du canton du Valais ratifia la concession demandée par M. Pierre-Adrien de La Valette, et une convention fut passée entre l'Etat valaisan et ce dernier, aux termes de laquelle la concession était accordée pour une durée de 99 ans, aux clauses et conditions déterminées par 36 articles approuvés par le Grand Conseil.

Cette convention fut ratifiée le 2 février suivant par l'Assemblée fédérale.

Ce ne fut cependant qu'au mois d'avril 1856 que les concessionnaires constituèrent une société au capital de 25 millions de francs sous le nom pompeux de *Chemins de fer de la ligne d'Italie*.

Cette compagnie ne se pressa pas de commencer les travaux, ni de fournir la justification de ses ressources financières. Aussi le Conseil fédéral déclara, en 1856, la concession périmée. Bien que le gouvernement valaisan ait recouru contre cette décision, les Chambres fédérales, par l'arrêté du 17 juillet de la même année, écartèrent ce recours, mais accordèrent néanmoins un nouveau délai et autorisèrent le Conseil fédéral à rétablir la concession dans le cas où la compagnie tiendrait ses engagements.

Le 29 novembre, la Compagnie réussit à conclure avec Cavour, premier ministre de Sardaigne, une convention provisoire qui lui assurait la concession des lignes du Châblais : de la frontière genevoise à St-Gingolph, et d'Ossola, d'Arona à la frontière suisse, avec faculté de s'arrêter à Domo ou à Crevola.

Cette convention obtenait la sanction royale le 12 juin 1857. Pour en tenir compte, la Compagnie porta son capital à 60 millions de francs.

La Compagnie espérait compléter une grande artère internationale de 300 kilomètres de Genève à Arona, par la jonction du chemin de fer du Chablais à celui de Lyon ;

mais le Conseil d'Etat de Genève, après lui avoir fait entrevoir une subvention en 1857, retira sa promesse à la suite de la rupture entre M. de La Valette et James Fazy.

Dans l'intervalle, la Compagnie confia l'exécution de la ligne du Bouveret à Sion à un entrepreneur général, pour le prix forfaitaire de 12 millions.

Et la Compagnie, entre les cahots d'une existence mouvementée, réussit, tant bien que mal, à construire la section du Bouveret à Martigny, ouverte à l'exploitation en 1859.

Mais les embarras financiers et les divisions intestines continuaient à déchirer cette compagnie dont le conseil d'administration siégeait à Paris et le comité de direction en Suisse. De part et d'autre, on s'accusait de mauvaise foi et d'indélicatesse.

Il convient de mentionner en passant, que la construction du réseau compris entre le Bouveret et St-Maurice permit et facilita la réfection du canal Stockalper ainsi que l'assainissement de la plaine du Rhône, dont les eaux au cours impétueux inondaient souvent la région de ses débordements.

En 1860, la ligne arrivait jusqu'à Sion.

Grâce à une habile réclame et de fastueuses fêtes d'inauguration, auxquelles toute la presse étrangère fut invitée, la Compagnie réussit à faire souscrire de nouvelles actions et à placer des obligations, dont le produit, hélas ! devait être destiné à de toutes autres fins.

Mais la mauvaise administration, les conflits incessants devaient forcément aboutir à la faillite de la Compagnie.

Effectivement, le Tribunal de Commerce de Genève prononça le jugement de faillite en juillet 1865, alors que, trois jours auparavant, le Conseil d'Etat du Valais avait pris la précaution de mettre le chemin de fer sous séquestre par l'autorité de l'ingénieur de Muralt. Un arrêté du Conseil d'Etat, ratifié par le Grand Conseil, établit alors le cahier des charges pour la vente aux enchères de l'actif de la fameuse Compagnie des Chemins de fer d'Italie. Après deux enchères sans résultat, la ligne fut finalement adjugée à la nouvelle *Compagnie internationale d'Italie*, pour le prix de fr. 2,500,000.—.

Représentée par l'ancien concessionnaire de La Valette, cette nouvelle compagnie prit possession de la ligne le 1er août 1867. Le 23 novembre le Grand Conseil accordait la concession d'exploitation pour le parcours de Sion-Sierre-Loèche-Brigue et Bouveret-St-Gingolph.

Cette concession ne fut ratifiée par les Chambres fédérales que le 15 mai 1868.

La nouvelle *Compagnie d'Italie*, dirigée par les mêmes hommes, ne fut pas plus brillante que sa devancière.

N'inspirant aucune confiance, son crédit fut ruiné et elle se trouva bientôt dans l'impossibilité de poursuivre les travaux. Le gouvernement valaisan, que présidait M. Ch. de Rivaz, la menaça d'un nouveau séquestre.

A cette époque, la nouvelle Compagnie d'Italie entreprenait le prolongement de la voie ferrée jusqu'à Brigue. Le tronçon Sierre-Loèche devant être terminé pour le 30 juin, la Compagnie, dont nous avons appris la déplorable administration, profita de la guerre pour invoquer le cas de force majeure et suspendre les travaux en cours.

L'Etat du Valais s'estimant lésé, réclama une somme de 4 millions de francs à la Compagnie qui, naturellement, refusa.

La Confédération intervint dans ce litige et promulga une nouvelle loi, par laquelle les cantons ne pourraient plus accorder des nouvelles concessions.

La promulgation de cette loi provoqua au sein du Grand Conseil valaisan, au cours de la session du 15 janvier 1873, un véritable coup de théâtre.

Effectivement, la Compagnie du Simplon, qui avait adressé en date du 11 janvier une lettre au Conseil fédéral pour lui demander de lui indiquer les démarches à faire en vue de régulariser sa situation compromise, reçut une réponse négative du gouvernement fédéral qui objectait à cette requête la mise sous séquestre de la ligne par le gouvernement valaisan.

Cette décision alarma les dirigeants de la Compagnie et le comte de Keratry, se substituant à M. de La Valette, vint

à Sion exposer en public les bases de son projet, promettant de l'argent pour poursuivre les travaux, assurant l'appui du gouvernement français pour la réalisation du percement du Simplon.

M. Lanfrey, alors ministre de France à Berne, intervint également auprès de M. Cérésolo, président de la Confédération, mais celui-ci répondit que le Conseil fédéral se trouvait dans l'impossibilité d'entrer dans ses vues puisque la nouvelle loi était entrée en vigueur.

Le gouvernement valaisan se trouvait donc dans une impasse. Il ne pouvait, dans l'intérêt du canton, partager l'opinion du Conseil fédéral. Effectivement, l'Etat du Valais ne pouvait perdre de vue la situation avantageuse du canton s'il s'assurait la possession de la ligne.

A ce moment-là, la direction du chemin de fer était valaisanne, tous les employés étaient valaisans et la Compagnie ne pouvait modifier les tarifs et les horaires sans le consentement du canton. En outre, la ligne offrait de libres débouchés habilement combinés pour les intérêts du Valais qui pouvait s'étendre d'un côté sur les ports du Lac Léman, de l'autre jusqu'au centre de la Lombardie. L'Etat ne pouvait oublier la large contribution de la France à la construction de la ligne, ni la subvention du gouvernement français que les efforts de M. Allet avaient assurés.

Si la Compagnie concessionnaire, tombée en déchéance, passait à la Compagnie de l'Ouest, c'était alors le canton de Vaud qui en tirerait tous les avantages.

La situation s'avérait délicate et le Conseil d'Etat valaisan se devait d'étudier scrupuleusement la question.

A cet effet, il présenta un message qui fut soumis à une commission présidée par M. de Werra.

Après étude du message, cette commission entra dans les vues du gouvernement et conclut :

1) Il n'est pas accordé d'entrée en matière sur les propositions du comte Keratry.

2) Tous les droits du canton résultant du cahier des charges, ratifié en 1866, ainsi que les conventions passées avec la



Compagnie étaient conservés, et l'Etat était invité à les sauvegarder.

La première proposition fut approuvée à l'unanimité, mais la deuxième donna lieu à une discussion avec le Conseil d'Etat qui proposa le texte suivant :

«Le Conseil d'Etat, s'il en est requis, est invité à arrêter, avec le Conseil fédéral, les conditions de vente du Chemin de fer et à y procéder en sauvegardant les droits du canton, à moins qu'une nouvelle demande de concession ne soit intervenue en temps utile et dans des conditions acceptables.»

Six membres de la commission sur huit adoptèrent ce texte, deux députés, par contre, le rejetèrent en déposant un autre texte aux termes duquel le Conseil d'Etat n'était autorisé à faire procéder à la vente du Chemin de fer qu'autant qu'une solution à l'amiable serait reconnue impossible.

M. Allet appuya les deux membres de la minorité, MM. Pignat et A. Morand, qui craignaient qu'une telle décision ne froissât la France, et s'élevaient contre l'attitude du Conseil fédéral.

M. Allet prononça au sein de l'Assemblée un discours retentissant. Il excusa la Compagnie de n'avoir pu tenir ses engagements, ses projets ayant été complètement bouleversés par la guerre franco-allemande. Il affirma que la déchéance de la Compagnie n'était pas légale et que tout devait être entrepris pour sauvegarder les droits du canton en rentrant en relations avec la Compagnie du Simplon.

La puissante argumentation de M. Allet avait entraîné les indécis et semblait donner gain de cause à la minorité, lorsque M. Victor de Chastonay prit la parole pour présenter, avec une grande habileté, une nouvelle proposition qui menageait le Conseil fédéral, le Gouvernement français et le groupement Keratry.

Cette proposition fut votée par 72 voix contre 12.

La minorité était battue et le Conseil d'Etat pouvait agir librement.



Aussi, en septembre 1872, le Conseil fédéral, usant de la loi qui rendait à la Confédération le droit d'accorder des concessions, prononça la déchéance de la compagnie.

Cette mesure amena l'Etat du Valais à mettre à nouveau la ligne sous séquestre en chargeant le Conseiller d'Etat Chappex de l'administrer.

Le 5 mai 1873, le Conseil fédéral décida la mise aux enchères de la *Ligne d'Italie* pour le prix de fr. 3,800,000.—.

### Les enchères de 1874

Ces enchères, qui devaient avoir lieu le 26 novembre de la même année, furent renvoyées au 4 mars 1874 et le Conseil fédéral en modifia les conditions en abaissant l'enchère à fr. 10,000.—, la mise à prix de la ligne étant fixée à fr. 2,830,000.—. L'adjudication devait être donnée au plus offrant et dernier enchérisseur, après publications préalables.

Les conditions étaient conçues de telle manière que les uns y voyaient la vente à tout prix, tandis que les autres estimaient qu'elles ne permettraient pas de descendre au-dessous du quart du prix de taxe et, qu'une fois arrivée à ce chiffre, la mise à prix serait entreprise et la vente poursuivie jusqu'à l'adjudication.

Le Conseil fédéral fut invité à donner des éclaircissements au sujet de la portée de ces conditions et à en fixer le sens exact. Sa réponse ne laissa aucun doute : c'était la vente à tout prix.

*Chaque acquéreur devait déposer la somme de fr. 500,000, ou un cautionnement pour le même montant, avant le 25 février, à la Banque vaudoise. Passé ce terme, il ne pouvait plus être admis à miser.*

Cette condition devait créer une situation délicate entre le Conseil d'Etat valaisan et le Conseil fédéral.

Un incident éclata qui ne laissa pas de défrayer la chronique.

Sachant que dans le sein du Grand Conseil valaisan, de nombreux députés étaient adversaires de l'acquisition du chemin de fer par l'Etat du Valais, le Conseil fédéral subordonna l'acceptation du dépôt à effectuer à l'autorisation spéciale du Grand Conseil, avant que l'acquéreur soit admis aux enchères.

Avec indignation, M. Ch. de Rivaz, président du Conseil d'Etat, protesta contre cette mesure qui l'obligeait à consulter le pouvoir législatif sur la disposition du fonds de dépôts.

Le 24 février, à la veille du terme fatal, et malgré la persistance du Conseil fédéral à maintenir la restriction, le Conseil d'Etat valaisan envoya au Conseil fédéral le télégramme suivant : « Banque vaudoise est-elle autorisée à recevoir notre dépôt demain. Prière répondre immédiatement.

Le 27 février, soit après 3 jours d'attente, le Conseiller fédéral Schenk répondit par un télégramme ainsi conçu : « Banque vaudoise autorisée à recevoir votre dépôt demain. »

Ce demain n'était, hélas ! plus la date du jour fatidique, mais correspondait au troisième jour après l'expiration du délai.

Certain de sa bonne foi, le gouvernement valaisan demanda des précisions et le jour même le Conseiller fédéral lui manda la réponse télégraphique suivante :

« Recherches faites au sujet de votre télégramme du 24 courant, avons constaté que ce télégramme au lieu d'être consigné au Palais fédéral, a été porté à mon domicile et que le membre de ma famille qui l'a reçu a oublié de me le remettre. Veuillez excuser cet incident qui trouve réparation dans la décision du Conseil fédéral d'aujourd'hui. »

Ce retard mettait le gouvernement valaisan dans un cruel embarras. Aussi, sans vouloir suspecter la bonne foi du Conseiller fédéral Schenk, il lui parut toutefois bizarre qu'un télégramme important ait été remis au domicile de l'éminent magistrat et que personne n'ait songé à le lui remettre et, en conséquence, il adressait un nouveau télégramme au Conseil fédéral ainsi libellé :

Sion, le 27 février 1874.

Au Conseil fédéral, Berne

Votre retard de 3 jours pleins à répondre à notre télégramme du 24 écoulé, nous a confirmé dans l'idée que vous persistiez dans votre refus. Nous avons conséquemment cessé toutes démarches concernant le chemin de fer. Il est aujourd'hui trop tard pour que nous puissions, pour le 3 mars, préparer à nouveau dépôt, l'effectuer pour demain, recommencer les démarches abandonnées, réunir le Grand Conseil et faire des propositions fermes. Protestons contre fatalités qui ne sont pas notre fait.

Le Conseil d'Etat du Canton du Valais.

Ce bizarre incident ne devait pas manquer de provoquer les indiscretions de la presse romande dont un organe releva l'incident en des termes de savoureuse ironie :

Le 25 et 26 février, écrivait son correspondant, point de réponse de Berne ! Tout était donc fini pour le gouvernement valaisan. Il était évincé, car le silence du Conseil fédéral ne pouvait avoir une autre signification.

Le 27, à 11 h. 30, la réponse tant attendue pour le 24, arrive enfin à Sion et vient gravement annoncer au Conseil d'Etat valaisan qu'il pouvait effectuer *demain* le dépôt exigé. Hélas ! ce demain n'existait plus depuis 3 jours...

Etait-il possible, se demandait le chroniqueur, que pendant trois jours durant, la ville de Berne ait été plongée dans les ténèbres ? Les septemvirs commençaient-ils à imiter les sept dormeurs de la fable ?

Et bien non ! M. Schenk, président de la Confédération, a expliqué ce retard mystérieux. Tout simplement, le télégramme valaisan n'avait pas été consigné au Palais fédéral : premier malheur ! Il paraît qu'à Berne, à la barbe du Chef du Département, les employés du télégraphe ne se soucient guère de la ponctualité. Le télégramme avait été consigné au domicile de M. Schenk et remis à un membre de sa famille ; or ce membre avait oublié de le remettre à M. le Président : deuxième malheur !

Décidément il semble que l'on est bien oublieux dans la famille de M. Schenk, ancien pasteur !

Pauvres télégrammes valaisans...

Quelle plume assez exercée racontera vos aventures ?

Comme on peut s'en rendre compte, cet incident n'avait pas été sans causer une fâcheuse impression dans la presse Romande, mais le Conseil fédéral était arrivé à ses fins puisque le gouvernement n'avait plus la possibilité de convoquer le Grand Conseil et, de ce fait, se trouvait écarté des enchères du 4 mars 1874.

Ce jour-là, à deux heures de l'après-midi, M. Roguin, commissaire fédéral, ouvrait les enchères en donnant lecture du cahier des charges, mais annonçait, sitôt après, que le Conseil fédéral ordonnait télégraphiquement le renvoi de ces enchères.

Or, voici ce qui s'était passé.

Après avoir avisé les légations suisses de Paris, Rome et Berlin que les enchères devaient avoir lieu le 4 mars à Sion, il s'était gardé de faire la moindre publication dans les journaux. Aussi, puisque le canton du Valais avait été évincé, il ne restait qu'un seul acquéreur : la *Société de la Suisse occidentale*, soutenue d'ailleurs par les financiers vaudois et genevois. De ce fait, il n'y avait plus d'enchères publiques et M. Roguin aurait dû, conformément aux ordres, suspendre la séance, ce qu'il se garda bien de faire.

A la demande des actionnaires de la *Compagnie de la Suisse occidentale*, il télégraphia au Conseil fédéral pour lui demander de reprendre les enchères.

Ce dernier, sans en aviser la *Compagnie d'Italie*, ni le gouvernement valaisan, renvoya les enchères au 16 mars suivant, après avoir modifié le cahier des charges dans le sens que nous avons vu précédemment.

Le 16 mars, ayant écarté tous les concurrents, le Conseil fédéral adjugea la *Ligne d'Italie* au seul acquéreur présent, soit la *Société de la Suisse occidentale*, pour le prix de fr. 10,000.—. Somme dérisoire. Mais il est à remarquer que

l'Etat du Valais aurait dû dépenser près d'un million pour terminer la ligne jusqu'à Brigue.

Ce coup de force provoqua de vives protestations, mais le résultat de ces curieuses enchères fut maintenu et le Chemin de fer de la Compagnie d'Italie devint la propriété de la S. O. S. Cette dernière prit le nom de *Compagnie du Simplon*.

### Le projet du percement du Simplon

La victoire du Gothard avait coïncidé avec la décadence irrémédiable de la Compagnie d'Italie. Le discrédit dans lequel elle avait sombré était la cause principale de le défaveur qui frappait le Simplon, en Italie comme en Suisse, où l'on exploitait contre lui l'intérêt de l'industrie de l'Est autant que l'appât des subsides étrangers.

Si le Conseil fédéral avait parfois témoigné à M. de La Valette et à son entourage des égards immérités, il n'avait adopté cette attitude que pour ne pas paraître hostile à l'œuvre poursuivie par la Suisse romande.

Aussi, lorsque la Compagnie du Simplon fut constituée et qu'il se trouva en présence d'une administration sérieuse, le Gouvernement suisse n'hésita pas à appuyer les démarches que cette compagnie entreprit auprès du Gouvernement de Victor-Emmanuel.

En 1870, M. Alexis Allet, chef du gouvernement valaisan, prit l'initiative de constituer un Comité du Simplon, composé d'hommes influents de la Suisse romande.

Son but était de réunir le concours de tous les intérêts auxquels répondait la grandiose entreprise de la traversée des Alpes par le Simplon.

La construction des chemins de fer alpins devait être envisagée, non seulement sous le rapport de l'ordre matériel et commercial, mais surtout sous le rapport de l'ordre politique international. La Suisse, il est vrai, trouvait dans la chaîne des Alpes un rempart naturel à sa neutralité, et ce n'était pas sans une certaine appréhension que l'on devait envisager

le percement du tunnel du Simplon qui ouvrait une brèche par laquelle deux puissantes nations rivales avaient accès à l'Italie, risquant ainsi de troubler l'équilibre politique européen. D'aucuns envisageaient cette entreprise comme une atteinte à notre neutralité.

Courageusement, avec un sens politique avisé, M. Allet fit ressortir notre situation délicate qui ne nous permettait point de nous prononcer en faveur d'un pays plutôt que d'un autre.

Si l'Allemagne trouvait dans le St-Gothard une voie d'accès vers la Péninsule italienne, il était équitable que la France trouvât dans le Simplon la voie qui permettrait un égal avantage.

A l'occasion des fêtes d'inauguration de la ligne La Jougne-Vallorbe, M. Allet prononça un discours d'une portée internationale retentissante.

Devant le président de la Cour impériale de Besançon, le Conseiller fédéral Cérésole et les représentants du gouvernement vaudois, l'orateur salua avec enthousiasme l'ouverture de la ligne transjurane qui marquait le premier pas vers la réalisation du projet du Simplon.

Il profita de la circonstance pour insister à nouveau sur l'importance de cette œuvre qui, loin de nuire à celle du St-Gothard, rétablissait au contraire un équilibre entre les différents Etats intéressés.

Le projet du percement du Simplon semblait devoir aboutir dans un délai rapproché, lorsqu'un mois après les fêtes de Vallorbe, éclata la guerre franco-allemande, réalisant les plans de Bismarck résolu, par tous les moyens, à constituer l'unité allemande par l'accession des Etats du Sud à la Confédération du Nord. Les hostilités qui durèrent 6 mois, soit jusqu'en février 1871, se terminèrent par la défaite de la France qui dut accepter les sévères conditions de la Paix de Francfort.

## De la Compagnie du Simplon à la Compagnie Jura-Simplon

Le 7 mars 1876, ainsi que nous l'apprend M. J. Stockmar, historien du Chemin de fer du Simplon, la direction de la Compagnie fut autorisée à faire des études définitives et complètes du tunnel et de ses abords sur le territoire du Royaume d'Italie.

Elle reçut des personnages politiques les plus autorisés l'assurance que si elle parvenait à réunir les capitaux nécessaires à la construction du grand tunnel, l'Italie se chargerait des voies d'accès qui manquaient encore.

Pour donner à ses promesses un caractère officiel, la direction pria le Conseil fédéral de demander au Cabinet italien l'engagement de prendre à son compte les lignes destinées à relier le tunnel au réseau subalpin.

La réponse fut favorable et l'on étudia la réalisation d'un projet définitif.

Depuis 1857, différents avants-projets avaient été présentés, parmi lesquels celui de l'ingénieur Lommel et celui de l'ingénieur de Stockalper semblaient parmi les plus réalisables.

En 1869, la presse italienne releva les mérites de l'ingénieur de Stockalper dont l'étude sur le percement du Simplon avait été publiée et présentait un ouvrage remarquable.

Toutefois, l'insuffisance de ces études préliminaires apparut clairement lorsqu'éclata la crise du St-Gothard.

Le conseil d'administration de la Compagnie du Simplon appréciant sainement la situation, déclara à l'assemblée générale que «seules les études basées sur des plans à grande échelle et représentées par des documents sérieux et inattaquables, pourraient effacer le scepticisme qui planait sur la réussite d'une ligne alpine suisse et rétablir la véritable solution du problème, celle du chemin à travers les Alpes, solution possible seulement au Simplon.»

En Italie, la sympathie et la bonne volonté des autorités et des populations en faveur de l'œuvre commune s'affirmaient toujours davantage.

En France, les manifestations pour le Simplon se succédaient et le Conseil général de la Seine avait émis à plusieurs reprises un vote favorable.

En 1879, le Conseil fédéral proposait officiellement la réunion d'une conférence internationale, mais en 1881, le renouvellement de la Chambre ayant eu lieu, il fallut reprendre «ab ovo» toute l'affaire du Simplon.

En 1881, une crise financière mit fin à l'existence de la Compagnie du Simplon.

Le 21 mars 1881, l'Assemblée fédérale ratifia un traité de fusion entre la Compagnie de la Suisse occidentale et la Compagnie du Simplon. Cette fusion amena la création de la Compagnie des chemins de fer de la *Suisse occidentale et Simplon, S. O. S.*

A la suite d'une démarche du Conseil fédéral, en 1887, le Ministre des Travaux publics d'Italie chargea un ingénieur d'examiner les nouvelles études du Simplon avec les représentants du Département suisse des chemins de fer et de la S. O. S.

Une conférence eut lieu à Lausanne à ce sujet.

Après un échange d'explications avec la Légation suisse, à Rome, le Cabinet italien se montra disposé à entrer en négociations et à se faire représenter à la conférence proposée par le Conseil fédéral.

Cette conférence eut lieu en juillet 1889, mais dans l'intervalle, il se produisit un événement dont les conséquences devaient favoriser la réussite de l'œuvre du Simplon.

La Compagnie S. O. S. avait fusionné avec celle du Jura-Berne-Lucerne pour former la *Compagnie du Jura-Simplon* qui fut constituée le 27 décembre 1889 et commença ses opérations le 1er janvier 1890. L'œuvre gigantesque du percement du Massif du Monte-Leone, sur un parcours de 19 km. 730, fut entreprise en 1898.



Pendant huit ans, des milliers d'ouvriers creusèrent les murailles millénaires des Alpes et le 20 mai 1906, le Valais était relié aux plaines riantes et fertiles de la Lombardie.

Une ère nouvelle commençait, une ère de progrès techniques, scientifiques qui devaient permettre à notre pays d'atteindre la prospérité et le bonheur...

### Les jeux de Saxon-les-Bains

Si l'on consulte la bibliographie relative à la source de Saxon, on ne trouve aucun écrit qui puisse nous donner des indications sur l'époque à laquelle cette source fut découverte.

Au temps où commença sa réputation, on croyait généralement qu'elle avait existé autrefois dans la vallée de Bagnes et que les Romains en avaient fait un usage journalier durant leur période d'occupation.

De grandes convulsions, pensait-on, avaient dû faire disparaître cette source de son ancien lit pour la détourner, par dessous le Pic de la Pierre-à-Voir, et la faire reparaître près du village de Saxon.

Toutefois, si les gens du pays ignoraient son origine, ils se recommandaient, de père en fils, les propriétés curatives de ses eaux. La superstition, qui entre toujours pour quelque chose dans les idées du peuple, avait accrédité la légende de vertus surnaturelles, et après chaque guérison, l'on plantait une croix aux environs de la source, en signe de reconnaissance ; de sorte que ce qu'on appelait avant *La Fontaine chaude*, avait fini par devenir *La Fontaine aux croix*.

En 1839, le Dr Claivaz de Martigny, frappé, à la vue de plusieurs guérisons remarquables, de l'efficacité de ces eaux, fit établir, dans un but philanthropique, des bains provisoires, près de la source.

Avec des moyens si incomplets, et malgré la nécessité pour les baigneurs de se loger à une grande distance des bains

et de s'exposer ainsi, au sortir de l'eau, à toutes les intempéries de la saison, on obtint néanmoins des effets merveilleux.

Ce fut alors que le Dr Claivaz décida et fit exécuter la construction d'un établissement de bains et d'un hôtel pour recevoir les patients.

Le nombre des malades, qui vinrent chercher la santé à Saxon, s'accrut naturellement tout de suite. Les étrangers commencèrent à paraître au milieu des gens du pays et des environs.

Il est intéressant de rapporter, ici, la description pittoresque et avantageuse que les prospectus de l'époque faisaient de la contrée :

Saxon, nous dit un de ces prospectus, est situé dans la fertile vallée du Rhône, au centre de ces Alpes majestueuses, vers lesquelles se dirige le flot toujours grossissant des touristes. Le village proprement dit s'étend en amphithéâtre au milieu des prairies et des vignobles, sur le coteau qui forme la base du massif de la Pierre-à-Voir.

Le Nouveau Saxon ou Gottefrey est situé au pied de ce coteau, à côté de la station de la Ligne d'Italie. Dans une position isolée et complètement indépendante, masqué aux regards des curieux par des rangées de peupliers et par un parc touffu, se trouve l'Etablissement des Bains de Saxon.

La position est belle et d'une beauté toute particulière que l'on ne rencontre peut-être pas ailleurs. On ne peut mieux s'en rendre compte qu'en montant aux ruines du château seigneurial qui se trouve sur une petite éminence dominant toute la région.

La vallée du Rhône est très resserrée, elle est encaissée au nord par le Grand Chavalard, aux flancs sauvages et presque perpendiculaires, sur lesquels l'œil est étonné de rencontrer, çà et là, quelques chalets qui, parfois, semblent privés de toute communication avec la vallée.

La cime du Chavallard, aux contours nets et tranchés, dépourvue de toute végétation, offre un coup d'œil des plus pittoresques. Plus loin, c'est le revers du massif des Diablerets

qui s'élève à pic, comme une énorme muraille ravinée, déchiquetée, dominant un vallon verdoyant.

Du côté sud, au contraire, tout est vert et boisé. Au-dessus des prairies et des hameaux s'étendent de vastes forêts, puis des alpages où les troupeaux vont chercher leur nourriture pendant les mois d'été ; seule la Pierre-à-Voir, comme une sentinelle gigantesque émerge au-dessus des bois.

La vallée du Rhône, arrosée par les eaux limoneuses et rapides du fleuve, présente tour à tour des points de vue rians ou sévères.

En été, la température de Saxon est égale à celle d'Italie ; seulement les pluies y sont rares et remplacées par le vent d'ouest que les gens du pays appellent bise, vent frais et agréable pendant les grandes chaleurs.

L'air y est pur et sain, la bise chassant devant elles les émanations que pourraient exhaler les eaux du Rhône.

Du sommet de la Pierre-à-Voir, le regard étonné plane ; les glaciers, les lacs, les torrents, les villages se succèdent et présentent un panorama d'une étendue et d'une beauté merveilleuse.

On voit à ses pieds la vallée du Rhône, depuis St-Maurice jusqu'au Simplon ; au nord le lac Léman, la chaîne des montagnes du Jura, les Diablerets, la Gemmi, les montagnes de l'Oberland, au midi le Grand St-Bernard, le mont Vêlan, la vallée de Bagnes avec le Giétroz, le Mont Pleureur, ainsi appelé à cause des sources innombrables qui s'écoulent de ses flancs. Plus loin Zermotana, montagne qui sépare la vallée d'Aoste de l'Entremont ; à l'est le Simplon et le Monte Leone ; à l'ouest les Dents du Midi, le Mont-Blanc et les montagnes de la Savoie.

Le voyageur qui traverse la vallée du Rhône, de Sion à Saxon, n'a qu'à jeter ses regards sur les coteaux environnants pour revivre dans le Moyen-âge.

Tourbillon et Valère rappellent l'ancienne Sedunum et les luttes des évêques et de la noblesse valaisanne contre les farouches patriotes du Haut-Valais.

Saillon se pare encore de ses tours circulaires et de ses murs crénelés, débris du château que Thomas Ier de Savoie acheta en 1231.

Enfin, Saxon aussi conserve ses souvenirs historiques dans une tour circulaire, seul reste d'un ancien château détruit par l'évêque de Sion en 1475. Il appartenait au chevalier Anselme, qui dut ajouter à la perte de son château celle de sa tête, pour avoir voulu continuer la lutte des nobles contre les évêques.

Ces prospectus donnaient un dernier mot sur l'Etablissement de Saxon en ces termes :

«L'Hôtel et les Bains ont été mis par leurs propriétaires sur un pied des plus complets. Les embellissements qui les entourent ont été créés à grands frais. Les efforts les plus courageux ont mis le logement et la table à la hauteur de toutes les exigences. Un médecin d'expérience est attaché pendant toute la saison à l'établissement.

L'eau de Saxon s'exporte en grande quantité et peut se conserver très longtemps sans subir aucune altération.

Il en existe des dépôts à Paris, à Genève, à Lausanne et dans d'autres villes où la consommation en est considérable.

\* \* \*

Avec une telle réclame, la renommée des Bains de Saxon ne devaient pas manquer d'attirer de nombreux visiteurs étrangers et quelques années après l'ouverture de l'établissement, créé par le Dr Claivaz, la clientèle affluait dans la petite station balnéaire de la vallée du Rhône.

C'est alors que le Comandant Gaspard de Sépibus, comprenant la nécessité d'offrir aux hôtes de la station des divertissements qui puissent rompre la monotonie de leur séjour, prit l'initiative de construire un Casino, dans le voisinage de l'établissement des Bains, suivant ainsi l'exemple de la célèbre station de Baden-Baden, la ravissante petite ville de la Forêt Noire dont les thermes étaient déjà réputés à l'époque romaine.

Le 20 juillet 1845, la commune de Saxon accordait au Commandant de Sépibus, domicilié à Sion, le privilège exclusif, avec faculté de rétrocession, d'adjoindre à l'établissement des Bains de Saxon un Cercle, dit des étrangers, dans les salons duquel on pourrait donner des fêtes, bals et concerts et tenir des jeux tels qu'ils étaient tolérés dans les établissements de ce genre, outre-Rhin.

Par cette concession, la commune s'engageait à n'accorder aucune autre autorisation de ce genre sur son territoire pendant 30 ans, à partir du 1er janvier 1853 et à ne pas retirer la concession, accordée à M. de Sépibus, pendant le même laps de temps.

Le concessionnaire ou les ayants-droits étaient assujettis aux conditions suivantes :

1) La police de l'établissement était placée sous la surveillance de la commune dont le conseil nommerait un commissaire responsable.

2) Le traitement de ce commissaire était à la charge du concessionnaire.

3) Ce traitement était de fr. 1,200.— de France, par an.

4) Aucun Valaisan ne pouvait prendre part aux jeux.

5) Le concessionnaire versait mensuellement à la caisse de la commune, au profit des écoles : 25 francs de France pendant les 10 premières années ; et 45 francs de France pendant tout le reste de la concession.

6) Le repos ne devra pas être troublé, les bonnes mœurs seront maintenues et cela autant qu'il dépendra du Conseil communal. Le Conseil communal inspectera les livres des inscriptions des personnes fréquentant les Bains et fera un rapport mensuel au Département de Justice et Police du canton.

Approuvant ainsi l'initiative de M. de Sépibus et envisageant une ère de prospérité pour la commune, le Conseil communal de Saxon adressa une pétition au gouvernement provisoire afin d'obtenir l'autorisation d'ouvrir les Jeux dans l'établissement projeté à ces fins.

Le gouvernement se réunit le 11 janvier 1848 sous la présidence de M. Maurice Barman.

Après délibération, la demande adressée par la commune de Saxon fut accordée sur la base de la concession établie entre cette commune et M. de Sépibus. Toutefois, il ne fut pas précisé quel serait le genre de jeux que le cercle des étrangers serait autorisé à tenir, car la concession, accordée par le gouvernement provisoire, supprima les termes qui figuraient dans la concession accordée par la commune de Saxon et qui précisaient que les Jeux seraient tels qu'ils étaient tolérés et autorisés dans les établissements d'outre-Rhin.

Néanmoins, le 20 mars 1848, M. Barman apposa sa signature au bas de la concession et autorisait de ce fait l'ouverture des Jeux dans le Casino de M. de Sépibus.

Lorsqu'en janvier, le Grand Conseil avait approuvé la gestion du gouvernement provisoire, il était censé ignorer la concession accordée à l'établissement de Saxon, puisque le rapport de gestion n'en avait fait nul état, et c'est sans doute pour cette raison que cette concession ne fut pas immédiatement utilisée.

Ce ne fut qu'en 1854 que M. Fama demanda au Conseil d'Etat l'autorisation de tenir des jeux publics dans l'établissement de Saxon, dont le nouveau propriétaire se trouvait être un certain Bigi, spécialisé dans ce genre d'entreprise.

Après avoir délibéré sur cette demande, le Conseil d'Etat se borna à délivrer à M. Fama un extrait de l'arrêté du 11 janvier 1848.

En 1855, le concessionnaire Bigi soumit au Conseil d'Etat les conventions de son traité, auxquelles il adjoignit les prospectus de la station. Puis il fit placarder une affiche qui annonçait l'ouverture du Casino de Saxon.

Une nombreuse clientèle afflua dans la petite station balnéaire pour laquelle une ère de prospérité venait de s'ouvrir.

Le village s'agrandit et le quartier de Gottefrey se couvrit d'hôtels et de pensions.

Les plus belles espérances s'offraient pour l'avenir des établissements de Saxon, lorsqu'en 1856, le député Zen-Ruffi-

nen se faisant, croyait-il, l'interprète de l'opinion publique, prétendit que la concession des jeux était contraire à la loi valaisanne de 1842 qui interdisait les jeux de hasard.

M. Zen-Ruffinen déposa une motion invitant le Conseil d'Etat à présenter un rapport sur la prétendue concession accordée au Casino de Saxon.

Cette motion fut prise en considération et renvoyée au Conseil d'Etat pour faire l'objet d'un rapport, présenté au Grand Conseil, en mai 1856, et par lequel le Conseil d'Etat estimait que les Jeux de Saxon ne lui paraissaient pas inconciliables avec la prohibition des jeux de hasard, ni avec l'article 37 de la loi des finances de 1842.

La commission, chargée d'examiner ce rapport, conclut que la concession était une dérogation à la loi de 1842 et constituait une exception au principe proclamé par elle.

Cependant, considérant que des intérêts majeurs étaient engagés dans cette affaire, et aux fins d'éviter des embarras faciles à prévoir, la commission regrettait que la concession ait été accordée par le gouvernement provisoire, sur lequel elle rejetait toute responsabilité, et admettait la concession comme un fait accompli.

Appelé à son tour à se prononcer sur la question, le Grand Conseil se rallia à l'avis du Conseil d'Etat, contrairement au préavis de la commission. Il considéra que la concession, accordée en janvier 1848 et délivrée le 29 du même mois, n'était pas contraire aux dispositions relatives aux jeux de hasard.

La décision du Grand Conseil mit fin, momentanément, aux attaques dont le Casino de Saxon était l'objet.

La renommée des établissements s'étendit rapidement et toute une clientèle cosmopolite se pressait autour du tapis vert qui, peu à peu éclipsait la célébrité des eaux bienfaisantes vantées par le monde médical.

En 1864, alors que M. Joseph Fama devenait le seul gérant responsable du Casino, et que la prospérité semblait assurée à tout le pays, le canton de Genève, dirigé par des gens



austères, héritiers de la mentalité puritaine de Calvin, supprima, sur son territoire, le Cercle des étrangers.

Ce fut le signal, dans toute la Suisse, d'une violente campagne contre les cercles de jeux.

La presse ne tarda pas à prendre l'offensive et le correspondant de Berne de la «Patrie», journal de Romandie, publia un article sensationnel contre les Jeux de Saxon.

«Depuis la suppression du Cercle des étrangers à Genève, disait ce correspondant, le Valais est le seul canton qui ait le triste privilège de posséder un temple de la roulette et du trente et quarante. Cet établissement n'étant pas de première importance réussit, jusqu'à ce jour, à passer inaperçu au milieu des discussions auxquelles a donné lieu le Cercle de Bias. Mais aujourd'hui qu'il est le seul de son espèce, installé fièrement en face du soleil, l'attention se porte d'autant plus vivement sur lui qu'il est devenu, dans le Valais, un prétexte d'opposition, une pierre d'achoppement pour le Conseil d'Etat sur lequel on cherche à faire retomber toute la responsabilité de son existence.»

Et ce correspondant de faire l'historique des Jeux de Saxon, d'affirmer que la responsabilité de cet établissement incombait au gouvernement provisoire. Il termina son réquisitoire en disant que l'existence d'une Maison de Jeux sur le territoire helvétique, qui se pique de moralité, était un triste exemple, et que l'opinion publique verrait avec satisfaction le gouvernement valaisan exiger la suppression du Casino de Saxon, même si l'indemnité à payer aux intéressés risquant d'aggraver lourdement les charges de l'Etat.

Devant cette offensive, le Grand Conseil valaisan résista, estimant que les finances du canton ne devaient pas être compromises en sacrifiant les Jeux de Saxon aux exigences puritaines de leurs adversaires.

Afin de vaincre cette résistance, plusieurs cantons confédérés se réunirent en conférence pour examiner les moyens d'arriver à la suppression définitive des jeux et des loteries. La presse suisse entière se passionna pour cette affaire.



Le «Confédéré» emboîta le pas et s'attaqua à la personne de M. Allet en lui reprochant de tolérer le «tripot» de Saxon.

Les organes conservateurs prirent la défense du chef du gouvernement qui était d'autant plus décidé à ne point fermer les Jeux de Saxon que, depuis la création de la Banque d'Etat, l'établissement de M. Fama était devenu le meilleur client de cette institution bancaire.

Ses adversaires n'en désarmèrent pas pour autant. En 1869, M. Fama, alors président de la commune, fut porté candidat au Grand Conseil sur la liste radicale.

Cette candidature servit de prétexte à de nouvelles attaques. Un certain Elie Gay, professeur de musique à Sierre et farouche adversaire de M. Fama, commença une violente campagne pour invalider l'élection de M. Fama en invoquant des motifs constitutionnels. Il publia dans le «Journal de Genève» des articles incendiaires contre le président de Saxon et le gouvernement valaisan. Toute la presse de droite confédérée fut de concert avec lui. Certains journaux se réclamaient de la moralité publique, d'autres cachaient avec peine leur intention de créer des embarras au gouvernement du Valais. Le «Bund», entre autres, organe officiel du parti radical suisse, publia un article pour déclarer qu'il était du devoir des autorités de faire main-basse sur l'établissement de Saxon, dont l'existence, disait-il, ne représentait pas moins qu'un opprobre pour toute la Suisse.

En Valais, la polémique entre la presse radicale et la presse conservatrice devait prendre un caractère des plus violents.

Le rédacteur en chef du «Confédéré», M. Calpini, que le «Journal de Genève» avait loué pour son attitude, attaqua avec âpreté le gouvernement. Il n'hésita pas à laisser entendre que M. Allet était associé à M. Fama pour l'exploitation des Jeux de Saxon. Le président de Saxon protesta avec énergie contre cette accusation mensongère.

La «Gazette», portant la question sur le terrain politique, reprocha au gérant du Casino de subventionner le «Confé-

déré». M. Fama démentit encore une pareille déclaration de pure inspiration politique.

Contre ces assauts répétés, l'établissement de Saxon résista, soutenu par le gouvernement qui voyait en sa suppression un véritable désastre financier.

En 1870, M. Calpini, jeune député radical de Sion, revint néanmoins à la charge, demandant au Grand Conseil la fermeture des Jeux.

M. Victor de Chastonay répondit alors que l'établissement était légal et qu'il était étonnant que M. Calpini se fit l'adversaire de l'Etat, alors qu'au sein de la commission des pétitions, le député sédunois avait reconnu qu'il n'incombaît aucune responsabilité au nouveau gouvernement.

M. Calpini dut lâcher pied, abandonné par ses amis politiques et fut contraint de donner sa démission de rédacteur au «Confédéré».

C'est alors que M. Barman publia dans le «Confédéré» la déclaration suivante :

«Honoré par la présidence du gouvernement provisoire de 1848, je dois à mes collègues qui ne sont plus et dont j'honore la mémoire, je dois à mon pays dont le renom est mis en jeu, je me dois à moi-même de reproduire l'acte auquel est imputé l'établissement des Jeux de Saxon.

J'affirme qu'aucune concession de jeux de hasard n'a été accordée par le gouvernement de 1848, mais qu'une concession a été accordée seulement pour des jeux tels qu'ils sont autorisés dans les divers établissements de ce genre.

Piquée au vif par cette déclaration, la «Gazette» déclara que c'était précisément la roulette qui était pratiquée dans les établissements de ce genre. Si M. Barman a été de bonne foi en accordant la concession, il a eu tort, par contre de ne point se renseigner sur la nature de ces jeux.

M. Barman reconnut loyalement son erreur, mais le conseiller national Rion déclara que la thèse soutenue par M. Barman ne se justifiait pas.

Fort de cette déclaration, l'avocat Elie Gay adressa, en décembre de la même année, un recours aux Chambres fé-

dérales contre la décision du Grand Conseil valaisan de ne pas supprimer les Jeux de Saxon, interdits par la loi des finances de 1842.

Toutefois, ce recours fut rejeté par l'assemblée qui admit le point de vue du gouvernement valaisan dont les intérêts furent défendus par M. Allet au Conseil national et M. Barlatay au Conseil des Etats. Le point de vue du gouvernement valaisan n'était pas, d'ailleurs, sans trouver des défenseurs dans les différents milieux confédérés et même dans les milieux puritains de Genève, ainsi que l'atteste une brochure, publiée par un certain Gayet, à l'imprimerie Pfeffer et Pury, 3 Rue du Mont-Blanc, en 1866.

En voici quelques extraits des plus marquants :

«Le peuple suisse réuni, il y a peu de temps, dans ses comices, a tranché une question qui intéresse au plus haut degré une population honnête et laborieuse : nous voulons parler de Saxon-les-Bains.

En effet, cette partie du Valais doit incontestablement sa prospérité, son aisance, à l'Etablissement qu'on voulait détruire. Nous qui écrivons ces pages à cause de l'intérêt que nous inspire un charmant pays dans lequel, avec un médiocre revenu, nous avons goûté les jouissances qu'une grande fortune pourrait seule procurer ailleurs, nous ne prétendons pas nous faire le défenseur de l'établissement menacé, nous ne voulons que mettre en regard du mal qu'on lui reproche, le bien qu'on oublie trop qu'il fait.

On nous accordera que, sur les quelques mille étrangers qui fréquentent annuellement les Bains de Saxon, les deux tiers au moins appartiennent à une classe qui pourrait, étant obligée de les payer, prendre part aux plaisirs tant intellectuels que matériels offerts par une administration qui ne s'occupe qu'à chercher et à trouver les moyens de complaire à ses visiteurs.

Si peu initié que l'on soit aux opérations de banques de jeu, l'on remarquera tout de suite que l'administration de Saxon, même avec le vice radical inhérent à son existence, est une des plus irréprochables de ce genre.

Nous n'ignorons pas que, pour les Chambres suisses, si éclairées, si libérales, si progressistes, la question des jeux se présente d'abord comme une question de morale, et, à ce point de vue, les opinions les plus abolitionnistes sont aussi les plus respectables. Mais, c'est précisément au plein soleil de la morale que nous allons essayer, ici, d'éclairer une question toujours pendante, quoique résolue en apparence.

Nul gouvernement, dans aucun pays, n'a autant que celui du Valais, la responsabilité d'une initiative, car nous croyons que nul Conseil d'Etat n'a plus à cœur le bien-être de ses administrés et le soin de leurs intérêts. Aussi sommes-nous certain que le résultat du vote est dû à l'initiative de ces gouvernants qui s'inspirent avant tout de l'opinion publique.

Il serait certainement odieux que les sommes perdues chaque année ne servissent qu'à alimenter la cupidité d'un fermier qui se gorgerait de cet or sur un piédestal de larmes, de regrets et d'existence brisées. Mais, si grâce aux soins, au zèle, à la charité d'une administration confiée à un homme honorable à tous égards, aimé et estimé de tous ses concitoyens, le pays tout entier a vu succéder à sa misère profonde, à sa nuit sans étoiles, le rayon vivifiant du bien-être ; si nous interrogeons le dernier des paysans de Saxon, et qu'il nous affirme, en nous montrant ses enfants frais et bien portants, sa maison confortable, que le pain manquait autrefois chez lui, nous serons forcés de saluer en passant ce petit Casino qui a répandu la joie et l'aisance dans ce peuple hier si misérable ! Ah ! soyons justes, impartiaux, éloignons-nous de toute coterie, de tout parti-pris haineux, et reconnaissons que le plus grand bien peut sortir d'un mal ; mais demandons-nous en même temps si, le Casino de Saxon fermé, le jeu, le jeu farouche et latent, ne s'y étalera pas honteusement, clandestinement comme dans tous les pays où il est ouvertement défendu, et quel bien, alors, en résultera pour le pays ?

Les hommes sensés le comprennent bien, et pour ne parler que de Genève, où la fermeture du Cercle des étrangers fut une question purement politique, nous demanderons à la

police si toute sa vigilance parvient à empêcher les mille tripots clandestins qui déshonorent cette ville ?

Qu'on y songe ! Si l'on ferme les maisons de jeu, tuera-t-on le jeu ? Il est clair que non. Soyez donc conséquents alors, Messieurs les puritains, Messieurs les moralistes et avouez que vous accommodez complaisamment la morale à vos passions haineuses et vindicatives. Nous ne connaissons, nous devons le déclarer, que par ses œuvres l'homme honorable qui dirige l'administration de Saxon ; nous ne le défendons pas, sa conduite répond assez aux lâches attaques, aux ingratitude infâmes qui l'ont poursuivi jusque dans sa vie privée. Nous sommes de ceux qui veulent le bien et la justice et qui veulent démasquer la vile tactique de ces rigoristes sans vergogne, dont l'insulte cherche à se répandre sur l'homme intelligent et juste qui en tient les rênes au profit du bonheur de ceux qui l'entourent !»

La situation du Casino de Saxon paraissait devoir s'affermir, lorsqu'un mois après le rejet du recours de l'avocat Elie Gay par les Chambres fédérales, une vive agitation fut créée dans le pays par la situation désastreuse de la Banque d'Etat. Les adversaires en profitèrent pour demander une vérification scrupuleuse de la comptabilité.

On constata qu'effectivement M. Fama devait une somme importante à la banque.

Il n'en fallut pas moins, pour jeter la suspicion sur M. Allet que l'on accusa d'avoir favorisé l'établissement de Saxon et même d'être intéressé à cette affaire.

L'ancien chef du gouvernement, sur la base d'une déclaration formelle de M. Fama, donna un démenti catégorique à toutes les accusations dont il était l'objet et, devant les preuves indéniables de ce démenti, les détracteurs durent faire amende honorable. Le rédacteur du «Confédéré», pris lui-même au piège, dut avouer à M. Fama que son intention avait été de porter atteinte au prestige de M. Allet.

Dans une lettre publique, l'ancien chef du gouvernement exposa toutes les transactions qui avaient eu lieu, à son insu, entre la banque et l'établissement de Saxon et donna la

preuve que la banque n'avait rien perdu avec M. Fama mais, qu'au contraire, elle avait réalisé le bénéfice appréciable de 93,000 francs.

En terminant sa lettre, M. Allet présenta un document qui ne manqua pas de faire une grosse impression dans le pays.

Ce document révélait que M. Maurice Barman, ancien Conseiller d'Etat, avait été à la tête du groupement qui s'était constitué pour l'achat des Jeux de Saxon, en 1870. Si les nouveaux acquéreurs n'avaient pu obtenir du Conseil d'Etat l'homologation des statuts de la nouvelle Société anonyme, on ne pouvait, pour autant, faire un reproche à M. Barman d'avoir voulu participer à l'achat de l'établissement que le «Confédéré» dénommait le tripot de Saxon. En conséquence, M. Allet demandait à ses adversaires d'user envers lui et M. Fama, de la même loyauté qu'ils apportaient dans l'éclaircissement de cette affaire.

Malgré leur échec dans toute cette polémique, les adversaires des Jeux de Saxon ne se tinrent pas pour battus et ils envisagèrent une campagne afin qu'il soit prévu, dans la Constitution de 1872, la suppression définitive de cet établissement.

Mais, pendant que l'on entretenait en Suisse une lutte à outrance contre tous les établissements de jeux, on envisageait en France leur rétablissement afin de pouvoir payer la dette exigée par l'Allemagne victorieuse après la guerre de 1870.

Parmi les nombreuses brochures qui parurent à l'époque et qui demandaient le rétablissement des Jeux en France, il est intéressant d'extraire ce chapitre, ayant trait aux Jeux de Saxon, d'un opuscule paru à Lyon en 1871, et dont l'auteur se réclamait de la prospérité apportée par l'établissement de M. Fama pour servir d'exemple à ses compatriotes.

«Saxon, écrivait Lucien de Rubempré, est le grandiose, si Baden est la grâce. On sent planer l'esprit de la montagne sur cette vallée gigantesque qui s'appelle le Valais. Tout y respire une poésie triste, immense, qui élève l'âme et la ras-

sénère. Les nuits y sont fantastiques, les monts grandissent jusqu'aux cimes. Aux flancs des roches noires se traînent de longs nuages blancs effilés, pareils à des spectres de jeunes filles mortes dans leurs robes de fiancées et qui glissent lentement racontant à la montagne impassible un hymne de douleurs inouïes.

C'est le lieu où dans les arbres maigres, tous également penchés, passent les sylphes et les périls qui frôlent les ramures frissonnantes de leurs ailes diaphanes.

Le Rhône impétueux chante aux excavations sonores de son lit son chant éternel.

A l'aube tout est bleu dans cette atmosphère alpestre, les sommets s'empourprent, les escarpements inférieurs sont du rose le plus tendre. Les glaciers scintillent et dans le fond de la vallée règne encore une pénombre douce, transparente, presque lumineuse. Bientôt la lumière émerge des monts, l'alouette lance au ciel ses trilles joyeuses, les chevaux aux marais hennissent et secouent leurs crinières, les troupeaux de vaches se lèvent et font tinter leurs clochettes, le jour éclate, la vie s'éveille.

M. Fama est pour ainsi dire le fondateur des jeux de Saxon, car son prédécesseur, aux reins moins solides, s'est vu, chose rare, ruiné par les joueurs. Il a fait merveille dans un lieu peu fertile où, sauf le paysage, il fallait tout demander à l'art.

A Saxon, le jeu n'est point une chose sérieuse, c'est un amusement où le vertige de Hambourg et de Monaco n'a jamais eu accès. Accourez malades, que la roulette effraye, bannissez une vaine terreur, tenez, la fontaine du salut vous attend.»

Malgré la bonne renommée que conservait l'établissement de M. Fama, l'avocat Elie Gay envoya aux Chambres fédérales une nouvelle pétition pour demander la suppression du Casino de Saxon.

L'affaire fut portée devant le Conseil des Etats en janvier 1872. Dès l'ouverture des débats, M. Borel proposa la suppression immédiate des Jeux.



Prenant alors la défense de l'établissement de Saxon, M. Rion, Valaisan, déclara que la concession avait été accordée pour une période de 30 ans et plaida avec une vigoureuse éloquence la cause du Casino de M. Fama auquel on devait de voir la plaine marécageuse de Saxon transformée en un verger fertile, témoin de l'utilité publique de cette Maison de Jeux.

Aussi, malgré les attaques de M. Fazy, de Genève, qui prétendait que le concessionnaire avait outrepassé ses droits, M. Estoppey, tenant compte des arguments de M. Rion, fit voter une proposition qui fut adoptée par 20 voix contre 16.

Cette proposition prévoyait que les Jeux devraient être fermés dans le délai de 5 ans, à partir de la date de l'acceptation de la nouvelle Constitution.

Devant le Conseil national, la discussion fut plus serrée. La commission proposait la fermeture de toutes les maisons de jeux existantes, et cela au plus tard en 1876.

M. Evéquoz intervint en déclarant que s'il reconnaissait la nécessité de fermer les établissements de ce genre, il estimait néanmoins que celui de Saxon devait pouvoir rester ouvert jusqu'à l'expiration de la concession, soit en janvier 1878. L'orateur profita de l'occasion pour repousser les reproches adressés au gouvernement valaisan de s'être montré trop libéral envers le Casino de Saxon. Il exposa, en outre, la situation délicate du Conseil d'Etat du Valais qui n'avait pas voulu renouveler la concession, malgré les offres séduisantes qui lui avaient été faites par M. Fama, qui s'était offert à prendre à sa charge une partie des dettes du canton si on lui accordait une prolongation de la concession pour 10 ans. Il était toutefois impossible au Valais de supprimer les jeux avant l'expiration de la concession sans se trouver obligé de verser une indemnité trop onéreuse pour la caisse de l'Etat.

Poursuivant l'exposé de son point de vue, M. Evéquoz s'adressa alors aux députés qui avaient critiqué le gouvernement valaisan : « Vous êtes mal qualifiés, leur dit-il, pour jeter la pierre à l'Etat du Valais. Les villes de Berne, Zurich et Genève n'ont pas à se louer de la prostitution qui s'étale



dans leurs rues à la face de la police. Il est, d'ailleurs, d'autres établissements contre lesquels on devrait se récrier, contre ces Bourses où l'on joue d'une manière scandaleuse sur les fonds publics sans scrupules d'accumuler la faillite et la misère des citoyens.»

M. Evéquoz termina son courageux discours en insistant pour que la concession, accordée à l'établissement de Saxon, restât en vigueur jusqu'au mois de janvier 1878. On éviterait ainsi, déclara-t-il, à la Confédération et au canton du Valais une action en dommages et intérêts et l'on épargnerait à la Banque d'Etat du Valais la perte des 750,000 francs dont M. Fama lui était redevable. Il importe, dans l'intérêt général, de laisser à ce dernier le temps de rembourser sa dette et de permettre aux industriels, commerçants et hôteliers de Saxon, de prendre leurs dispositions pour parer à la situation difficile dans laquelle ils se trouveront après la fermeture des Jeux.

Malgré la forte impression produite par ce discours, M. Haller maintint sa proposition de supprimer les jeux en 1874.

Lorsque l'on passa au vote, la proposition de la commission prévalut et la Haute Assemblée décréta de fermer les Jeux en 1876.

Entre temps, les commerçants et industriels de Saxon, soucieux de sauvegarder leurs intérêts gravement compromis par la fermeture prochaine du Casino de M. Fama, saisirent le Grand Conseil, en 1874, d'une demande tendant à obtenir de ce dernier une interprétation sur la question de savoir si les Jeux de Saxon devraient être fermés le 20 janvier 1877, soit 30 ans après l'homologation de cette concession par l'Etat.

Le Conseil d'Etat estima que cette question relevait de la compétence des tribunaux et non du Grand Conseil.

A l'unanimité, la commission rejeta le préavis du gouvernement, mais ses membres se divisèrent en deux partis opposés : les uns estimant que la concession expirait en 1877, les autres déclarant qu'elle devait être maintenue jusqu'en 1878.

On décida de porter la question à l'ordre du jour, car l'opinion publique commençait à se montrer défavorable au

maintien des Jeux. Lorsque la discussion fut ouverte, M. le député Graven, avec éloquence et habileté, plaida en faveur de ceux qui estimaient devoir maintenir la concession jusqu'en janvier 1878.

Il appuya son plaidoyer sur les raisons suivantes :

1) La concession accordée par la commune, en 1853, expirait en 1878.

2) Le gouvernement provisoire avait confirmé ce délai et deux membres survivants avaient déclaré par écrit que telle avait été l'intention de ce gouvernement.

3) Le gouvernement de 1865, par acte stipulé par devant le notaire de Montheys, a formellement déclaré que la société durerait jusqu'à l'expiration de la concession, soit en janvier 1878.

4) Dans sa réponse, le Conseiller fédéral Frey Hérosée avait été du même avis.

En outre, le gouvernement valaisan, répondant au Conseil fédéral, avait affirmé que l'on ne pouvait fermer les Jeux de Saxon sans indemniser les concessionnaires. Or, on ne pouvait oublier qu'en une seule année l'établissement rapportait plus de fr. 100,000.— à la caisse de l'Etat.

Enfin, affirma M. Graven, on devait prendre en considération que les obligations de l'emprunt contracté par M. Fama, en 1867, et remboursables en 1878, avaient été déposées en nantissement à la Banque commerciale de Berne pour un emprunt de 2 millions de francs, contracté par l'Etat du Valais.

A raison de toutes ces considérations, M. Graven proposa, dans l'intérêt de la justice et de l'équité, de maintenir la concession, accordée au Casino de Saxon, jusqu'en janvier 1878.

L'Assemblée passa au vote et la proposition de M. Graven fut adoptée par 63 voix contre 21.

L'établissement de Saxon, après 20 ans d'existence, allait fermer ses portes, après avoir contribué dans une large mesure à la prospérité de la petite commune et du canton.

Aujourd'hui, le passant n'aperçoit plus, en bordure de la route où s'enfuient avec indifférence les automobiles luxueuses, que les derniers vestiges de ce qui fut la richesse et la renommée de Saxon-les-Bains.

## Les Valaisans du colonel Adolphe de Courten au Gothard, à Giswyl et à Gislikon en 1847 (Sonderbund)

---

L'article 1 du traité d'alliance des sept cantons catholiques prévoyait, pour le cas où l'un d'entre eux serait attaqué, de repousser l'attaque en commun. Lorsque la collision entre radicaux et conservateurs se produisit, le conseil de guerre du Sonderbund réclama du Valais l'exécution de ses promesses et obligations. Car la topographie du Valais n'exigeait pas pour la défense de son territoire la totalité de ses milices. Il pouvait facilement en distraire une partie au profit des cantons intérieurs, surtout de Fribourg. Mais la gravité de la situation rendit le gouvernement valaisan circonspect et prudent. Regrettait-il de s'être laissé entraîner dans une entreprise téméraire ? Nourrissait-il des doutes sur la fidélité d'une partie de son contingent ? On sait que le Grand Conseil valaisan avait longuement hésité avant de prendre une décision et qu'une grande partie du Bas-Valais avait des idées contraires à celles du gouvernement. Toujours est-il qu'on louvoya. Le 16 octobre, le gouvernement avisait le conseil de guerre que le général de Kalbermatten avait reçu la mission d'organiser la défense du canton, mais que lui-même gardait la direction générale de la campagne ainsi que du droit de disposer des troupes. Cette combinaison, contraire à l'esprit du pacte, n'était pas de nature à plaire aux chefs, qui eussent désiré voir nos bataillons placés sous les ordres du général de Salis-Soglio. Eventuellement, ils eussent préféré traiter avec de Kalbermatten, dont l'esprit de décision et l'énergie offraient à leur cause des garanties plus solides que le caractère timoré d'Ignace Zen-Ruffinen et de ses collègues (appréciation de Bernard Meyer, secrétaire du Conseil de guerre).

Le 17 octobre, le Conseil de guerre écrivait au Conseil d'Etat valaisan la lettre suivante : « Nous attendons avec confiance les deux bataillons qui vous ont été demandés. Il faut qu'ils soient prêts à franchir la Furka ».

De ce côté, la situation est si tendue qu'une action commune et décisive est devenue nécessaire. De plus, de Salis envoyait à Sion le major Zwissig, d'Uri, afin d'appuyer la demande de Siegwart, chef du Conseil de guerre. Effectivement, les trois bataillons valaisans étaient mis sur pied le 19 octobre, mais le 20 octobre, le gouvernement annonçait à Salis que les troupes Valaisannes se refusaient à sortir du Valais et qu'il ne pouvait en envoyer qu'un seul. Le 21 octobre, nouveau message annonçant qu'il lui était même impossible d'envoyer ce seul bataillon, parce que les frontières du Valais étaient menacées et parce qu'une mutinerie était possible au sein de la troupe.

Le Conseil de guerre réplique le 22 octobre :

« Votre lettre du 20 nous a douloureusement frappés. Notre alliance a en effet très peu d'importance puisque vous ne voulez pas vous soumettre aux ordres qui vous sont donnés par le haut Conseil de guerre. Un gouvernement qui, dans une crise où tout dépend de l'envoi d'un bataillon, prend pour règle de conduite sa propre convenance, assume une énorme responsabilité. Connaissant l'attachement profond du peuple valaisan à ses autorités, on ne peut croire qu'un bataillon ait osé refuser de se soumettre aux ordres de celles-ci.... Il nous a été déjà assez pénible de vous voir vous borner à l'envoi d'un seul bataillon au lieu de deux, mais nous sommes surpris au-delà de toute expression de vous voir refuser catégoriquement l'assistance mutuelle promise par notre alliance. »

Le 24 octobre au soir, le colonel Zen-Klusen rejoignait tardivement son poste à Lucerne comme représentant du Valais au sein du Conseil de guerre. Il se déclara indigné des marchandages de son canton et approuva la sommation adressée à celui-ci le 25 octobre : de mettre en marche immédiatement et en toute célérité deux bataillons sur Lucerne. L'échange de correspondance ne continua pas moins.

Enfin, le 31 octobre, le Conseil de guerre enregistrait avec satisfaction l'avis que le 3 novembre, trois compagnies du bataillon de Courten passeraient la Furka, suivies le lendemain par les trois autres compagnies. La lenteur du gouvernement à obéir aux ordres du Conseil de guerre était compréhensible : les hommes des trois bataillons qui, du 19 au 28 octobre stationnèrent à Martigny étaient convaincus que le bataillon à fournir au chef-lieu de la Suisse catholique allait au devant d'une extermination certaine. En outre et surtout, nombre d'entre eux étaient des libéraux. Les hommes de Monthey avaient défilé devant la maison du colonel de Cocatrix à St-Maurice au cri de « A bas les jésuites ! A bas le Sonderbund ! Vive la Confédération ! » (Nouvelliste vaudois 23. 11. 47).

Le rassemblement des troupes valaisannes avait donné lieu à bien des ennuis. Les luttes politiques qui avaient bouleversé le pays étaient

encore vivantes dans les cœurs. Des compagnies entières étaient animées de sentiments presque révolutionnaires. Pour mélanger ces éléments hétérogènes et pour ménager les susceptibilités, on eut recours à un stratagème. Les bataillons furent formés, par voie de tirage au sort, à raison de deux compagnies prises respectivement dans les arrondissements oriental, central et occidental. Le bataillon attribué à Lucerne, qui fut confié au colonel Adolphe de Courten et à son état-major, se trouva de la sorte être composé des compagnies Zen-Klusen, Lorétan, Lamon, Fillez, Gay et Besse. Les trois dernières ne professaient aucun enthousiasme pour la cause qu'elles étaient appelées à servir, et donnèrent libre cours à leur mécontentement. Il n'en fallut pas davantage pour qu'on imputât à Zen-Ruffinen, chef du gouvernement, les plus noirs desseins.

(Le comte de Courten était un ancien officier au service du St-Siège. Rentré dans son pays natal, il avait poursuivi sa carrière militaire dans les milices valaisannes. C'était aussi un homme très lettré, à qui l'on doit une traduction partielle des «Abscheids» valaisans et un poème de longue haleine intitulé «Rome chrétienne»).

Rassemblés à Sion le jeudi 29 octobre, les hommes du bataillon prenaient le lendemain la direction du Haut-Valais et d'Uri. Pour la première colonne, deux compagnies du Haut-Valais et une du Centre sous les ordres du major Pierre-François Duc, de Conthey, le trajet s'effectua sans incident. Il n'en fut pas de même pour la seconde colonne que commandait personnellement le colonel de Courten, et dans laquelle dominaient les éléments à l'esprit libéral. Plus la frontière s'approchait et plus s'accroissaient l'angoisse et la mauvaise humeur. A Münster et à Ulrichen, le 3 novembre, les soldats se mutinèrent et refusèrent d'avancer. Le tocsin retentit et le Landsturm de Conches accourut pour mettre les récalcitrants à la raison et les désarmer. Reçus par une charge à la baïonnette, les justiciers n'insistèrent pas. De bonnes et réconfortantes paroles du colonel Taffiner de Reckingen eurent plus de succès que ces maladroites tentatives d'intimidation. Aussi, c'est avec des sentiments de résignation et de docilité relative, que le détachement poursuivit sa route et passa la Furka.

Au moment où il traversait le col, le Conseil de guerre de la ligue catholique avait donné l'ordre d'occuper le Gothardt, point stratégique important, par un bataillon et une batterie d'Uri, sous le commandement du colonel de génie Müller d'Altdorf. (Müller était le propre constructeur de la route du Gothardt et avait travaillé à la triangulation du Valais avec le chanoine Berchtold ; il connaissait donc le pays mieux que personne).

Un coup de mains des Tessinois pour reprendre l'hospice, dont la perte isolait du reste de la Confédération, était à craindre. Aussi dans la matinée du vendredi 5 novembre, Müller requit-il par une estafette le concours des fusiliers du colonel de Courten, qui cheminaient dans la vallée d'Urseren. Le major Duc qui s'était déjà avancé dans la vallée de la Reuss continua sa route et attendit de Courten à Altdorf.

Les 5, 6 et 7 novembre furent calmes, mais dès les premières heures du 8, les carabiniers tessinois formèrent le cordon sur les hauteurs et cernèrent les avant-postes sonderbundiens. La garnison fut aussitôt alarmée. Une compagnie de chasseurs du Valais, **Filliez**, charge en tirailleurs, avance avec audace, et débusque les Tessinois de poste en poste. A midi un renfort de carabiniers arrive d'Uri pour couronner l'œuvre. Les agresseurs ne résistèrent que médiocrement et se débandèrent au pas de course. On lit dans le «*Républicain tessinois*» le récit de cet épisode qui se termine par cette phrase assez pittoresque : «*Non assuefati alla gran musica del canon !*» Le **major Zwissig**, avec deux compagnies des bataillons de Courten et deux canons, les poursuit par la vallée de Tremola jusqu'à proximité d'Airolo, sans subir aucun dommage, et rentra à l'hospice, ayant comme trophées des havresacs et des fusils. Environ 300 Hauts-Valaisans, commandés par le **major Jacquer**, vinrent relever le bataillon de Courten.

Les intempéries et les privations de tous genres vinrent rapidement mettre fin aux chants et aux jodlers qui avaient marqué le passage de la montagne. Dépaysés, mal équipés et mal entretenus, ces pauvres réservistes valaisans faisaient, paraît-il, pitié. D'après Siegwart, le commandant en second des forces du Gothard, le prince autrichien de Schwarzenberg, pleurait au souvenir de ce bataillon. Les rapports du colonel Zen-Klusen au Conseil d'Etat du Valais sont significatifs à ce sujet. Il écrivait : «*Je viens de recevoir une lettre de M. Volmar, commandant des volontaires valaisans sur le Gothard. Il se plaint amèrement de la position où ils se trouvent, ne recevant pas de soldé, couchés sur de la paille remplie de vermine et très mal couverts pour la saison. Le Conseil de guerre a pourvu pour la soldé. Quant aux logements, un mouvement en avant qui sera sous peu effectué, remédiera à leur triste situation*».

Cependant, les tessinois restaient toujours dans la Léventine. A la demande du colonel Müller, le Conseil de guerre de Lucerne décida de reprendre plus à fond l'offensive. Aussi, le 17 novembre, Uranais et Valaisans (ces derniers formant la réserve) descendirent-ils des hauteurs du Gothard. Ils surprirent à Airolo les compagnies non aguerries du divisionnaire Luvini, qui perdit son tricorné et son épée, échangèrent un feu très vif avec la brigade Pioda, et forcèrent les troupes à reculer.

Bien que cet avantage demeurât sans lendemain, puisque les Tessinois s'étaient resaisis — ayant reçu du renfort des Grisons, ils refoulèrent la colonne Müller jusqu'à son point de départ — il n'en fut pas moins exploité pour stimuler le moral des troupes mises sur pied. Une lettre de l'abbé Métrailler, curé de Savièse, aux officiers du landsturm est particulièrement typique à ce sujet : «*C'est avec le plus grand plaisir, dit-il, que je m'empresse de vous communiquer la dernière nouvelle : le canton du Tessin est gagné. Les catholiques de ce canton ont profité du temps que les radicaux ont perdu sur le St-Gothard avec nos alliés, pour renverser ce mauvais gouvernement. Les troupes catholiques sont à Lugano,*

le Tessin est pris. Il est des nôtres. Les ennemis ne peuvent nous toucher tandis que nos soldats ne ratent pas un coup. Ainsi, je lis dans une lettre que le major Jacquier m'écrit depuis le St-Gothard : où les ennemis ont eu 30 morts, que les Urnais tirent avec une précision telle qu'ils ne manquent jamais leur but, tandis qu'eux-mêmes ne sont pas touchés.»

Au cours de leur retraite, Valaisans et Urnais eurent une dispute à Airolo. (Neue Zürcher Zeitung, 25. 11. 47). Le 24 novembre, les seconds voulant entraîner les premiers au Gothard, et de là probablement à Lucerne, dont la situation était très grave et précaire. Mais les Valaisans étaient rassasiés d'aventures et ils rentrèrent chez eux par le Val Bedretto et le Nufenen.

M. de Sépibus était arrivé le 17 à Andermatt avec 400 hommes Il avait l'ordre précis de ne pas s'écarter de la vallée d'Urseren. La chute de Lucerne abrégéa ce séjour en territoire urnais.

Revenons à la colonne de Courten.

Le 9 novembre, elle avait dit adieu à la région du Gothard. D'une seule étape elle rejoignit la colonne Duc à Altdorf. Un bateau à vapeur transporta le bataillon de Fluelen à Lucerne. C'est le 10 novembre, à 2 heures de l'après-midi, qu'il débarqua dans cette ville, accueilli par l'Etat-Major et une fanfare. Le colonel de Salis inspecta la troupe dont il loua la tenue et la bonne apparence, mais la population ne lui témoigna que **froidur et méfiance**. Une collation fut offerte aux officiers et les soldats furent négligés. Presque partout d'ailleurs, dans le canton de Lucerne «logement et nourriture laissèrent à désirer».

Le 11, le bataillon partit pour Hochdorf. Après une courte halte, il se remettait en marche dans la nuit pour arriver à 5 heures du matin à Hizkirch, localité désignée comme lieu de rassemblement du colonel Elgger, auquel il avait été attaché. Informé de l'attaque de Fribourg, le Conseil de guerre du Sonderbund avait jugé utile de détourner une partie des troupes fédérales par l'invasion du Freiamt. Trois colonnes devaient y participer : celle du général de Salis — la principale — ; celle du colonel de St-Denis, et enfin celle qui nous intéresse particulièrement, soit celle du colonel Elgger, avec Mûri comme objectif. Elle quitta Hizkirch à 8 heures du matin et gravit le Lindenberg jusqu'à Müsswangen. De là elle franchit la frontière d'Argovie au milieu d'un brouillard opaque ; elle descendit la montagne avec rapidité et vers midi surprenait les hameaux de Geltwyl et de Bulwyl, occupés par les fédéraux qui ripostèrent énergiquement. Dans cette attaque, le bataillon valaisan était de réserve et une compagnie avait été préposée à la surveillance des caissons d'artillerie et d'infanterie.

Ici laissons la parole au commandant de Courten :

«Notre bataillon devait se former en colonne d'attaque avec des tirailleurs sur les côtés... Nous attendions sur le penchant de la colline



pour avancer, que nous fussions démasqués par la troupe qui marchait devant nous et nous barrait l'issue de la plaine où le feu était engagé. Tout à coup, le désordre se manifesta dans les rangs de la troupe lucernoise qui nous précédait immédiatement et une partie de l'artillerie. Une panique s'empara d'eux ; ils se mirent en fuite, se refoulant sur nos troupes. Cet exemple et l'effet produit par ce reflux d'hommes, de chariots et canons, ébranla notre troupe qui, peu à peu, perdit contenance et se mit également en retraite. A plusieurs reprises, cependant, elle la suspendit sur le commandement qui lui en fut fait, mais finalement rien ne put la retenir et elle se mit dans une complète débandade qui ne s'arrêta qu'à Hochdorf. Ce qu'il y eut de fâcheux surtout dans cette déroute, c'est que beaucoup de nos militaires, voyant les soldats de Lucerne jeter bas les armes, shakos, etc., en firent autant et se trouvent maintenant dans un complet dénûment ; car tout n'a pas pu encore être retrouvé.»

Les Lucernois rejeterent sur les Valaisans la responsabilité de cette peu reluisante opération ; ceux-ci se justifièrent tant bien que mal. «Je dois dire pour l'honneur de la vérité que nous étions encore les meilleurs combattants de cette journée. Car quoique la plupart d'entre nous se trouvassent dans une position forcée, nous la primes à cœur et nous voulions faire notre devoir. En effet, c'est nous qui sommes restés jusqu'à ce que nous eûmes tourné tous les chars pour sauver les équipages et les munitions. C'est nous qui avons retiré les canons que les artilleurs de Lucerne avaient abandonné en premier lieu, et qu'ils revinrent chercher, mais à force de menaces et d'ordres. Oui, un bataillon d'infanterie et l'artillerie de Lucerne furent la cause de cette panique incroyable» (Féodalité moderne).

Quoiqu'il en soit, c'est par des fuyards Valaisans, parmi lesquels se trouvaient quelques officiers, que l'on apprit à Lucerne, vers les 6 heures du soir, la nouvelle de l'échec et la démolition du corps d'Elgger. Furieux, le dictateur Siegwart envoya la gendarmerie à leurs trousses et il fut interdit de leur donner à manger. Des citoyens, entr'autres, l'aubergiste de la Balance, furent emprisonnés pour avoir contrevenu à cette défense.

Écoutons aussi la version du colonel Elgger chef de l'expédition :

«Je regrette de devoir donner ce certificat à la troupe d'un canton qui a donné si souvent des preuves de sa vaillance guerrière. Mais si l'officier de milice cherche à excuser cette lâche attitude par la fatigue de ses hommes arrivés seulement le 10, je dois ajouter que cette lassitude n'empêcha pas la majorité de s'enfuir à toutes jambes jusqu'à Lucerne, car une fraction seulement put être ralliée autour de son drapeau, à Eschenbach, à 5 lieues du champ de bataille. La cause de ce scandale furent le manque de discipline militaire et les dispositions perfides d'une partie de ses hommes.»

L'Etat-major ne dissimula pas son ressentiment contre «le pelé, le galeux, d'où venait tout le mal». L'auditeur fut chargé d'ouvrir une en-

quête ; le colonel de Courten fut mis aux arrêts, et il fut question de désarmer ses hommes. On n'exécuta pas cette déshonorante mesure, mais on scinda le bataillon qui fut réparti le 14 entre diverses localités de l'Entlebuch : compagnie Zen-Klusen et l'Etat-major à Blatten ; compagnie Lorétan, Lamon et Besse à Malten ; compagnies Filliez et Gay à Hilnewarz.

L'homme le plus chagriné de ces déplorables événements devait être certainement le **colonel Zen-Klusen**, membre du Conseil de guerre. Pour mettre un terme à la réputation fâcheuse que se créaient ses compatriotes, il recourut à un moyen original. Il délégua auprès d'eux le **fameux jésuite Roh, d'Aven**, professeur de théologie, et qui joua dans la campagne de 1847 le rôle de Pierre l'Ermite dans la première croisade. De son habileté et de sa parole ardente, Zen-Klusen escomptait des merveilles. Le missionnaire parcourut donc, les 15 et 16 novembre, les cantonnements du bataillon, prêchant que le Sonderbund n'avait d'autre but que le salut de l'Eglise et promettant à ses adhérents la victoire, ou tout au moins la palme du martyre. Il en fut malheureusement pour ses frais d'éloquence auprès des compagnies Filliez, Gay et Besse, lesquelles s'obstinaient à croire que le gouvernement les avait envoyées à la boucherie pour s'en défaire. Il exhala son désappointement dans le sein de son ami Siegwart, qui ne ménagea plus aux rénitents les affronts et les vexations.

Cependant, Fribourg avait capitulé le 14. Zoug l'imitait le 21. C'est maintenant contre Lucerne, boulevard de la ligue catholique, que le général Dufour dirigeait quatre divisions. De Salis, de son côté, avait fait tous les préparatifs d'une vigoureuse résistance. Le bataillon Valaisan, mutilé et réduit à environ 500 hommes fut envoyé dans deux directions différentes : la compagnie du major Duc qui, aux dires du colonel Elgger, se comporta très bien en toute occasion, entra dans la colonne mobile du major Uhlmann, colonne qui pivotait autour de Sursee et dont la fonction devait consister à surveiller les communes suspectes et à harceler de toutes façons l'ennemi. Quant aux éléments du colonel de Courten, « qui n'inspiraient qu'une médiocre confiance, grâce à leurs principes politiques non déguisés », on les noya dans le corps des 10,000 Sonderbundiens au dévouement éprouvé, chargés de la défense du passage de Gislikon. Aussi bien, leur emploi fut-il des plus modestes ; ils furent postés à Roth comme réserve. La part qu'ils prirent au plus sanglant des combats de ce **funeste** automne, se borna à être soutiens dans la retraite du colonel de Salis sur Lucerne, de 4 à 11 heures du soir le 23 novembre.

La partie était définitivement perdue.

Epuisés moralement et physiquement, l'appétit ouvert plus que de raison, les Valaisans se précipitèrent vers le quai du Schweizerhof ; mais le bateau à vapeur sur lequel ils comptaient, avait servi à éloigner en grande vitesse le Conseil de guerre, le Gouvernement lucernois avec une escouade de Jésuites et les gendarmes...

La colonne Duc qui, à Sursee, avait aperçu l'avant-garde de la division Donatz sans toutefois se mesurer avec elle, s'était aussi repliée sur Lucerne. Elle fut rapatriée dans la nuit du 23 au 24 par Winkel, Beckenried et Fluelen. Sur la Furka, elle rencontra par hasard le Père Roh qui s'enfuyait lamentablement, le cœur navré de douleur de voir sa pauvre patrie livrée à la tyrannie, au libertinage, à l'impiété, au radicalisme. Quelques-uns de ses précédents auditeurs, désillusionnés, ne purent s'empêcher de lui demander ironiquement ce qu'étaient devenues ses superbes promesses.

Les 142 hommes et les 13 officiers auxquels était réduite la colonne de Courten assistèrent à la rentrée des troupes fédérales dans la métropole conservatrice. Ils ne bougèrent pas de la place du débarcadère, où, hébétés et passifs, ils se demandaient anxieusement ce qu'il adviendrait d'eux. Ils se laissèrent désarmer sans mot dire, et acceptèrent avec reconnaissance les rations que le vainqueur leur distribua. Des officiers vaudois de la brigade Bontemps, émus de leur dénûment, prirent l'initiative d'une collecte en leur faveur.









